

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

COMMUNICATION ET POLITIQUES PUBLIQUES: ÉTUDE COMPARÉE DE  
LA CONSTRUCTION DU DISCOURS DES ADMINISTRATIONS TRUMP ET  
TRUDEAU SUR LES POLITIQUES D'IMMIGRATION ET DE RELATIONS  
INTERNATIONALES LE CAS DES RÉFUGIÉS, DES DEMANDEURS D'ASILE  
ET DES IMMIGRANTS.

MÉMOIRE

PRÉSENTÉ  
COMME EXIGENCE PARTIELLE  
DE LA MAÎTRISE EN COMMUNICATION

PAR

JADE BOIVIN

DÉCEMBRE 2017

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL  
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.10-2015). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

## REMERCIEMENTS

J'aimerais d'abord remercier mon directeur, Claude-Yves Charron, qui, dès le début de mon cheminement à la maîtrise, m'a reflété mon potentiel en tant que chercheuse. J'ai appris énormément en observant sa rigueur, son intuition et son sens de la diplomatie. Claude-Yves, je suis profondément reconnaissante de t'avoir eu sur mon chemin professionnel. J'espère qu'un jour, je serai un poteau de bonzaï aussi solide que tu l'as été pour moi. J'aimerais aussi remercier les membres de mon jury, Gaby Hsab et Christian Agbobli. Gaby, merci pour ton écoute et ta compréhension. Merci de m'avoir encouragée en m'offrant ma première expérience de recherche. Christian, merci pour ton accueil chaleureux au GERACII et ton enthousiasme pour mes accomplissements. Merci à vous deux d'avoir accepté, malgré vos horaires extrêmement chargés, de faire partie de mon jury.

Ensuite, je tiens à remercier les membres de ma famille, dont le soutien indéfectible et l'amour inconditionnel m'ont permis de me réaliser et d'atteindre mes objectifs. Leur générosité se manifeste de façon unique et elle mérite d'être soulignée individuellement. Terminer cette maîtrise est une réussite en soi. Dans le cadre de cet accomplissement, je suis émue par l'amour, la solidarité et le soutien dont je suis entourée.

Merci à ma plus grande fan, ma mère Suzanne, qui m'a encouragée quand je ne croyais pas en moi. Je la remercie aussi de ne pas avoir paniqué à l'adolescence, quand l'école n'était pas ma priorité et que je remettais en question l'autorité. Finalement, questionner l'ordre établi peut nous amener sur de belles avenues professionnelles. Ce mémoire en est la preuve. De plus, merci maman pour ta patience et les heures passées à relire mes textes.

Merci à ma marraine, Élise, pour son soutien tout au long de mes études secondaires, collégiales et universitaires. Il m'a permis d'accéder à une éducation de grande qualité et de jouir du temps nécessaire pour découvrir qui je suis. Les derniers kilomètres pour terminer le mémoire auraient été pénibles sans tes yeux de lynx. J'espère qu'un jour, je pourrai partager la chance que j'ai de t'avoir dans ma vie en faisant une différence aussi importante dans la vie de quelqu'un d'autre.

Merci à Philippe, mon amoureux, pour ton écoute et tes encouragements. Merci pour les repas, le ménage et les courses dans les moments de rédaction intense. La curiosité intellectuelle et l'amour pour le travail scientifique que nous partageons ont souvent été le coup de pouce dont j'avais besoin pour persévérer. Nos conversations sur la politique et la recherche sont d'une grande richesse dans ma vie.

Merci à mon frère, avec qui j'ai eu des débats politiques stimulants et, parfois, confrontants. Il est important d'avoir des débats hors du monde académique et de demeurer ouverte à différentes opinions politiques.

Merci à mon amie Karine, qui a été une complice et une partenaire de voyage tout au long de la maîtrise.

Merci à Émie, pour ta belle solidarité et nos discussions féministes.

Merci à Léa : notre amitié me pousse toujours à m'améliorer comme chercheuse et citoyenne. Tes messages plein d'émoticônes me réchauffaient le cœur durant les soirées de rédaction.

Merci à Cloé, pour ton soutien continu. À travers ton empathie et ton rappel constant « à prendre soin de moi », je sentais toute ton amitié, si sincère.

Merci à Gabriel, fin connaisseur du logiciel Word, sans qui ce document n'aurait pas été conforme aux règles de présentation pointilleuses de l'UQAM. Tu as participé activement à ce que je garde mon ordinateur en un seul morceau ainsi que mon équilibre mental.

En rafale, merci aux professeures Catherine Montgomery, Catherine Dansereau-Bourassa, Johanne Saint-Charles et Chantal Arousseau. Chacune à votre manière, vous avez fait une différence dans mon parcours professionnel.

Pour finir, une pensée pour les personnes immigrantes et réfugiées, dont le sort est directement affecté par les politiques nationales en matière d'immigration et de relations internationales. Je suis reconnaissante d'avoir la chance d'être scolarisée et de bénéficier de la liberté d'expression nécessaire pour formuler une analyse politique critique des discours gouvernementaux.

## TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES ABRÉVIATIONS.....	viii
RÉSUMÉ.....	ix
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE I	
PROBLÉMATIQUE.....	2
1.1 Définition des termes clés.....	2
1.2 Description générale des politiques publiques d’immigration canadienne.....	4
1.3 Les politiques d’immigration et de relations internationales sous Trudeau.....	6
1.3.1 L’immigration sur base familiale.....	6
1.3.2 L’immigration sur base humanitaire.....	7
1.3.3 L’immigration sur base économique.....	11
1.3.4 Les politiques en matière de relations internationales.....	12
1.4 Description générale des politiques publiques d’immigration américaine.....	14
1.4.1 Immigration et relations internationales : les politiques publiques sous Trump.....	15
1.4.2 La déportation d’immigrants vivant illégalement aux États-Unis.....	16
1.4.3 La construction d’un mur à la frontière du Mexique.....	17
1.4.4 L’ordre exécutif visant les musulmans et les réfugiés.....	18
1.4.5 Les politiques internationales.....	19
1.5 Question centrale et hypothèse d’ensemble.....	22
1.5.1 Questions sectorielles.....	22
1.5.2 Pertinence communicationnelle.....	23
CHAPITRE II	
CADRE CONCEPTUEL ET THÉORIQUE.....	26
2.1 Paradigme constructiviste.....	26

2.2 Berger et Luckmann : la construction sociale de la réalité .....	27
2.3 Goffman : la théorie de la mise en scène .....	28
2.4 Le pouvoir selon Foucault.....	31
<b>CHAPITRE III</b>	
<b>MÉTHODOLOGIE</b> .....	37
3.1 Choix de la méthodologie qualitative .....	37
3.2 L'analyse de discours.....	37
3.3 Corpus et justification de l'échantillon .....	40
3.3.1 Présentation thématique des discours.....	40
3.4 La collecte et l'analyse de données.....	43
<b>CHAPITRE IV</b>	
<b>ANALYSE ET PRÉSENTATION DES RÉSULTATS</b> .....	45
4.1 Analyse des discours .....	45
4.1.1 Analyse du discours de Justin Trudeau, premier ministre du Canada .....	46
4.1.2 Analyse du discours de Donald Trump, président des États-Unis .....	51
4.2 Présentation des résultats .....	59
4.2.1 La vision des chefs d'État en matière d'immigration et de relations internationales .....	60
4.2.2 Les positions politiques de Trump et de Trudeau selon la théorie de la mise en scène .....	66
4.2.3 Le processus de construction du message des deux chefs de gouvernement .....	70
4.2.4 L'articulation des rôles et des pouvoirs dans chacun des discours .....	75
4.2.5 Question centrale et principale conclusion .....	80
<b>CONCLUSION</b> .....	83
<b>ANNEXE A</b> .....	88
<b>ANNEXE B</b> .....	90
<b>BIBLIOGRAPHIE</b> .....	160

## **LISTE DES ABRÉVIATIONS**

<b>AGNU</b>	<b>Assemblée générale des Nations Unies</b>
<b>ONU</b>	<b>Organisation des Nations Unies</b>

## RÉSUMÉ

En octobre 2015, Justin Trudeau est élu premier ministre du Canada. Dès le début de son mandat, son administration a tenu une de ses promesses électorales phares : accroître le niveau annuel d'immigration. Le nouveau gouvernement s'est également donné comme priorité d'accepter en sol canadien près de 40 000 réfugiés syriens en date de janvier 2016. Du côté américain, en 2015 et 2016, on est en pleine campagne électorale présidentielle. En novembre 2016, le candidat républicain Donald Trump est élu président des États-Unis. Plusieurs promesses de sa plateforme électorale s'articulent autour de la réduction de l'immigration en sol américain et de l'accélération de la déportation d'immigrants travailleurs sans papiers et de demandeurs d'asile. De plus, le candidat républicain annonce qu'il entamera une renégociation de différentes ententes commerciales et qu'il reverra le rôle des États-Unis au sein d'institutions diplomatiques. Au pouvoir depuis janvier 2017, le président Trump travaille à concrétiser plusieurs de ses promesses. Considérant la proximité géographique, les liens économiques entre les deux pays et l'histoire qui lie le Canada et les États-Unis, le contraste entre leurs positions en matière d'immigration et de relations internationales est d'autant plus frappant.

Ce mémoire s'intéresse à l'articulation du discours des administrations Trump et Trudeau au sujet de l'immigration et des relations internationales. Notre recherche vise à soulever les logiques argumentatives à la base des discours des administrations Trump et Trudeau.

Nous postulons que les discours des deux gouvernements ont été produits dans un premier temps afin de légitimer leurs décisions en matière d'immigration et d'affirmer leurs lignes d'action sur la scène internationale. Afin de vérifier cette hypothèse, nous avons analysé huit discours. Nous nous sommes intéressée à la mise en scène des deux chefs de gouvernement, à la construction de la réalité et aux rôles et au pouvoir assignés aux différents acteurs à travers leurs discours. À la lumière de notre analyse, nous affirmons que le discours de l'administration Trudeau a été construit autour d'un message clé sur la valeur de la diversité canadienne et sur le rôle pacificateur que le Canada souhaite jouer sur la scène internationale. Quant à l'administration Trump, son discours s'articule autour du message clé suivant : depuis trop longtemps, l'immigration et le faible contrôle des frontières sont néfastes pour les États-Unis. Ainsi, ce mémoire offre une analyse de la logique argumentative à partir de deux perspectives idéologiques et culturelles.

Mots clés: Trudeau, Trump, immigration, relations internationales, discours, mise en scène, rôles et pouvoir, construction de la réalité.

## INTRODUCTION

L'élection du premier ministre Trudeau et celle du président Trump coïncident avec une période où les questions sur l'immigration occupent une place centrale dans les enjeux nationaux du Canada et des États-Unis. Leurs positions respectives sur les questions d'immigration sont assez différentes, voire opposées. Quant à leurs visions des relations internationales, elles semblent aussi s'inscrire en opposition l'une à l'autre. Considérant les liens économiques et diplomatiques étroits qui unissent le Canada et les États-Unis, il est intéressant de comparer les discours de l'administration Trump et Trudeau en matière de politique d'immigration et de politique de relations internationales. Ainsi, nous chercherons à comprendre comment s'articule le processus de construction du discours des administrations Trump et Trudeau entourant l'immigration. Nous postulons que les discours des deux gouvernements ont été produits dans un premier temps afin de légitimer leurs décisions en matière d'immigration et d'affirmer leurs lignes d'action sur la scène internationale.

Ce document se divise en quatre chapitres. Le premier expose la problématique entourant les discours politiques des deux gouvernements en matière d'immigration et de relations diplomatiques. Le deuxième présente le cadre théorique sur lequel notre analyse s'appuie. Quant au troisième chapitre, il porte sur la méthodologie utilisée et l'échantillon sélectionné pour cette recherche. Le quatrième chapitre est pour sa part divisé en deux parties. Nous verrons tout d'abord la présentation des grands thèmes qui ont émergé de notre analyse. Ensuite, nous aborderons les questions sectorielles de ce mémoire en lien avec notre cadre théorique, puis nous répondrons à la question principale de recherche. En conclusion, nous identifierons certaines limites de ce mémoire et nous explorerons les pistes pour des recherches futures.

# CHAPITRE 1

## PROBLÉMATIQUE

Ce chapitre vise à contextualiser l'objet de notre recherche en offrant un bilan général des politiques publiques en matière d'immigration et de relations internationales sous les gouvernements Trudeau et Trump. Nous définirons d'abord les concepts de politiques publiques d'immigration et de relations internationales. Nous soulèverons les points clés de la plateforme électorale de chacun des candidats en matière d'immigration et de relations internationales, puis nous présenterons un bilan des réalisations associées à chacune de ces promesses. Finalement, nous présenterons notre question centrale de recherche et notre hypothèse générale. Nous verrons aussi les questions sectorielles et les hypothèses qui leur sont liées, ainsi que la pertinence de ce mémoire pour le domaine d'étude de la communication internationale.

### 1.1 Définition des termes clés

Afin de situer le lecteur, il importe de préciser la définition des termes clés utilisés dans le cadre de ce mémoire. Nous présenterons donc dans cette section une définition sommaire des termes de politiques publiques d'immigration et de politiques publiques de relations internationales. Dans la mesure où ces termes sont une partie intégrante de notre travail de recherche, il apparaît important de présenter la définition que nous utilisons.

Tout d'abord, nous définissons une politique publique comme « le concept qui désigne les interventions d'une autorité investie de puissance publique et de légitimité gouvernementale sur un domaine spécifique de la société ou du territoire » (Boussaguet, Jacquot, Ravine, 2014, p. 420). Plus encore, les politiques publiques sont toutes des actions que les gouvernements décident ou non d'entreprendre (Mény

& Thoenig, 1989). Ainsi, les politiques publiques sont autant les « actes » que les « non-actes » d'un gouvernement par rapport à un phénomène ou à une problématique de société. Dans le cadre de ce mémoire, nous nous pencherons sur les politiques publiques qui se manifestent sous forme d'action de la part du gouvernement. Ainsi, nous nous intéresserons aux programmes mis en place et aux actions concrètes entreprises.

En ce qui concerne les politiques publiques en matière d'immigration, il existe plusieurs définitions du concept, et elles sont parfois contradictoires. Cette diversité des définitions s'explique par les différentes visions de l'immigration dans le monde (Kritz, 1987). Certains pays considèrent que l'immigration ne comprend que les immigrants possédant le statut légal pour entrer au pays. Cette définition exclut notamment les réfugiés et les demandeurs d'asile (Nations Unies, 2011).

D'autres pays considèrent que l'immigration est tout flux de population qui passe leurs frontières. Cette vision est davantage en cohérence avec notre conception de l'immigration, car elle considère les enjeux selon le contexte sociopolitique actuel, marqué par des questions liées aux réfugiés, aux demandeurs d'asile et aux personnes vivant illégalement dans un pays. Une définition plus étroite ne permettrait pas de prendre en compte la complexité des problématiques actuelles en politique publique d'immigration.

Ainsi, nous définissons les politiques publiques d'immigration comme des politiques encadrant les mouvements de populations à travers les frontières d'un pays. Plus précisément, elles formulent les critères permettant aux individus de rester dans un pays donné ou ordonnant leur expulsion (traduction libre, Kritz, 1987, p. 950).

Les politiques publiques en matière de relations internationales, nous les définissons comme « l'instrument par lequel un État tente de façonner son environnement

politique international » (Charillon, 2002, p. 13). Concrètement, les politiques publiques en relations internationales sont constituées d'un ensemble de politiques élaborées par l'État afin d'agir sur la scène internationale, que ce soit pour promouvoir ou pour défendre des valeurs et des intérêts définis de façon très large. Ces politiques peuvent adopter plusieurs formes, qui vont de la décision à prendre en réaction à un événement spécifique ou afin d'atteindre un objectif précis, jusqu'à l'élaboration d'un cadre général déterminant les visées et les stratégies à long terme de l'État sur la scène internationale, en passant par la gestion quotidienne des programmes gouvernementaux à l'extérieur de ses frontières.

Ainsi, les politiques d'immigration et de relations internationales sont intimement liées. Les flux migratoires et le contrôle des frontières se trouvent au coeur des questions de relations internationales, car ils sont directement liés aux intérêts nationaux et à la coopération internationale. À la lumière de ces éclaircissements, nous constatons que les termes de politiques publiques en matière d'immigration et de relations internationales sont difficiles à définir avec précision, car ils sont utilisés dans une diversité de contextes pour désigner différents phénomènes. Nous reconnaissons donc la subjectivité des définitions choisies.

## 1.2 Description générale des politiques publiques d'immigration canadienne

Dans cette première partie, nous nous intéresserons au discours de l'administration Trudeau entourant les politiques publiques d'immigration. Nous verrons d'abord ses promesses électorales en matière d'immigration, qui s'articulent autour de trois catégories : l'immigration sur base familiale, l'immigration sur base humanitaire et l'immigration sur base économique. Considérant que les politiques publiques d'immigration et les relations internationales sont intrinsèquement liées, nous présenterons aussi les éléments du programme politique du parti libéral concernant les relations internationales du Canada.

Au cours de la campagne électorale déclenchée le 2 août 2015, les enjeux de l'immigration et le rôle du Canada à l'international ont été des éléments centraux. Les promesses des candidats s'articulaient principalement autour des questions des quotas annuels d'immigration<sup>1</sup> et de l'accueil des réfugiés syriens<sup>2</sup>.

Le programme politique de Justin Trudeau, chef du Parti libéral du Canada, mettait de l'avant « des valeurs d'accueil et de tolérance du Canada » (Cros, 2016, p. 6). Les libéraux promettaient entre autres un investissement de près de 500 millions de dollars par année afin d'accélérer le processus de traitement des demandes en matière d'immigration. Toutes catégories d'immigration confondues, on visait l'accueil de près de 300 000 résidents permanents en 2017. Selon Immigration Canada (2017), ce nombre représentait un record historique par rapport aux quotas d'accueil des dix dernières années. En effet, en 2017, le nombre de résidents permanents devrait augmenter de 17 % par rapport à la dernière décennie.

Ces propositions différaient (et se situaient parfois même aux antipodes) des politiques publiques en matière d'immigration, d'affaires internationales et de défense durant la période où le Parti conservateur était au pouvoir. Au cours de ces neuf années, les quotas d'immigrants et de réfugiés accueillis, de même que les demandes de réunification familiale, ont diminué. Certains programmes, comme la réunification familiale, ont connu des périodes de moratoire où il était impossible de déposer une demande auprès d'Immigration Canada. De plus, le gouvernement Harper a instauré l'obligation d'un visa touristique aux ressortissants mexicains, restreignant ainsi la mobilité de voyageurs en sol canadien.

---

<sup>1</sup> Immigration Canada définit le statut d'immigrant comme « un statut autre que celui de citoyen dans un pays, par exemple, résident permanent ou visiteur » (consulté le 29 août 2017).

<sup>2</sup> Selon Immigration Canada, Les réfugiés syriens font parti des personnes «à qui le statut de réfugié au sens de la Convention a été reconnu par un agent des visas à l'étranger » (consulté le 29 août 2017).

Dans ce contexte, la victoire de Justin Trudeau a eu un impact politique certain « qui fait de 2015 une élection marquante pour le Canada » (Cros, 2016). Le choix des électeurs canadiens renouait avec la tradition multiculturaliste et avec les politiques étrangères multilatérales (Cros, 2016).

### 1.3 Les politiques d'immigration et de relations internationales sous Trudeau

De manière plus spécifique, le programme du Parti libéral du Canada se distinguait par la promesse d'augmenter le nombre d'immigrants admis au Canada. Dans cette partie, nous verrons plus en détail les mesures proposées par l'administration Trudeau afin d'assurer cet accroissement.

L'équipe Trudeau promettait également des politiques visant une plus grande mobilité à la frontière canadienne, tant pour les résidents permanents que pour les visiteurs. Concrètement, le programme projetait d'augmenter les quotas annuels d'immigration sur base familiale et sur base humanitaire.

#### 1.3.1 L'immigration sur base familiale

L'immigration sur base familiale<sup>3</sup> était une mesure clé de la plateforme électorale de Justin Trudeau (*Le Devoir*, 26 septembre 2015). Le Parti libéral du Canada promettait un accroissement des quotas de réunification familiale afin de faciliter l'arrivée de parents ou de grands-parents. Cette mesure avait pour but de stimuler l'économie en apportant un soutien aux familles, qui pourraient ainsi bénéficier d'une aide

---

<sup>3</sup> Selon Immigration Canada, l'immigration familiale est la « catégorie d'immigration qui comprend les membres de la famille parrainés par un citoyen canadien ou un résident permanent pour venir au Canada » (consulté le 29 août 2017).

supplémentaire dans la sphère domestique (PLC, 2015).

En plus de doubler les quotas annuels d'immigration sur base familiale, le programme de Justin Trudeau s'articulait autour de deux politiques publiques phares. Il s'engageait à octroyer la résidence permanente aux conjoints de citoyens canadiens qui désiraient immigrer au Canada (PLC, 2015) et proposait d'augmenter l'âge minimum des personnes à charge de 19 à 22 ans. Cette dernière mesure visait à faciliter la réunification familiale d'immigrants qui souhaitaient que leurs enfants les rejoignent en sol canadien (PLC, 2015).

Près de deux ans après son arrivée au pouvoir, l'administration Trudeau a effectivement augmenté le nombre de nouveaux arrivants grâce au programme de regroupement familial (CIC, 2016). Elle maintient également sa promesse de d'augmenter l'âge maximum des personnes à charge de 19 à 22 ans pour se qualifier au regroupement familial, sans toutefois poser de gestes concrets afin de changer la législation en ce sens (Politext, 2017).

Bien que les politiques publiques favorisant l'immigration sur base familiale aient été centrales dans le programme du parti libéral, elles ne sont pas très discutées dans l'espace public, où la question de l'immigration humanitaire occupe une place médiatique considérable.

### 1.3.2 L'immigration sur base humanitaire

En plus de l'augmentation des quotas d'immigrants reçus sur base humanitaire<sup>4</sup>,

---

<sup>4</sup> Immigration Canada définit ainsi l'immigration sur base humanitaire : « Une personne qui ne serait normalement pas admissible à la résidence permanente au Canada peut présenter une demande pour circonstances d'ordre humanitaire. Les circonstances d'ordre humanitaire s'appliquent aux personnes dont la situation est exceptionnelle. Voici des exemples de facteurs pris en compte : la mesure dans laquelle la personne est établie au Canada; les liens familiaux généraux de la personne au Canada;

l'équipe du Parti libéral du Canada présentait deux mesures centrales : l'une au sujet des réfugiés et l'autre, concernant les demandeurs d'asile.

La plateforme électorale visait le parrainage par l'État près de 25 000 réfugiés syriens, un nombre deux fois plus élevé que celui proposé par les autres partis politiques. La conjoncture des événements en septembre 2015 a mis cette politique libérale à l'avant-plan. Un événement malheureux — la mort en mer Méditerranée d'un garçon syrien de 3 ans qui fuyait son pays avec sa famille — a eu un impact important sur les élections fédérales canadiennes.

La photo sur laquelle on le voit étendu sur une plage turque s'est rapidement propagée sur tous les réseaux. Catherine Dauvergne, professeure de droit à l'Université de Colombie-Britannique, expliquait en entrevue que « l'intérêt considérable suscité par cette nouvelle a probablement permis à la question des réfugiés d'attirer l'attention du public et de se mêler au scrutin d'une manière plus directe qu'auparavant » (Radio-Canada, 2 septembre 2016). Ainsi, les médias ont présenté la mort du jeune garçon comme un élément déclencheur qui a mis au premier plan la promesse de l'équipe Trudeau d'accueillir 25 000 réfugiés syriens (CBC, 3 septembre 2015).

Dès son entrée au pouvoir, le gouvernement Trudeau a effectivement haussé les quotas d'immigration sur base humanitaire. En 2015-2016, on estime que le Canada a été la terre d'accueil de 15 % des réfugiés dans le monde. Par contre, pour 2017-2018, on prévoit une baisse des quotas, qui se situeraient entre 8 % et 12 % des réfugiés en provenance de partout dans le monde. Il est intéressant de remarquer que le seuil minimal de cette cible serait inférieur aux quotas de 2013-2014 et 2014-2015

---

l'intérêt supérieur de tout enfant en cause; le degré de difficulté que connaîtrait le demandeur si sa demande n'était pas approuvée et s'il devait quitter le Canada afin de présenter une demande de résidence permanente » (consulté le 29 août 2017).

sous l'administration Harper, qui étaient respectivement de 12 % et 11,7 %.

Conformément à son engagement électoral, le gouvernement libéral a participé à la réinstallation de plus de 25 000 réfugiés syriens entre le 4 novembre 2015 et le 29 février 2016. Le premier ministre canadien avait d'ailleurs fait la manchette dans les médias internationaux en accueillant lui-même le premier groupe de réfugiés syriens arrivés en sol canadien. Selon *La Presse* (11 décembre 2015), la nouvelle a eu un écho particulier dans les médias américains. La couverture de l'évènement a été un des articles les plus lus sur le site Internet du *New York Times* le jour de sa parution. Plusieurs internautes notaient le contraste entre les positions anti-réfugiés de certains politiciens américains et le geste symbolique du premier ministre canadien.

Par la suite, le nombre de réfugiés syriens accueillis au Canada a continué de s'accroître. Selon les dernières informations disponibles sur le site Internet d'Immigration Canada, datant de janvier 2017, près de 40 000 réfugiés syriens ont été accueillis en sol canadien.

Toutefois, au cours de 2017-2018, le gouvernement Trudeau souhaite réduire le retard accumulé dans le processus des demandes de réfugiés syriens parrainés par le secteur privé. En décembre 2016, il a donc limité le nombre de nouvelles demandes soumises par des citoyens ou des organisations citoyennes. Le journal *Le Devoir* rapporte que le communiqué annonçant ce changement a été publié « en douce » sur le site Internet d'Immigration Canada et qu'il n'y a eu aucune conférence de presse.

Contacté par téléphone au sujet de ce changement de cap, le cabinet ministériel a expliqué qu'il souhaitait réduire les délais d'attente et le retard accumulé afin d'assurer la sécurité des réfugiés en attente de leur arrivée au Canada (*Le Devoir*, 24 décembre 2016).

La deuxième promesse en matière d'immigration humanitaire portait sur la réforme du système de demandes d'asile<sup>5</sup>. Les libéraux promettaient un investissement de 200 millions de dollars, échelonné sur une période de deux ans, afin de mettre sur pied un comité d'experts des droits de la personne qui identifierait les pays pour lesquels les demandes d'asile des ressortissants doivent être jugées de manière prioritaire.

En raison notamment du nombre croissant de demandes et du retard accumulé dans leur traitement, l'administration Harper avait exigé, en 2012, une évaluation et une réforme du processus de traitement des dossiers. Le gouvernement conservateur craignait que les retards ne nuisent à la sécurité nationale et ne fassent obstacle à l'aide aux demandeurs en réel besoin d'assistance. Il a donc mis en place un système axé sur le pays d'origine afin de déterminer les demandes d'asile prioritaires et d'écarter celles qui ne sont pas fondées.

L'administration Trudeau souhaitait, conformément aux recommandations de l'évaluation du système des demandeurs d'asile, apporter des changements au système instauré en 2012 par les conservateurs tout en maintenant l'objectif d'accélérer son fonctionnement. Cette promesse de réforme répondait aux inquiétudes des groupes militant pour les droits des réfugiés, qui considéraient que le système en place contribuait à créer des inégalités dans le traitement des demandes d'asile (*Journal Métro*, 5 mai 2017).

Cette réforme, qui devait avoir lieu en janvier 2017, visait à « ce que les demandeurs d'asile aient un accès équitable et rapide à des audiences, tout en maintenant l'intégrité du système » (CIC, 2016, p. 1). Or, l'élection du président Trump et le

---

<sup>5</sup> Immigration Canada définit un demandeur d'asile comme une personne « qui craint avec raison d'être persécutée du fait de sa race, sa religion, sa nationalité, ses opinions politiques ou son appartenance à un groupe social particulier, ainsi qu'à celle qui risque la torture ou des traitements ou peines cruels et inusités » (consulté le 28 août 2017).

remaniement ministériel fédéral ont entraîné le report de la réforme pour une durée indéterminée. Ce report coïncide avec l'augmentation des demandes d'asile en provenance des États-Unis, principalement aux frontières du Québec et de l'Ontario.

En juin 2017, Radio-Canada obtenait des chiffres indiquant que près de 28 500 dossiers étaient en attente et que l'engorgement du système de traitement empirait avec l'augmentation des demandeurs d'asile à la frontière entre le Canada et les États-Unis depuis l'arrivée au pouvoir de Donald Trump. Après l'annonce de déportations massives par l'administration Trump, Justin Trudeau avait souhaité « la bienvenue à ceux qui fuient les persécutions » dans une publication Twitter.

En août 2017, alors que plusieurs camps étaient construits afin d'héberger ces nouveaux arrivants, le message de Trudeau était vivement critiqué par la classe politique et générait une inquiétude dans la population (Radio-Canada, 18 août 2017; CBC, 23 août 2017). À la suite de ces critiques, Justin Trudeau a changé de discours et a affirmé en conférence de presse que « d'entrer au pays de façon irrégulière ne procure aucun avantage » (Radio-Canada International, 20 août 2017).

### 1.3.3 L'immigration sur base économique

L'immigration sur base économique<sup>6</sup> est la catégorie la moins abordée dans la plateforme électorale des libéraux. Le nombre d'immigrants économiques accueillis demeurerait le même que sous l'administration Harper. Le programme de travailleurs

---

<sup>6</sup> Immigration Canada définit l'immigration économique comme « une catégorie d'immigrants sélectionnés en fonction de leurs compétences et de leur capacité de contribuer à l'économie du Canada. La catégorie de l'immigration économique regroupe les travailleurs qualifiés, les candidats des provinces et des territoires, les gens d'affaires, les travailleurs qualifiés du Québec et les membres de la catégorie de l'expérience canadienne, ainsi que leur conjoint et leurs personnes à charge » (consulté le 28 août 2017)

étrangers temporaires<sup>7</sup> (PTET) était le seul programme d'immigration économique pour lequel l'administration Trudeau suggérait des changements. On proposait une réforme immédiate afin de diminuer le nombre de travailleurs temporaires et de donner priorité à l'immigration de travailleurs qualifiés dans les secteurs présentant une pénurie de main-d'œuvre (PLC, 2015).

En cohérence avec les promesses des libéraux pendant la campagne électorale, le 8 mars 2016, le ministère de l'Immigration, de la Citoyenneté et des Réfugiés annonçait une diminution des immigrants économiques et une augmentation du nombre de réfugiés (Radio-Canada, 8 mars 2016). Ainsi, les immigrants économiques, qui représentaient près de 75 % de l'immigration sous l'administration Harper, constitueraient désormais 50 % de l'immigration totale au Canada en 2016.

Le ministre de l'Immigration de l'époque, John McCallum, expliquait cette décision en Chambre des communes en disant que le Canada était un bon exemple en matière d'immigration sur base humanitaire. Parallèlement, l'administration Trudeau continuait d'accueillir, par le programme Entrée Express, « des immigrants talentueux qui peuvent contribuer à renforcer la compétitivité du Canada dans l'économie mondiale ».

#### 1.3.4 Les politiques en matière de relations internationales

Outre les changements dans les politiques publiques d'immigration, des promesses concernant les relations internationales et la défense ont été mises de l'avant dans le programme du Parti libéral du Canada. D'entrée de jeu, les libéraux affirmaient « que le Canada devrait être l'un des principaux acteurs mondiaux auprès des institutions

---

<sup>7</sup> Immigration Canada définit le PTET comme « un programme permet aux employeurs de recruter des travailleurs étrangers pour combler des pénuries de main d'œuvre et de compétences à court terme quand il n'y a pas de Canadiens pouvant occuper les postes» (consulté le 28 août 2017).

multilatérales et qu'il devrait travailler de concert avec ses alliés pour promouvoir la coopération, la tolérance et le respect au sein de ces organismes» (PLC, 2015). L'équipe de Justin Trudeau souhaitait réinvestir les institutions de diplomatie afin de faire valoir les intérêts du Canada. Sur le plan de la défense militaire, Trudeau promettait de mettre fin à la mission de combat contre l'État islamique en Irak et en Syrie afin de stabiliser la région et de limiter les victimes civiles.

Le gouvernement Trudeau a également renforcé la collaboration du Canada avec l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). Dans son premier discours à l'Assemblée générale des Nations Unies à New York, en septembre 2016, Justin Trudeau s'est engagé à ce que le Canada joue un rôle clé dans l'accueil de réfugiés, identifiés comme faisant partie des populations prioritaires selon le HCR.

La couverture médiatique de ce discours a dépeint Trudeau comme « un joueur constructif sur la scène internationale » (Radio-Canada, 20 septembre 2016) et « un exemple pour le reste du monde » (*Huffington Post Québec*, 20 septembre 2016). Les diplomates et les politiciens ont accueilli chaleureusement les propos de Justin Trudeau (Radio-Canada, 20 septembre 2016).

De plus, dans le cadre de sa première visite à l'international à titre de premier ministre du Canada, le chef d'État canadien a choisi de discuter de l'importance de la diversité. Prononcé à Londres le 26 novembre 2015, le discours intitulé « La diversité, force du Canada » vante le succès du Canada en matière de vivre-ensemble. Le premier ministre fait notamment un lien entre la grande diversité ethnoculturelle canadienne et la prospérité du pays.

Bref, les politiques d'immigration sous l'administration Trudeau ont pour but d'accroître le nombre d'immigrants accueillis dans le cadre du regroupement familial et sur base humanitaire. Plus précisément, depuis son entrée en poste, le

gouvernement Trudeau a concrétisé sa promesse phare d'accueillir des réfugiés syriens. En ce qui a trait aux relations internationales, comme il l'avait promis en campagne électorale, le gouvernement a posé des gestes concrets afin de réinvestir les institutions diplomatiques. D'ailleurs, dans le cadre de ses rencontres diplomatiques, Justin Trudeau discute des politiques d'immigration de son administration en prônant une plus grande ouverture et une célébration de la diversité.

Ainsi, durant sa première année de mandat, l'administration Trudeau a été particulièrement actif par rapport aux politiques d'immigration et de relations internationales. Le premier ministre canadien a profité de différents moments clefs comme sa première allocution à l'Assemblée générale des Nations Unis ainsi que sa première visite officielle à l'étranger afin de partager sa vision de l'immigration et des relations internationales.

#### 1.4 Description générale des politiques publiques d'immigration américaine

Cette section sur les politiques publiques de l'administration Trump en matière d'immigration sera divisée selon les mesures phares du programme électoral de Donald Trump.

Nous examinerons d'abord la promesse d'expulser les immigrants vivant illégalement en sol américain. Il sera ensuite question du *muslim ban*, qui vise l'interdiction d'entrée aux États-Unis de ressortissants de sept pays musulmans, et du refus d'accueillir des réfugiés. Enfin, nous nous pencherons sur les promesses du candidat républicain en matière de relations internationales.

Cela dit, avant toute chose nous souhaitons aborder la question de la représentativité du président américain par rapport à son administration. Nous reconnaissons que les

opinions et les décisions du président américain ne sont pas représentatives de l'ensemble des opinions de ses collaborateurs et des membres du parti politique qu'il représente. À preuve, il y a eu plusieurs démissions parmi ses proches conseillers dans la première année de son mandat, notamment celles du secrétaire de la santé et des services sociaux, Thomas Price, et de son attaché de presse, Sean Spicer.

Toutefois, à titre de président, il demeure tout de même le chef. Bien qu'on puisse se demander dans quelle mesure ses décisions sont appuyées par son entourage, il représente les États-Unis sur la scène internationale. De plus, il est officiellement à la tête de la Maison-Blanche et approuvent les décisions qui y sont prises. Ainsi, nous jugeons pertinent d'étudier son discours en matière d'immigration et de relations internationales.

#### 1.4.1 Immigration et relations internationales : les politiques publiques sous Trump

L'immigration a été un thème central de la campagne électorale de Donald Trump. Les grandes lignes de son programme visaient à abaisser le taux d'immigration en sol américain et à déporter les immigrants vivant illégalement aux États-Unis.

Selon l'analyste politique Jim Tankersley, du *Washington Post*, les propos de Trump sur l'immigration ont contribué à séduire une partie de l'électorat américain. Comme le notait le *New York Times* au lendemain de l'élection américaine, l'élection de Trump « montre le poids électoral des électeurs caucasiens de classe moyenne, qui a longtemps été sous-estimé » (traduction libre). La promesse de réformes du système d'immigration américain répondait à l'anxiété de la classe moyenne, particulièrement touchée par l'instabilité économique qui frappe les États-Unis (*The Washington Post*, 9 novembre 2016).

La réforme du système d'immigration s'articulait autour de quatre mesures clés :

l'extradition de migrants sans papiers, la construction d'un mur à la frontière entre les États-Unis et le Mexique, l'interdiction de ressortissants de pays traditionnellement musulmans et le refus d'accueillir des réfugiés syriens.

#### 1.4.2 La déportation d'immigrants vivant illégalement aux États-Unis

L'expulsion d'immigrants sans papiers constituait une mesure importante de la plateforme électorale de Donald Trump : on estime qu'elle toucherait près de 11 millions de personnes (*The New York Times*, 6 mars 2017). Le candidat a d'abord promis l'expulsion de l'ensemble des immigrants ne possédant pas de papiers en règle aux États-Unis. Dans les derniers jours de la campagne, l'équipe de Trump a toutefois changé son discours et s'est engagée à déporter seulement les immigrants illégaux ayant un casier judiciaire.

De 2 à 3 millions d'immigrants ayant un casier judiciaire seraient ainsi expulsés dès l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement républicain. La plateforme de Trump prévoyait aussi mettre fin du programme fédéral appelé *Deferred Action for Childhood Arrivals* (DACA), qui vise la protection de mineurs mexicains arrivés illégalement aux États-Unis.

Depuis son arrivée au pouvoir, l'administration Trump n'a pas atteint ses objectifs en ce qui concerne l'expulsion d'immigrants vivant illégalement aux États-Unis. Selon les statistiques du service d'immigration fédéral américain, ces expulsions ne se font pas au rythme promis par Trump pendant la campagne présidentielle. En août 2017, le *Washington Post* rapporte que l'administration Trump a déporté moins d'immigrants sans papiers qu'à pareille date l'année précédente, sous le président Obama. Par contre, les déportations d'immigrants vivant illégalement aux États-Unis et ne possédant aucun passé judiciaire ont considérablement augmenté comparativement aux chiffres sous l'administration Obama (*The Washington Post*,

12 août 2017). Ainsi, les avis de déportation ne font pas de distinction entre les individus ayant un passé judiciaire et ceux qui n'en n'ont pas. Les personnes n'ayant aucun passé judiciaire sont davantage sujettes à l'expulsion que sous l'administration Obama, qui priorisait l'expulsion d'individus ayant eu des démêlés avec la justice.

#### 1.4.3 La construction d'un mur à la frontière du Mexique

La promesse de bâtir un mur le long de la frontière que les États-Unis partagent avec le Mexique afin d'empêcher le passage de ressortissants mexicains est probablement la promesse la plus médiatisée de la campagne du candidat républicain (CNN, 27 août 2017). Selon le *New York Times*, on estime que 6,2 millions de citoyens mexicains vivent actuellement aux États-Unis.

Dans son discours du 1<sup>er</sup> septembre 2016, qui constitue un point marquant en matière d'immigration dans la campagne électorale républicaine, Donald Trump défendait cette idée en invoquant un taux de criminalité élevé chez les ressortissants mexicains vivant illégalement aux États-Unis. De plus, il expliquait que ces immigrants sans statut valide vivaient aux crochets de la classe moyenne ou encore, lui volaient des emplois.

Depuis son entrée en poste, le président Trump a demandé au Congrès d'avancer l'argent nécessaire à la construction du mur en assurant les élus que le gouvernement mexicain allait rembourser les Américains. Or, le Mexique refuse depuis le début de payer pour la construction de ce mur. Devant cette impasse, Donald Trump a menacé, au début du mois d'août, de suspendre le gouvernement si les membres du Congrès refusaient de débloquer une partie du budget pour construire le mur.

#### 1.4.4 L'ordre exécutif visant les musulmans et les réfugiés

Durant la campagne électorale, l'équipe de Donald Trump proposait de bannir temporairement les ressortissants de pays traditionnellement musulmans. Cette interdiction serait demeurée en vigueur jusqu'à ce que l'on « comprenne ce qui se passe avec les musulmans » (Trump, 1<sup>er</sup> septembre 2016). Concernant l'accueil des réfugiés syriens, il souhaitait en refuser davantage et expulser ceux qui avaient déjà été reçus.

À deux reprises depuis son entrée en pouvoir, l'administration Trump a émis des ordres exécutifs interdisant l'entrée en sol américain de ressortissants de sept pays traditionnellement musulmans. Le premier, émis au cours de sa première semaine de mandat, visait les ressortissants de l'Iraq, de la Syrie, de l'Iran, de la Libye, de la Somalie, du Soudan et du Yémen. Cet ordre exécutif comprenait également un arrêt de l'accueil des réfugiés.

Un peu moins de 24 heures après l'entrée en vigueur de la mesure, des manifestations avaient lieu à différents aéroports du pays afin de la contester. La même journée, un juge de l'État de New York bloquait l'ordre exécutif en faisant valoir qu'il « viole les droits de la personne que garantit la constitution américaine » (CNN, 30 mars 2017).

Le 29 janvier, un juge du Massachusetts ordonnait une injonction stipulant que le gouvernement ne pouvait pas détenir ou expulser les ressortissants de ces sept pays. De son côté, en conférence de presse, Donald Trump faisait l'apologie de son ordre exécutif en faisant valoir qu'il ne s'agissait pas de discrimination sur la base de la religion, mais d'une mesure visant « à combattre le terrorisme et à garder le pays sécuritaire » (CNN, 30 mars 2017).

Le 30 janvier 2017, le Sénat, contrôlé par les républicains, contrecarrait les efforts des élus démocrates afin de bloquer l'ordre exécutif de l'administration Trump. Après différentes démarches judiciaires au cours de la semaine suivante, le 9 février, un jugement ordonnait qu'il ne soit pas appliqué.

Un mois plus tard, le 6 mars 2017, l'administration Trump présentait un nouvel ordre exécutif, où l'Irak était soustrait de la liste des pays dont les ressortissants étaient interdits de passage en sol américain. Moins de 24 heures plus tard, un groupe d'avocats de l'État de Hawaï entamait une démarche judiciaire afin de bloquer sa mise en œuvre, et y parvenait quelques heures avant que l'ordre exécutif entre en vigueur. L'administration Trump a fait appel de cette décision.

Le 13 juillet 2017, la Cour suprême approuvait en partie l'ordre exécutif de Trump en affirmant que, si les ressortissants des pays exclus n'ont pas de famille aux États-Unis, il est légal de leur interdire l'accès au pays.

Comme nous l'avons mentionné précédemment, les réfugiés de partout dans le monde sont visés par cet ordre exécutif. Dans la décision rendue par la Cour suprême en juillet, l'accueil des réfugiés de toutes origines demeure suspendu. Selon le *New York Times*, on estime que 24 000 réfugiés qui devaient être accueillis sous peu aux États-Unis sont touchés par cette mesure (*The New York Times*, 19 juillet 2017). Par contre, contrairement aux premières versions des ordres exécutifs, il n'est plus possible d'expulser les réfugiés ayant déjà été accueillis aux États-Unis.

#### 1.4.5 Les politiques internationales

Au cours de la campagne électorale, Donald Trump a promis de renforcer la présence de l'armée américaine en Syrie. Il a notamment expliqué qu'il souhaitait « envoyer des bombes afin de détruire » l'État islamique dans cette partie du monde. Il a aussi

qualifié d'obsolète l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et a exprimé son inquiétude quant à la répartition du pouvoir et des richesses au sein des pays membres. Il est d'avis que le programme de l'OTAN devrait davantage viser à lutter contre le terrorisme et à diminuer les flux migratoires. De plus, Donald Trump a affirmé à plusieurs reprises vouloir renégocier l'Accord de libre échange nord-américain (ALENA) en le qualifiant de désastre (*L'Actualité*, 16 août 2017).

Depuis l'entrée en poste du président Trump, nous avons identifié deux évènements qui concernent la diplomatie internationale en lien avec les questions d'immigration.

Le premier évènement qui a marqué les politiques publiques en matière de relations internationales est le G7. La rencontre de 2017 se tenait en Italie, où la crise des migrants en provenance de la Libye devenait de plus en plus problématique pour le gouvernement. Trump aurait fait obstacle à la discussion sur les problèmes migratoires (*The Globe and Mail*, 26 mai 2017) et la délégation américaine aurait mis de l'avant son programme anti-terroriste plutôt que de discuter des défis auxquels font face les membres du G7 avec l'accueil de réfugiés et de demandeurs d'asile.

De plus, « les déclarations tonitruantes et la gestuelle musclée » du président Trump ont nui au bon déroulement et à la productivité de l'évènement (*La Presse*, 26 mai 2017). En conférence de presse de clôture du G7, plutôt que d'aborder le thème principal de la rencontre, soit les droits des réfugiés, Donald Trump a parlé de la nécessité de contrôler les frontières afin de prévenir les attaques terroristes.

La première visite officielle du président américain à l'étranger s'est déroulée dans le cadre du Sommet arabo-américain à Riyad, en Arabie Saoudite. Lors de cette première allocution à l'international, Trump a parlé de l'instabilité du Moyen-Orient et du danger terroriste. Il a notamment appelé les leaders du Moyen-Orient présents à prendre en main l'avenir de leur pays et à s'engager activement à combattre la

menace terroriste (*The Washington Post*, 21 mai 2017).

Le discours du président Trump aux Nations Unies constitue un moment important pour les relations internationales des États-Unis sous son administration. Il a ouvertement critiqué l'inefficacité des Nations Unies, en soulignant notamment les coûts importants qu'exigeaient ses activités. Il a réitéré l'importance de combattre le terrorisme. De plus, il a adressé des critiques ciblées au Chef suprême de la Corée du Nord au sujet de l'augmentation des armes nucléaires sur son territoire.

En résumé, conformément à ce qui a été annoncé au cours de la campagne électorale, les politiques publiques d'immigration du nouveau gouvernement américain visent à restreindre de manière considérable le nombre d'immigrants et de réfugiés aux États-Unis. Les immigrants n'ayant pas une expertise professionnelle précise et ceux qui vivent illégalement aux États-Unis sont particulièrement visés par les mesures du gouvernement Trump.

Sur le plan des relations internationales, le président semble tenir sa promesse de se retirer de l'Accord de Paris et de différentes institutions diplomatiques internationales. Lors de ses participations à des événements diplomatiques (notamment au G7, au Sommet arabo-américain ainsi qu'à l'Assemblée générale des Nations Unies) où la question des réfugiés et des migrants a été discutée avec d'autres chefs d'État, le président a défendu son intention de réduire l'immigration et de contrôler les frontières américaines. Ainsi, durant sa première année de mandat, l'administration Trump a posé plusieurs gestes en lien avec les politiques d'immigration et de relations internationales américaine. Il a notamment profité de différents moments clés comme sa première allocution à l'Assemblée générale des Nations Unies, sa première visite officielle à l'étranger ainsi que sa première semaine en poste afin de s'exprimer sur ces enjeux.

## 1.5 Question centrale et hypothèse d'ensemble

Comme nous l'avons mentionné dans la problématique, ce mémoire s'intéresse aux perspectives des administrations Trudeau et Trump en matière d'immigration et de relations internationales. Cette recherche sera une occasion d'étudier la logique d'argumentation des discours politiques des deux gouvernements en matière d'immigration durant la première année de pouvoir des deux chefs de gouvernement.

La question centrale est la suivante : comment s'articule le processus de construction du discours des administrations Trump et Trudeau entourant l'immigration, depuis l'entrée en poste de Justin Trudeau jusqu'à la prise de parole de Trump à l'ONU en 2017?

Nous postulons que les discours des deux gouvernements ont été produits dans un premier temps afin de légitimer leurs décisions en matière d'immigration et d'affirmer leurs lignes d'action sur la scène internationale.

### 1.5.1 Questions sectorielles

Notre question principale s'appuie sur trois questions sectorielles. Elles offrent un cadre d'analyse à partir duquel nous élaborerons notre grille. Pour chacune des questions sectorielles, nous formulons un objectif qui nous guidera dans l'interprétation des résultats.

- Question sectorielle 1)

Quelle est la position politique défendue par les administrations Trudeau et Trump en matière d'immigration?

- Objectif sectoriel 1)

Identifier la position politique défendue par les administrations Trudeau et Trump en matière d'immigration.

- Question sectorielle 2)

Quel est le processus de construction du message de chacune des administrations?

- Objectif sectoriel 2)

Comprendre comment les stratégies discursives mobilisées par les deux administrations sont instrumentalisées afin de construire une certaine réalité.

- Question sectorielle 3)

Comment s'articulent les rôles et les pouvoirs à travers les relations d'asymétrie dans les discours de Trudeau et de Trump?

- Objectif sectoriel 3)

Comprendre comment se traduisent les rôles et les pouvoirs dans les relations d'asymétrie dans le discours de Trudeau et de Trump.

### 1.5.2 Pertinence communicationnelle

La pertinence communicationnelle de cette recherche repose sur l'importance de comprendre les processus qui sous-tendent l'articulation des discours de Trump et de Trudeau en matière d'immigration. Cette recherche offre une compréhension ciblée du lien qui unit les politiques publiques d'immigration nationale et de relations internationales selon une perspective communicationnelle.

Au regard de l'histoire de proximité entre les deux pays, il est important de saisir comment s'articule chacun de leurs discours afin de comprendre leurs objectifs respectifs. Considérant que les enjeux d'immigration et des relations internationales

sont intimement liés aux intérêts économiques et politiques d'un pays (Mowlana, 1997), il est intéressant de se pencher sur la performance discursive des deux administrations.

De plus, considérant que l'élection et la chronologie d'évènements étudiée sont relativement récentes, nous n'avons pas relevé de recherche portant sur le sujet. En s'intéressant aux questions d'immigration et de relations internationales des deux pays, ce travail s'inscrit dans une perspective de communication internationale. Mowlana, l'auteur du livre *Global Information and World Communication*, définit la communication internationale comme :

[...] le champ d'investigation et de recherche qui, dans le transfert de valeurs, d'attitudes, d'opinions et d'informations ainsi que par l'entremise des individus, des groupes, des gouvernements et des technologies ainsi que l'étude de la structure des institutions responsables de promouvoir ou d'entraver la communication entre les nations et les cultures. [...] Plus important, cela inclut l'examen de significations mutuellement partagées qui rendent la communication possible (traduction libre, Mowlana, 1997, p. 207).

Dans cette oeuvre, Mowlana affirme que les discours adressés à des États, que ce soit en relation directe ou dans le cadre d'une prise de parole au sein d'une institution de diplomatie internationale, ont pour but de persuader ou de séduire le public en général (Mowlana, 1997, p. 8). De plus, Mowlana fait valoir que le partage d'information n'est pas uniquement motivé par des intérêts politiques et économiques. Il est d'avis que la nature des discours gouvernementaux sur la scène internationale est intrinsèquement liée à la culture. Cette influence culturelle a un effet sur les pratiques communicationnelles privilégiées par le gouvernement en place.

Cette perspective de communication internationale nous permettra de mieux comprendre quels messages sont véhiculés sur la scène internationale par les deux

chefs de gouvernement, et dans quel objectif. Le Canada et les États-Unis partagent une proximité géographique et des relations économiques privilégiées. En nous intéressant notamment aux transferts d'idées, de valeurs ainsi qu'au monde de significations qu'ils partagent, nous aurons une compréhension ciblée de la logique d'argumentation qui sous-tend leurs discours respectifs.

## CHAPITRE 2

### CADRE CONCEPTUEL ET THÉORIQUE

Dans cette partie, nous présenterons les théories et les concepts qui constituent notre cadre d'analyse. Tout d'abord, il sera question du positionnement épistémologique privilégié dans le cadre de ce mémoire. Ensuite, nous verrons la théorie de la construction sociale de la réalité selon Berger et Luckmann (1966), puis la théorie de la mise en scène de Goffman (1956). Finalement, nous nous pencherons sur le concept de pouvoir selon Foucault (1983).

#### 2.1 Paradigme constructiviste

À titre de chercheuse, nous sommes d'avis que la réalité est une construction sociale et que toute réalité est subjective. Ainsi, notre recherche s'inscrit dans un paradigme constructiviste. Selon Pourtois et Desmets (2011), le paradigme constructiviste postule que « l'observateur construit son objet de savoir tout en étant lui-même construit par l'environnement observé » (p. 4). Donc, le constructivisme postule que c'est par le sens qui émerge des interactions sociales que nous pouvons interpréter le monde.

D'autre part, le constructivisme s'intéresse au processus de construction du sens de la réalité selon les différents acteurs. Chaque acteur interprètera la réalité de manière différente selon son cadre de référence. Les symboles et les représentations sont, d'une part, mobilisés dans les interactions sociales afin qu'un sens émerge, et de l'autre, résultent de celles-ci. La réalité est donc en constant changement, car elle émerge d'un processus toujours en adaptation.

L'analyse discursive nous permettra de comprendre de quelle manière l'administration Trump et l'administration Trudeau appréhendent la réalité. Nous croyons que le discours en matière de politiques publiques d'immigration a contribué à construire des représentations distinctes pour chacun des gouvernements. Selon le paradigme constructiviste, l'interprétation des différents enjeux en matière d'immigration est subjective, car elle dépend de la manière dont elle est dépeinte dans les discours.

## 2.2 Berger et Luckmann : la construction sociale de la réalité

Un ouvrage de référence en constructivisme, *The Social Construction of Reality (La Construction sociale de la réalité)* (1966), de Berger et Luckmann, s'intéresse au processus de définition de la réalité et des connaissances. Les auteurs avancent que la réalité et le savoir qui en résulte découlent des constructions sociales. Ainsi, ils s'intéressent à la manière dont « un individu appréhende son quotidien et l'interprète de manière subjective afin d'en dégager une compréhension cohérente du monde » (p. 33).

Afin d'interpréter le monde dans lequel il vit, un individu se basera sur ses connaissances. Or, ses connaissances sont limitées par l'environnement dans lequel il évolue. Les deux auteurs illustrent le phénomène par une image éloquente : « Un simple passant dans la rue "habite" une réalité qui lui semble vraie. Ce monde lui est réel, car il est confirmé par ses connaissances, alors qu'en vérité, il n'en connaît que quelques caractéristiques. » (traduction libre, p. 13)

Un élément central de cette théorie est l'aspect subjectif de la réalité et des connaissances. Selon Berger et Luckmann, la réalité ne peut qu'être subjective, car elle n'existe pas comme telle; elle existe dans l'interaction sociale d'un individu avec son environnement. Essentiellement, la réalité est donc changeante, car elle est intrinsèquement liée à l'environnement. Conséquemment, le savoir est lui aussi un

système de connaissance subjectif en constant changement.

Un second aspect fondamental de la théorie de Berger et Luckmann est de considérer la réalité comme une vérité contextuelle. Les auteurs expliquent qu'il est tout à fait possible que la réalité d'une personne et le savoir qu'elle possède n'existent pas pour une autre personne. Afin d'illustrer de quelle manière la construction de la réalité d'un individu est ancrée dans le contexte où il évolue, Berger et Luckmann utilisent l'exemple du moine tibétain et de l'homme d'affaires américain : ce qui est véridique pour le moine tibétain ne l'est peut-être pas pour l'homme d'affaires; il en va de même pour le criminel et le criminologue (p. 15).

Ainsi, il n'y a pas une réalité objective, mais plusieurs réalités subjectives. Devant cette constatation, Berger et Luckmann (1966) expliquent que la seule manière de trouver une logique au monde est de s'intéresser aux réalités subjectives de chaque acteur. L'étude des interactions est d'ailleurs une manière privilégiée d'étudier la réalité subjective de chacun (p. 13).

La théorie de Berger et Luckmann (1966) nous permettra d'analyser le processus de construction de sens au sujet des problématiques d'immigration selon les gouvernements américain et canadien. Nous pourrons ainsi comprendre comment le contexte interagit dans la construction d'une réalité et d'un savoir pour chacune des administrations. Il sera intéressant de voir comment cette réalité évolue selon le contexte et les événements auxquels les deux administrations font face en matière d'immigration.

### 2.3 Goffman : la théorie de la mise en scène

Afin de répondre à notre question de recherche, nous nous sommes intéressée au travail de Goffman, un des plus grands auteurs contemporains des sciences sociales.

Son œuvre, qui s'inscrit dans le courant de l'interactionnisme symbolique, s'articule autour du sens qui émerge des interactions. Cela dit, il rejoint les écrits de Berger et Luckmann (1966), car, pour eux, le sens qu'un individu attribue aux choses est intrinsèquement lié à son interprétation. Cette interprétation se construit à partir des interactions avec autrui. Ainsi, c'est par une interaction avec autrui qu'une personne peut interpréter son environnement et y trouver un sens logique. La nature, le contenu et les circonstances influencent l'interaction et la création de sens qui en découle.

Dans le cadre de ce mémoire, nous nous intéresserons plus précisément à la théorie de la mise en scène, introduite dans *The Presentation of Self in Everyday Life* (1956). La théorie de Goffman repose sur l'idée que les interactions sociales se déroulent à la manière d'une pièce de théâtre. Reprenant le vocabulaire du milieu du théâtre afin d'illustrer ses propos, il explique que les individus « performant » au même titre que des acteurs qui jouent dans une pièce de théâtre.

Selon l'auteur, la motivation des individus à performer est essentiellement égoïste : ils le font dans le but d'atteindre leurs propres objectifs professionnels. Ainsi, la poursuite des intérêts personnels est une composante centrale de la théorie de la mise en scène, car elle représente la motivation des individus à se placer en interaction sociale. La performance d'un individu est donc directement influencée par les intérêts qui sous-tendent les interactions sociales dans lesquelles il s'engage.

Goffman (1956) définit la performance comme « toute activité d'un individu dans un contexte précis devant certains observateurs » (traduction libre, p. 13). Ainsi, deux éléments sont centraux afin de comprendre le concept de performance : le contexte et les observateurs qui sont témoins de la performance. À plusieurs reprises dans son œuvre, Goffman souligne que le contexte est un aspect fondamental à l'ensemble de la performance de l'acteur. La manière d'être et de livrer un message d'une personne change selon de multiples facteurs liés au contexte, comme la nature de l'interaction

dans laquelle elle se trouve, l'impact de cette interaction sur son environnement et le sens de l'interaction.

Goffman explique ensuite qu'il n'y a pas de performance sans individus qui observent l'interaction sociale. Les personnes présentes lors de l'interaction – que Goffman nomme « observateurs » – jouent un rôle dans la construction de sens de l'interaction sociale, car leurs réactions influencent la performance de l'acteur. En fonction de leur rétroaction, l'acteur adaptera sa performance et sa manière de livrer son message.

Une autre composante de la théorie de la mise en scène de Goffman, toujours empruntée au monde du théâtre, est celle de « scène » et « d'arrière-scène ». La scène est l'espace où un individu performe, joue un certain rôle dans le cadre d'une interaction sociale dans le but de défendre devant un auditoire des intérêts qui lui tiennent à cœur.

« L'arrière-scène » est un espace où l'acteur se retire du contexte de performance. Il est important de souligner que les coulisses sont un espace privé : les observateurs n'ont pas accès aux interactions qui y prennent place. Ce qui s'y passe doit demeurer confidentiel afin de ne pas mettre en danger la cohérence de la performance de l'acteur.

Afin d'illustrer cette idée, Goffman explique que, par les autobiographies d'anciens politiciens ou diplomates, les observateurs ont accès pour la première fois à des informations qui présentent la performance de ces personnalités publiques sous un nouveau regard (p. 101).

Nous jugeons que la théorie de la mise en scène est particulièrement pertinente pour l'identification des positions respectives des administrations Trump et Trudeau en

matière d'immigration et de relations internationales. Pour emprunter à la métaphore théâtrale de Goffman, il importe d'étudier les différents éléments qui composent la performance afin de comprendre comment elle s'articule et saisir le sens qui en émerge.

En nous basant sur la théorie de la mise en scène, nous pourrons aussi comprendre l'argumentation sur laquelle reposent les positions politiques respectives des gouvernements canadien et américain. La réaction de leur audience et la performance d'autres acteurs avec lesquels ils partagent la scène influencent leur manière de livrer leur message. Par cette théorie, nous pourrons également mieux comprendre quels éléments sont partagés sur scène et lesquels demeurent en arrière-scène dans les discours des chefs d'État canadien et américain.

Ces éléments sont révélateurs des objectifs qui sous-tendent le discours de chacune des administrations. Une analyse discursive, où nous porterons attention à la manière dont sont représentés les demandeurs d'asile, les réfugiés et les immigrants, nous permettra de saisir les positions politiques canadienne et américaine.

De plus, nous pourrons apprécier de quelle manière Trudeau et Trump « performant » dans leur rôle de chef d'État sur la scène internationale. Les acteurs qu'ils mobiliseront dans le cadre de leurs discours seront révélateurs de la manière dont ils souhaitent se mettre en scène. Bref, l'utilisation de la théorie de la mise en scène par Goffman dans le cadre de ce mémoire est judicieuse afin d'analyser la manière dont les deux politiciens souhaitent être perçus.

#### 2.4 Le pouvoir selon Foucault

Le concept de pouvoir selon Foucault nous apparaissait un choix cohérent et pertinent dans le cadre de ce mémoire, car il est étroitement lié à la construction de sens et à la

diffusion du discours politique. Critiquée pour son manque de normativité, la conception du pouvoir selon Foucault entre en contradiction avec la définition du pouvoir selon d'autres paradigmes critiques. En ce sens, l'auteur ne cherche pas à comprendre les fondements du pouvoir, mais plutôt à identifier et analyser ses manifestations. Il voit dans cette démarche la seule manière d'étudier le pouvoir. À ce sujet, Foucault affirme : « C'est à la condition de masquer une part importante de lui-même que le pouvoir est tolérable. Sa réussite est en proportion de ce qu'il parvient à cacher de ses mécanismes. » (Foucault, 1976, p. 113).

Dans l'article « The Subject and Power » (1983), publié dans un recueil de textes intitulé *Michel Foucault : Beyond Structuralism and Hermeneutics*, l'auteur définit le pouvoir comme une forme de domination qui se matérialise au sein d'une relation entre des acteurs. Les acteurs peuvent être incarnés tant par des individus que par des institutions ou des gouvernements (Foucault, 1983).

Selon Foucault, les caractéristiques des différents acteurs ne sont pas un objet d'étude pertinent pour comprendre l'expression du pouvoir. Ce qui l'intéresse, c'est d'identifier les relations de pouvoir qui les unissent et les mécanismes par lesquels se concrétise l'exercice du pouvoir entre les interlocuteurs (Foucault, 1983, p. 327). Au sujet de la définition du pouvoir selon Foucault, Patton explique qu'elle a été critiquée notamment parce qu'elle ne se penche pas sur les fondements du pouvoir. En fait, Foucault s'intéresse davantage au fonctionnement du pouvoir et aux différentes manières dont il se manifeste à travers les relations entre les acteurs (Patton, 1992). D'ailleurs, dans son oeuvre, il présente une définition du pouvoir qui est relationnelle, donc nuancée et changeante. En ce sens, il affirme en entrevue que « ce qui fait que le pouvoir tient, qu'on l'accepte, c'est tout simplement qu'il ne pèse pas seulement comme une puissance qui dit "non", mais qu'en fait il traverse, il produit les choses, il induit du plaisir, il forme du savoir, il produit des discours. » (Foucault, 1988, p. 18). Le pouvoir est donc omniprésent et parfois difficile à nommer. Selon Foucault, c'est

là que réside le danger, car il devient difficile d'identifier les processus par lesquels un être devient dominé ou stigmatisé par les relations de pouvoir.

Dans l'ensemble de son œuvre, Foucault s'est intéressé à la manière dont les individus, considérés « hors normes », sont catégorisés selon des rôles précis. Par ce processus ancré dans une dynamique de pouvoir, l'individu devient un sujet. Ce processus de subjectivation est central dans la création d'un discours d'altérité entre les différents acteurs. Ce passage tiré de l'article « The Subject and Power » explique comment les discours des personnes en position de pouvoir participent directement à ce qu'un groupe devienne « sujet » :

« This form of power applies itself to immediate everyday life which categorizes the individual, marks him by his own individuality, attaches him to his own identity, imposes a law of truth on him which he must recognize and which others have to recognize in him. It is a form of power which makes individuals subjects » (Foucault, 1983, p. 327).

Nous comptons étudier les discours respectifs des gouvernements Trump et Trudeau en matière d'immigration à partir du concept de sujet, car ils se prêtent bien à cette approche. Nous pouvons observer le phénomène de subjectivation dans les discours sur l'accueil des immigrants. Dans certains cas, les personnes détenant la citoyenneté d'un pays sont présentées comme appartenant à une catégorie différente. Dans d'autres cas, les personnes en désaccord avec les politiques gouvernementales sont dépeintes comme des sujets. Le discours permet de dicter les pouvoirs et le rôle du groupe « sujet », qui devient alors marginalisé.

Afin de comprendre de manière plus approfondie comment s'articule le processus de subjectivation, Foucault suggère d'analyser les relations de pouvoir selon cinq axes (Foucault, 1983). Le premier axe de ce système est celui du processus de différenciation. Concrètement, ce système légitime la capacité d'agir d'un acteur sur

l'autre. Cette différenciation est légitimée par les traditions, le statut, les privilèges et les différences culturelles, linguistiques et religieuses. Foucault (1983) explique qu'un système de différenciation est inhérent à toute relation de pouvoir et qu'il constitue à la fois un élément de la relation de pouvoir et le résultat de celle-ci.

Le deuxième axe s'articule autour du type d'objectif que poursuivent les acteurs dominants, c'est-à-dire « en capacité d'agir » sur les autres. Ces objectifs sont variés : la richesse, les privilèges ou le renforcement d'une forme d'autorité. Le troisième axe est celui des mécanismes par lesquels les acteurs dominants matérialisent les relations de pouvoir. Foucault en recense plusieurs : la menace de violence physique, le maintien d'inégalités économiques, la mise en place de surveillance. L'auteur explique que les mécanismes sont appelés à changer selon la technologie et l'époque dans laquelle la relation de pouvoir s'inscrit.

Le quatrième axe est celui des formes d'institutionnalisation. Il inclut le système juridique et les structures hiérarchiques dans lesquels s'insèrent les mécanismes énumérés dans l'axe précédent. Le cinquième axe, que Foucault appelle « la rationalisation », mesure les résultats et l'efficacité des mécanismes qui sous-tendent les relations de pouvoir. Par exemple, les coûts qu'exigent les relations de pouvoir ou encore, la réaction ou la résistance à laquelle les acteurs dominants font face, sont des degrés de rationalisation. Foucault explique que le pouvoir est institutionnalisé et qu'il est donc indirectement mesuré de diverses manières afin de transformer les mécanismes qui le régissent. À la lumière de ces cinq axes, nous pourrions observer comment le pouvoir et les rôles s'articulent dans les discours de Trudeau et de Trump.

Concrètement, le concept de pouvoir selon Foucault nous permettra de comprendre la construction des relations asymétriques dans les discours de l'administration Trump et de l'administration Trudeau. En lien avec les enjeux de l'immigration et des

relations internationales, nous pourrons ainsi discerner les rôles attribués à différents acteurs dans le cadre du processus de différenciation dans la performance discursive canadienne et américaine. Cet exercice nous permettra de découvrir quels sont les objectifs des acteurs en position de pouvoir et de quelle manière se concrétisent les rapports de pouvoir dans le cadre des discours des deux administrations.

L'analyse de ces axes de pouvoir est particulièrement pertinente, considérant la conception du discours selon Foucault. Il voit le discours comme un outil de construction du sens. À travers les pratiques discursives, les auteurs façonnent une interprétation de la réalité. Dans son oeuvre, Foucault considère que le discours est « la seule et unique source de signification afin de comprendre le monde dans lequel nous évoluons » (traduction libre, Hall, 1997, p. 73). Par conséquent, le discours est l'unique voix par laquelle on peut construire une connaissance du monde.

Le discours, à titre de système de représentation, dépasse la simple expression linguistique et englobe l'ensemble des pratiques données par certains acteurs dans une période déterminée (Hall, 1997, p. 72). En ce sens, nous souhaitons procéder à une analyse du discours en nous concentrant sur la pensée foucauldienne afin de comprendre de quelle manière est représenté le monde dans le discours des deux administrations.

Considérant que Foucault définit le discours à la fois comme un « élément de savoir et de pouvoir » (Merlin, 2009, p. 3), il est tout à fait pertinent d'analyser la manière dont se concrétise les rapports de force dans son oeuvre.

Ainsi, en identifiant les institutions utilisées afin de concrétiser les rapports de pouvoir, nous pourrons, de manière plus large, voir de comment ces relations asymétriques sont liées à la société au sein de laquelle les acteurs qui détiennent le pouvoir évoluent.

En somme, l'épistémologie privilégiée dans le cadre de ce mémoire et les auteurs consultés nous permettront de saisir comment s'articulent les discours politiques des deux gouvernements en matière d'immigration. En nous intéressant aux processus qui sous-tendent la création de sens dans les interactions sociales, nous pourrons identifier les mécanismes utilisés par chacune des administrations. Le travail des auteurs consultés dans le cadre théorique nous permettra de comprendre, dans un premier temps, comment ces mécanismes servent les intérêts de chacun des gouvernements et, dans un deuxième temps, de quelle manière ils leur permettent d'affirmer leur position sur la scène internationale.

## CHAPITRE 3

### MÉTHODOLOGIE

Ce chapitre présente la justification de nos choix méthodologiques. Ancré dans une épistémologie constructiviste, notre projet de recherche vise à étudier les discours politiques des deux gouvernements en matière d'immigration durant la première année au pouvoir des deux chefs de gouvernement. Nous souhaitons comprendre leur logique argumentative en matière d'immigration et leur façon d'affirmer leur position sur la scène internationale. En accord avec notre posture épistémologique et l'objectif de cette recherche, nous avons choisi une méthodologie qualitative, qui permettra d'analyser avec justesse le phénomène étudié. Dans cette partie du travail, nous explorerons notre démarche méthodologique en lien avec le discours politique. Nous verrons aussi plus en détail la méthode de collecte de données que nous envisageons.

#### 3.1 Choix de la méthodologie qualitative

Avec l'approche quantitative, la priorité est accordée « au jeu des corrélations qui peuvent être établies entre les variables en observation » (Poisson, 1983, p. 370). La méthodologie qualitative, quant à elle, permet de « comprendre la réalité en essayant de pénétrer à l'intérieur de l'univers observé » (Poisson, 1983, p. 371). Comme ce projet a pour but de comprendre comment s'articule le processus de construction du discours des administrations Trump et Trudeau au sujet de l'immigration, nous considérons que la méthode qualitative est tout à fait appropriée.

#### 3.2 L'analyse de discours

Le terme discours est polysémique. Nous identifions deux catégories principales de

discours. Premièrement, un discours peut faire référence à l'action de produire un message. En ce sens, les paroles, textes ou discussions sont des discours (Maingueneau, 1997). Deuxièmement, on peut référer à un discours lorsqu'il est question d'un système regroupant un ensemble d'énoncés qui s'inscrivent dans une certaine pensée sociale ou idéologique. Ainsi, on peut parler de « discours néolibéral » ou de « discours antifasciste » (Maingueneau, 1997).

Dans le cadre de ce mémoire, nous nous intéressons à ces deux formes de discours. En étudiant les messages, sous forme de discours publics, de publications Twitter, d'entrevues et de dialogues, nous pourrions mieux comprendre la position idéologique des deux gouvernements.

De plus, il importe de tenir compte du contexte politique dans lequel s'inscrivent les discours gouvernementaux. Comme nous l'avons vu précédemment, selon l'approche constructiviste, le contexte de l'interaction sociale a une influence sur le sens qui en émerge. Suivant cette prémisse, nous nous intéressons plus particulièrement au discours politique selon le psychosociologue Alexandre Dorna (2007; 1995). Afin de définir le concept de discours politique, Dorna identifie trois caractéristiques qui délimitent le concept.

D'abord, un discours politique est une prise de parole dans l'espace public par un politicien afin d'entrer en interaction avec les citoyens. À ce sujet, Dorna (1995) explique : « Le discours produit un effet de rapprochement et d'adhésion » et « produit un lien d'interaction entre les membres d'une société » (p. 132).

Notre recherche se penche sur les logiques discursives qui sous-tendent des discours politiques tenus au Canada et aux États-Unis. À partir de cette caractéristique du discours politique, il est intéressant d'étudier de quelle manière les administrations élues formulent leurs arguments et les présentent afin d'entrer en interaction avec leur auditoire.

Deuxième caractéristique : le discours politique vise à organiser la réalité en créant un lien entre les événements de manière à ce qu'un sens en émerge. Il s'adresse donc à des gens qui partagent une expérience commune, délimitée dans le temps. Ainsi, le discours politique porte sur une problématique ou une situation commune à l'ensemble des interlocuteurs à qui il est destiné. C'est dans cette mesure que la rhétorique du discours politique trouve une résonance chez les citoyens. Il est important de les interpeller sur leurs expériences de vie communes.

Cette caractéristique est particulièrement pertinente dans le contexte de ce mémoire. Les citoyens canadiens et américains, de même que la communauté internationale, sont touchés de différentes manières par les problématiques liées à l'immigration. Celles-ci s'articulent autour de divers événements qui mettent à l'avant des groupes d'immigrants aux réalités multiples : réfugiés, demandeurs d'asile, immigrants économiques.

Les discours respectifs des administrations visent à créer un sens, voire une certaine logique de l'ensemble de ces événements. Suivant les écrits de Dorna, les politiciens devront adapter leur discours de manière à créer une cohérence à partir de différentes problématiques et, ainsi, interpeller leur auditoire selon différents contextes.

Enfin, le discours politique a pour but de convaincre l'auditoire auquel il s'adresse. Dorna (2007) souligne que la notion d'intention est importante, car elle est une caractéristique du discours politique : l'élu souhaite persuader son auditoire. Dorna (1995) explique que les métaphores et les allégories sont des stratégies utilisées dans les discours politiques afin de conquérir l'auditoire.

L'intention de l'interlocuteur est centrale pour notre recherche, car elle permet d'identifier les motivations qui sous-tendent la prise de parole. En étudiant l'intention derrière les discours politiques, nous souhaitons comprendre quels sont les intérêts défendus par le Canada et les États-Unis à travers leurs discours sur l'immigration.

### 3.3 Corpus et justification de l'échantillon

Notre échantillon est composé de trois types de discours : les déclarations prononcées par l'administration Trudeau et par l'administration Trump, les déclarations écrites, ainsi qu'un discours sous forme de réforme légale.

Par discours, nous entendons des communications prononcées verbalement dans l'espace public et se rapportant directement aux enjeux d'immigration et de relations internationales. Bien que certains passages n'aient pas de lien direct avec notre sujet, nous jugeons que leur analyse est essentielle afin de contextualiser les discours des deux administrations. Ces discours permettent d'observer la logique d'argumentation dans la mesure où ils constituent des discours politiques dans leur forme la plus concrète.

Le deuxième type de discours est la déclaration écrite diffusée par le bureau officiel du chef d'État. Ce texte, plus court qu'un discours oral ou qu'un texte légal, présente en synthèse les grandes lignes des communications sur un sujet précis. Son analyse est donc pertinente, car elle permet d'apprécier les éléments centraux qui sont destinés à être transmis de façon prioritaire.

Le troisième type de discours prend la forme de loi. Ce document renferme des informations précieuses concernant les mesures concrètes que souhaite prendre l'État, selon sa logique argumentative au sujet de l'immigration et des relations internationales.

#### 3.3.1 Présentation thématique des discours

Le corpus de cette recherche est composé d'un total de huit discours : quatre de l'administration Trudeau et quatre de l'administration Trump. Dans le but d'analyser

séparément les perspectives des deux administrations, les textes ont été divisés en quatre thèmes. Le premier inclut les discours de Trudeau et de Trump lors de leur premier passage à titre de chef d'État à l'Assemblée des Nations Unies à New York. Le deuxième comprend des discours prononcés dans le cadre d'un processus électoral. Le troisième thème inclut les prises de parole des deux politiciens lors de leur première visite officielle à l'étranger.

Enfin, le quatrième thème inclut les discours au sujet de l'accueil des réfugiés. Pour chacun de ces thèmes, nous présenterons d'abord en détail le discours de l'administration canadienne, puis celui de l'administration américaine.

#### Thème 1 : Le premier discours à l'assemblée générale des Nations unies à New York

Le premier discours de Justin Trudeau aux Nations Unies à titre de premier ministre canadien a été donné le 20 septembre 2016. Dans cette allocution, le premier ministre exprime sa vision du rôle du Canada à l'international et parle de l'accueil des réfugiés syriens en sol canadien.

Quant au président américain, sa première prise de parole à l'Assemblée générale des Nations Unies a eu lieu le 19 septembre 2017. Dans ce discours, il aborde notamment la question du terrorisme et de la sécurité publique des pays membres des Nations Unies. Il discute de l'approche américaine afin de venir en aide aux réfugiés syriens. Il parle aussi de la participation financière américaine au sein de l'ONU, qu'il juge trop importante.

#### Thème 2 : Discours politiques s'adressant aux citoyens de leur pays respectif

Sous ce thème, nous avons choisi le discours de victoire de Justin Trudeau, prononcé le 19 octobre 2015. Dans le cadre de cette allocution, il explique que la diversité et

l'immigration représentent une richesse dans le contexte canadien. Il y est également question de l'économie et de l'importance de la classe moyenne.

Du côté de l'administration américaine, nous avons sélectionné le discours communément appelé *Immigration speech*, prononcé par Trump dans le cadre de sa campagne électorale, le 1<sup>er</sup> septembre 2016. Ce discours a pour objectif de détailler les promesses de Trump en matière d'immigration et de lutte au terrorisme.

### Thème 3 : Discours lors de la première visite à l'international à titre de chef d'État

Cette allocution de l'administration Trudeau a été donnée à la Maison du Canada à Londres, le 26 novembre 2015. Le titre de ce premier discours prononcé à l'étranger en tant que chef d'État canadien est « La diversité est une force ». Il porte sur la diversité canadienne et son rôle dans la réussite sociale et économique du pays.

Pour Trump, la première allocution prononcée à l'étranger après son arrivée au pouvoir a eu lieu en Arabie saoudite. Il y est notamment question du danger terroriste pour les Américains et pour les Saoudiens. Trump parle aussi des victimes des violences armées au Moyen-Orient.

### Thème 4: Discours au sujet de l'accueil des réfugiés

Le discours de l'administration Trudeau est une déclaration émise par le bureau du premier ministre le 11 décembre 2016 à l'occasion de l'arrivée de réfugiés syriens à l'aéroport international Pearson à Toronto. Dans ce discours adressé directement aux réfugiés nouvellement arrivés, le premier ministre canadien leur dit qu'ils sont maintenant en sécurité, qu'ils sont maintenant des Canadiens à part entière et que les Canadiens sont enthousiastes à l'idée de les accueillir.

Le discours de l'administration américaine que nous avons choisi sous ce thème est l'ordre exécutif visant l'interdiction de réfugiés et de ressortissants de sept pays musulmans. Cet ordre a été présenté et signé par le Président Trump le 28 janvier 2017.

Quant à la délimitation de la chronologie étudiée, avons choisi de restreindre le nombre de discours inclus dans notre corpus afin de privilégier la symétrie dans l'échantillon. Le choix de discours à partir du mois d'octobre 2015 au mois de septembre 2017 nous permet d'étudier différents moments marquants de la première année de mandat des deux chefs : leur premier discours à l'Assemblée générale des Nations Unies, leur premier discours à l'étranger ou encore, l'une de leurs premières initiatives par rapport en matière d'immigration. Dans les deux cas, cette première initiative est en lien avec l'accueil des réfugiés.

Bref, nous pensons que les éléments de notre échantillon sont représentatifs et qu'ils offriront un traitement équitable des deux discours en présence. De plus, ils permettent une comparaison rigoureuse grâce à l'effet miroir des discours étudiés.

#### 3.4 La collecte et l'analyse de données

Notre analyse de données se déroulera en deux temps. Nous présenterons d'abord les résultats de notre analyse discursive. Viendront ensuite les analyses afin de répondre à nos trois questions sectorielles en nous appuyant sur notre cadre théorique. Afin de situer le lecteur et de faciliter sa compréhension, nous exposerons les distinctions méthodologiques entre la présentation des résultats et leur analyse.

Dans le cadre de la présentation de nos résultats, nous utiliserons l'analyse discursive thématique afin de faire émerger les grands thèmes. De façon pratique, ce type

d'analyse discursive permet d'identifier les thèmes présents dans le discours sur notre objet d'étude. Nous segmenterons les extraits des discours selon le sujet qu'ils abordent. Nous définirons ensuite des catégories descriptives et nous les schématiserons de manière à présenter les thèmes, sous-thèmes et catégories des discours (Sabourin, 2009, p. 438).

La présentation se fera sous forme de thème. Nous appuierons notre analyse discursive par des segments du texte. Nous expliquerons le sens que nous attribuons à ces segments.

Dans la deuxième partie, nous répondrons aux trois questions sectorielles et à notre question principale de recherche. Afin de faciliter l'atteinte des objectifs de chacune des questions sectorielles, nous avons formulé trois sous-questions qui encadrent la formulation de notre réponse. Il est possible de les consulter dans l'annexe de ce mémoire.

## CHAPITRE 4

### ANALYSE ET PRÉSENTATION DES RÉSULTATS

Dans ce quatrième chapitre, nous présenterons les résultats de l'analyse des discours que nous avons sélectionnés. L'analyse comprend deux parties. Dans la première, l'analyse discursive des déclarations de Justin Trudeau et de Donald Trump entourant les différents enjeux d'immigration nous donnera une idée globale des positions respectives des deux chefs de gouvernement en la matière. Dans la seconde partie, nous répondrons aux questions sectorielles, puis à la question centrale et, du même coup, à notre hypothèse de recherche.

#### 4.1 Analyse des discours

La première partie de notre analyse porte sur les discours des deux chefs de gouvernement à propos des questions relatives à l'immigration et au rôle de leur pays respectif en la matière sur la scène internationale. Notre objectif est d'identifier la vision politique de chacun sur ces enjeux. Cette analyse permettra de mettre leur position en contexte. Ainsi, nous pourrions en saisir les nuances dans la seconde partie de ce chapitre, lors de la présentation des résultats.

Les documents qui font l'objet de cette partie de l'analyse sont, du côté canadien, le discours de Justin Trudeau au moment de sa victoire (19 octobre 2015) (« La diversité, une force du Canada »), son discours au Royaume-Uni dans le cadre de sa première visite officielle à l'étranger (26 novembre 2015), sa déclaration lors de l'accueil des premiers réfugiés syriens admis sous son gouvernement (11 décembre 2015) et son premier discours à l'ONU (20 septembre 2016).

Du côté américain, nous présenterons les grands thèmes du « Immigration Speech » prononcé par Donald Trump (1<sup>er</sup> septembre 2016), son premier discours à l'étranger dans le cadre du Sommet arabo-américain à Riyad (21 mai 2017), l'ordre exécutif visant à interdire le passage de ressortissants de sept pays musulmans et à suspendre l'accueil de réfugiés aux États-Unis (28 janvier 2017) et le premier discours prononcé à l'ONU (19 septembre 2017).

#### 4.1.1 Analyse du discours de Justin Trudeau, premier ministre du Canada

À la lumière de l'analyse discursive des discours de Justin Trudeau, nous avons identifié quatre thèmes constants au sujet de l'immigration : l'importance de la diversité pour notre société, les valeurs canadiennes, l'égalité entre tous les citoyens du pays et le rôle du Canada sur la scène internationale.

##### 4.1.1.1 Premier thème du discours canadien : l'importance de la diversité

Ce thème inclut des segments de discours du premier ministre au sujet de la diversité, vue à la fois comme caractéristique de la société et comme partie prenante de son développement. Nous l'avons divisé en trois sous-thèmes. Il sera d'abord question de la diversité en relation avec les politiques d'immigration. Ensuite, nous verrons de quelle manière la diversité est perçue comme une composante essentielle de la culture canadienne, puis nous évoquerons le lien de causalité entre la diversité et la prospérité économique dans les discours de Justin Trudeau.

L'importance de la diversité en rapport avec l'ouverture à l'immigration apparaît dans l'ensemble des discours du premier ministre que nous avons analysés. Cet aspect, évoqué tout au long de sa campagne électorale, ressort particulièrement dans son discours après sa victoire, le 19 octobre 2015, où il attribue la prospérité du Canada à

la diversité de sa population. Dans la citation ci-dessous, il explicite le lien entre la multiplicité des origines des citoyens canadiens et le développement du pays :

« [...] you and your fellow citizens have chosen a new government, a government that believes deeply in the diversity of our country. We know in our bones that Canada was built by people from all corners of the world who worship every faith, who belong to every culture, who speak every language. » (Trudeau, 19 octobre 2015)

Selon le discours du premier ministre canadien, la diversité est une caractéristique propre à la société canadienne. Il réitère à de multiples occasions (Trudeau, 19 octobre 2015, 26 novembre 2015, 1<sup>er</sup> septembre 2016) qu'elle constitue l'essence de la culture du pays :

« We believe in our hearts that this country's unique diversity is a blessing bestowed upon us by previous generations of Canadians, Canadians who stared down prejudice and fought discrimination in all its forms. » (Trudeau, 19 octobre 2015)

Afin d'illustrer ses propos, Trudeau utilise la métaphore de l'air en expliquant que la diversité, « c'est, en quelque sorte, l'air que nous respirons » (26 novembre 2015). Plus encore, il affirme que la diversité joue un rôle central dans la prospérité du Canada. Elle est une source de fierté, intrinsèquement liée à l'histoire de la société canadienne. Lors de sa première prise de parole à l'étranger, Trudeau affirmait en effet : « [...] le Canada a appris à être fort non pas en dépit de nos différences, mais grâce à celles-ci. Désormais, cela sera au cœur même de notre réussite et de ce que nous offrons au monde. » (Trudeau, 26 novembre 2015)

Dans différents discours (19 octobre 2015, 26 novembre 2015, 1<sup>er</sup> septembre 2016), le premier ministre canadien voit un lien de causalité entre la diversité et la prospérité du Canada. Cet extrait du discours à sa première apparition aux Nations Unies, en septembre 2016, est un bon exemple de la relation qu'il voit entre la diversité et la richesse :

« Vous savez, au Canada, nous avons bien compris une chose. Nous ne l'avons pas compris parfaitement, mais nous l'avons bien compris. Au Canada, nous considérons notre diversité comme une source de force, non comme une faiblesse. Notre pays est fort, non pas en dépit de nos différences, mais bien grâce à elles. » (Trudeau, 1<sup>er</sup> septembre 2016)

#### 4.1.1.2 Deuxième thème du discours canadien: les valeurs canadiennes

Dans ce thème, l'ouverture, l'inclusion et la compassion sont présentées comme des valeurs fondamentalement canadiennes. Nous discuterons des allusions du premier ministre aux manifestations de ces valeurs dans le quotidien de certaines communautés canadiennes. Nous nous intéresserons également à la manière dont il aborde dans ses discours nos démonstrations de compassion et d'ouverture en lien avec les enjeux humanitaires d'immigration.

Les valeurs par rapport aux politiques d'immigration constituent un thème récurrent dans les prises de parole du premier ministre canadien. Plus particulièrement, Trudeau présente les valeurs de compassion et de générosité comme étant typiquement canadiennes. Afin d'appuyer ses propos, il donne différents exemples de communautés qui ont fait preuve d'entraide ou d'inclusion (26 novembre 2015, 11 décembre 2015, 1<sup>er</sup> septembre 2016) :

« J'aimerais vous faire part de quelques exemples très récents. Le lendemain des attentats de Paris, une mosquée a été incendiée à Peterborough, en Ontario. On soupçonne un crime haineux. En réaction, la communauté s'est ralliée et a recueilli plus de 110 000 \$ en deux jours pour aider la communauté musulmane à reconstruire l'immeuble. Unis dans la foi, des membres de communautés chrétiennes et juives locales ont ouvert leurs portes, littéralement, pour offrir un lieu de prière à leurs voisins musulmans. Voilà les valeurs canadiennes. » (Trudeau, 26 novembre 2015)

En plus d'illustrer les valeurs canadiennes par des exemples au sein de communautés locales, Justin Trudeau évoque l'accueil des réfugiés au pays. Il fait référence aux différentes vagues de réfugiés reçus en sol canadien afin d'illustrer l'inclusion, l'ouverture et la compassion dont font preuve les citoyens canadiens (26 novembre 2015, 1<sup>er</sup> septembre 2016). Il mentionne leur générosité et leur ouverture à cette occasion :

« C'est dans cette optique qu'au cours des derniers mois, des Canadiens ont ouvert leurs bras et leur cœur à des familles fuyant le conflit en Syrie. » (Trudeau, 1<sup>er</sup> septembre 2016)

L'inclusion et la compassion des Canadiens, Trudeau les évoque aussi sur la scène internationale. Dans le passage présenté ci-dessous, le premier ministre fait le lien entre l'image du Canada à l'étranger et l'importance des valeurs d'ouverture et d'acceptation au sein de la société canadienne, notamment auprès des immigrants :

« Il suffit d'écouter les mots que les gens utilisent pour décrire le Canada : nous sommes ouverts, nous prônons l'acceptation, nous sommes progressistes et prospères. Il y a un lien direct à faire entre chacune de ces caractéristiques et la réussite du Canada dans l'édification d'une société plus diversifiée et plus inclusive. » (Trudeau, 26 novembre 2015)

#### 4.1.1.3 Troisième thème du discours canadien : l'égalité entre les citoyens canadiens

Afin d'illustrer ce thème, nous citerons les passages de discours qui présentent l'idée que tous les Canadiens, issus ou non de l'immigration récente, sont égaux en tant que citoyens de ce pays. Il sera d'abord brièvement question de l'égalité des citoyens de manière générale, puis nous nous pencherons sur l'égalité entre les Canadiens et les réfugiés syriens.

À la lumière de nos analyses, il apparaît que cette égalité entre citoyens est considérée comme une priorité par le gouvernement. En ce sens, dans son discours à la suite de

sa victoire, Justin Trudeau a dit : « [...] *and they know in their heart of hearts that a Canadian is a Canadian is a Canadian.* » (Trudeau, 19 octobre 2015)

La question de l'égalité entre les réfugiés syriens et les citoyens vivant déjà au pays a quant à elle été abordée dans différents discours du premier ministre canadien (26 novembre 2015, 11 décembre 2015, 1<sup>er</sup> septembre 2016). Dans ses communications, il a particulièrement mis l'accent sur l'intégration des réfugiés syriens au Canada. Ainsi, il a mentionné de manière récurrente que les néo-canadiens, et particulièrement les réfugiés, ne sont pas des citoyens de deuxième classe. Il a dit entre autres à ce sujet : « [...] *nous savons qu'assurer la réinstallation de réfugiés équivaut en fait à accueillir de nouveaux Canadiens* » (26 novembre 2015). Ils sont considérés d'emblée comme des Canadiens, au même titre que les citoyens dont la famille vit au pays depuis plusieurs générations : « *Et dès leur arrivée, ces 31 000 réfugiés ont été accueillis – pas comme des fardeaux, mais comme des voisins et des amis. Comme des nouveaux Canadiens [...]* » (Trudeau, 1<sup>er</sup> septembre 2016).

#### 4.1.1.4 Quatrième thème du discours canadien : le rôle du Canada sur la scène internationale

Avec ce thème, nous nous pencherons sur le rôle du Canada sur la scène internationale relativement aux questions d'immigration et de diversité. Nous incluerons les passages qui portent sur l'exportation des bonnes pratiques canadiennes en matière d'immigration et de gestion de la diversité, ainsi que les segments au sujet d'un engagement du Canada au sein d'institutions internationales.

Le désir de Justin Trudeau que le Canada soit davantage présent sur la scène internationale est un thème transversal à l'ensemble de notre analyse. Par exemple, dans le cadre de sa première visite officielle en tant que premier ministre, il a fait

valoir que son gouvernement était prêt à faire connaître et à partager ses bonnes pratiques en matière de gouvernance et de diversité :

« Plus encore, le Canada peut aussi exporter les idées et les institutions grâce auxquelles la diversité fonctionne si efficacement chez nous. Nous savons gouverner de manière inclusive, transparente, respectueuse et efficace. Nous pouvons transmettre ce savoir-faire à d'autres pays et à leurs citoyens. » (Trudeau, 26 septembre 2016)

Dans le cadre de différents discours (26 novembre 2015, 11 décembre 2015, 1<sup>er</sup> septembre 2016), Justin Trudeau a exprimé son ambition de participer davantage aux institutions de diplomatie internationale, afin notamment « de combattre le terrorisme, et nous savons être un partenaire efficace dans le cadre d'opérations internationales de maintien de la paix ». (Trudeau, 26 novembre 2015)

À la lumière de notre analyse discursive, il apparaît que ce désir est motivé ouvertement par une défense des intérêts du Canada et de ses alliés :

« Pour le Canada, il s'agit de se réengager dans les affaires mondiales au sein d'institutions comme les Nations Unies. Ce n'est pas dans notre intérêt – ni dans l'intérêt du reste du monde – de prétendre que nous ne sommes pas profondément touchés par ce qui se passe à l'extérieur de nos frontières. » (Justin Trudeau, 1<sup>er</sup> septembre 2016)

#### 4.1.2 Analyse du discours de Donald Trump, président des États-Unis

Il ressort des allocutions du président américain quatre grands thèmes récurrents en matière de politique d'immigration et de relations internationales : l'effet néfaste de l'immigration, la priorité aux citoyens américains, l'immigration et la sécurité, et le rôle des États-Unis sur la scène internationale.

#### 4.1.2.1 Premier thème du discours américain : l'effet néfaste de l'immigration

Ce thème fait référence à l'immigration comme un phénomène nuisible pour les États-Unis et ses citoyens. Il inclut les passages de discours où le président américain fait allusion aux immigrants comme des individus néfastes, qui monopolisent les ressources destinées aux Américains. Ainsi, il expose les questions relatives à l'immigration comme un enjeu en compétition directe avec le bien-être des Américains. « There is only one core issue in the immigration debate, and that issue is the well being of the American people. » (Trump, 1<sup>er</sup> septembre 2016)

Les discours de Donald Trump mentionnent trois raisons pour lesquelles, selon lui, l'immigration est nuisible pour les États-Unis : les immigrants bénéficient de la prospérité des États-Unis sans y participer à parts égales; ils sont des criminels qui surchargent le système d'incarcération américain; et ils volent les emplois des autres citoyens américains.

L'idée que les immigrants profitent de la prospérité des États-Unis revient à plusieurs reprises dans les discours de Trump. Plus précisément, il les présente comme des individus qui jouissent des standards et de la qualité de vie américaine, qui utilisent les ressources du pays sans participer à la création de richesse pour les États-Unis. En somme, ils vivent aux crochets de l'État. À ce sujet, Trump soutient que les immigrants qui ne possèdent pas encore la citoyenneté américaine et qui bénéficient des services de l'État seront les premiers à être déportés (Trump, 1<sup>er</sup> septembre 2016). L'utilisation de programmes sociaux étatiques est le principal point par lequel il illustre le caractère nuisible de l'immigration : « *The Center for Immigration Studies estimates that 62 percent of households headed by illegal immigrants use some form of cash or non-cash welfare programs like food stamps or housing assistance.* » (Trump, 1<sup>er</sup> septembre 2016)

Le président Trump fait aussi valoir que les immigrants présentement incarcérés sont particulièrement nuisibles à la société américaine. Il soutient que ces individus sont un danger public et que, en plus, ils utilisent la richesse du gouvernement américain en étant en prison. Ici encore, le discours au sujet des immigrants n'ayant pas la citoyenneté américaine reprend l'idée que ces personnes abusent du système américain sans y participer d'aucune manière :

« Our enforcement priorities will include removing criminals, gang members, security threats, visa overstays, public charges. That is those relying on public welfare or straining the safety net along with millions of recent illegal arrivals and overstays who've come here under this current corrupt administration. » (Trump, 1<sup>er</sup> septembre 2016)

Enfin, selon Trump, les immigrants n'ayant pas la citoyenneté américaine prennent les emplois des citoyens américains :

« [...] many, many, this doesn't change the fact that most illegal immigrants are lower skilled workers with less education, who compete directly against vulnerable American workers, and that these illegal workers draw much more out from the system than they can ever possibly pay back. » (Trump, 1<sup>er</sup> septembre 2016)

Ainsi, l'immigrant est présenté comme un voleur d'emploi pour l'Américain moyen (1<sup>er</sup> septembre 2016, 28 janvier 2017, 21 mai 2017). À ce sujet, Trump nuance toutefois ses propos en spécifiant que certains immigrants participent à l'économie et sont actifs sur le marché du travail (19 septembre 2017).

#### 4.1.2.2 Deuxième thème du discours américain : la priorité aux citoyens américains

Les actions de l'administration Trump visent tout d'abord à défendre les intérêts des citoyens du pays. Cet objectif est présenté dans son rapport avec l'immigration, qui

ne devrait pas pénaliser les résidents (1<sup>er</sup> septembre 2016, 28 janvier 2017, 19 septembre 2017) : « *You watch. We want people to come into our country, but they have to come into our country legally and properly vetted, and in a manner that serves the national interest* » (Trump, 1<sup>er</sup> septembre 2016).

Selon le gouvernement américain, le rôle du président est de donner priorité aux intérêts des citoyens par rapport à ceux des individus qui sont en processus d'immigration et dont le dossier n'est pas encore complété (1<sup>er</sup> septembre 2016, 21 mai 2017, 19 septembre 2017) : « *As President of the United States, I will always put America first, just like you, as the leaders of your countries will always, and should always, put your countries first* » (Trump, 19 septembre 2017).

Afin de justifier son point de vue, Trump invoque la souveraineté du pays. À plusieurs occasions, il fait un rapprochement entre la défense des intérêts américains, la souveraineté du pays et la sécurité de ses citoyens (1<sup>er</sup> septembre 2016, 21 mai 2017, 19 septembre 2017). À ce sujet, il affirme : « *America is a sovereign nation and our first priority is always the safety and security of our citizens.* » (Trump, 21 mai 2017)

Il est important de mentionner que, lors de sa première visite officielle en Arabie-Saoudite puis à l'ONU, le président a encouragé ses interlocuteurs à défendre d'abord les intérêts de leurs citoyens. Et ensuite seulement, ils pourraient reconnaître l'autonomie des autres nations : « *But we do expect all nations to uphold these two core sovereign duties : to respect the interests of their own people and the rights of every other sovereign nation.* » (Trump, 19 septembre 2017)

#### 4.1.2.3 Troisième thème du discours américain : l'immigration et la sécurité

Le discours de l'administration Trump définit la protection des citoyens comme un enjeu de premier plan en matière d'immigration. Le président croit que les immigrants représentent un danger pour la sécurité publique des États-Unis (1<sup>er</sup> septembre 2016, 28 janvier 2017, 21 mai 2017). Selon lui, une augmentation du nombre d'immigrants et un maintien des procédures de contrôle des frontières terrestres résulteraient en un chaos sans précédent :

« The result [of more migrants coming in] will be millions more illegal immigrants; thousands of more violent, horrible crimes; and total chaos and lawlessness. That's what's going to happen, as sure as you're standing there. »  
(Trump, 1<sup>er</sup> septembre 2016)

Dans ce thème, nous verrons les caractéristiques des enjeux liés à l'immigration dans leur rapport avec le contrôle du territoire et de la population. Il sera question du danger que les immigrants sans statut légal et les réfugiés représentent pour le pays, du contrôle des frontières aériennes et terrestres, et enfin, de la menace terroriste et de la sécurité publique.

Le président américain affirme que les immigrants ne possédant pas les documents légaux pour vivre aux États-Unis (qu'il qualifie d'illégaux), sont un danger certain pour la sécurité des citoyens américains. Il fait une adéquation claire entre le fait de rester illégalement en sol américain et le niveau de dangerosité des individus. À ce sujet, il affirme: « *Beyond violating our laws, visa overstays pose – and they really are a big problem – pose a substantial threat to national security* » (Trump, 1<sup>er</sup> septembre 2016)

Plus encore, le président explique que ces individus sont membres d'organisations reliées au crime organisé, qu'ils sont violents et qu'ils n'hésiteront pas à attaquer les citoyens américains (1<sup>er</sup> septembre 2016, 28 janvier 2017, 21 mai 2017, 19 septembre 2017). Il souhaite donc identifier, puis expulser le plus rapidement possible les « *immigrants illégaux* » dans le but de défendre l'intégrité physique des Américains :

« My plan also includes cooperating closely with local jurisdictions to remove criminal aliens immediately. We will restore the highly successful Secure Communities Program. Good program. We will expand and revitalize the popular 287(g) partnerships, which will help to identify hundreds of thousands of deportable aliens in local jails that we don't even know about. » (Trump, 1<sup>er</sup> septembre 2016)

Selon le président, les réfugiés sont eux aussi une menace à la sécurité des Américains. À différentes occasions, il répète qu'il y a très peu d'information disponible au sujet de l'origine, des valeurs et des pratiques religieuses des réfugiés souhaitant s'établir aux États-Unis. Ce manque d'information pourrait constituer une brèche dans le protocole d'analyse des dossiers et mener « au pire » (Trump, 1<sup>er</sup> septembre 2016, 28 janvier 2017) :

« Countries in which immigration will be suspended would include places like Syria and Libya. And we are going to stop the tens of thousands of people coming in from Syria. We have no idea who they are, where they come from. There's no documentation. There's no paperwork. It's going to end badly folks. It's going to end very, very badly. » (Trump, 1<sup>er</sup> septembre 2016)

À cet effet, dans le cadre de son discours sur l'interdiction de passage des ressortissants de pays musulmans et des réfugiés, Trump affirme que des mesures additionnelles doivent être prises afin de s'assurer que les réfugiés admis ne sont pas une menace à la sécurité et au bien-être des citoyens (1<sup>er</sup> septembre 2016, 28 janvier 2017). Selon le président, l'enjeu du contrôle des frontières est intimement lié à la

sécurité nationale. À ce sujet, il affirme :

« International criminal networks traffic drugs, weapons, people; force dislocation and mass migration; threaten our borders; and new forms of aggression exploit technology to menace our citizens. » (Trump, 19 septembre 2017)

La question du contrôle des frontières en lien avec l'immigration revient d'ailleurs souvent dans les discours de Trump. Il croit que le contrôle des frontières aériennes et terrestres est directement lié à la sécurité nationale :

« Then there is the issue of security. Countless innocent American lives have been stolen because our politicians have failed in their duty to secure our borders and enforce our laws like they have to be enforced. » (Trump, 1<sup>er</sup> septembre 2016)

À travers différentes promesses électorales, le président promettait une baisse du nombre d'immigrants et donc une plus grande sécurité au pays. C'est notamment l'objectif avoué de la construction du mur à la frontière entre les États-Unis et le Mexique (Trump, 1<sup>er</sup> septembre 2016).

La menace du terrorisme est également très présente dans les allocutions de Trump au sujet de la sécurité des Américains. Dans chacun des discours que nous avons analysés, il rappelle systématiquement les différentes attaques terroristes qui ont eu lieu aux États-Unis : « *America has suffered repeated barbaric attacks – from the atrocities of September 11th to the devastation of the Boston Bombing, to the horrible killings in San Bernardino and Orlando.* » (Trump, 21 mai 2017)

Lorsqu'il est question de l'historique des attaques terroristes en sol américain, Trump mentionne la force des organisations terroristes et leur omniprésence partout dans le monde : « Terrorists and extremists have gathered strength and spread to every region of the planet. » (Trump, 19 septembre 2017) Il invoque donc la nécessité de contrôler

les frontières afin de diminuer le flux migratoire et, par conséquent, d'améliorer le niveau de sécurité des citoyens américains (1<sup>er</sup> septembre 2016, 28 janvier 2017).

Il apporte toutefois certaines nuances à ses propos sur la menace terroriste. Bien qu'il mette l'accent sur les événements qui ont touché les États-Unis et sur les risques que court le pays, il reconnaît que les premières victimes des attentats terroristes sont les personnes vivant aux Moyen-Orient (21 mai 2017, 19 septembre 2017). À ce sujet, il dit :

« But, in sheer numbers, the deadliest toll has been exacted on the innocent people of Arab, Muslim and Middle Eastern nations. They have borne the brunt of the killings and the worst of the destruction in this wave of fanatical violence. » (Trump, 21 mai 2017)

#### 4.1.2.4 Quatrième thème du discours américain : le rôle des États-Unis sur la scène internationale

Ce thème inclut les passages des discours de Trump portant sur les relations qu'entretiennent les États-Unis avec le reste du monde. Nous avons dégagé trois sous-thèmes mis de l'avant par l'administration Trump à ce sujet : le soutien financier américain, les relations inégalitaires des États-Unis avec leurs voisins et l'importance des coalitions internationales.

La question du soutien financier aux institutions de diplomatie comme l'ONU est récurrente dans le discours de l'administration Trump (1<sup>er</sup> septembre 2016, 19 septembre 2017). Le président évoque l'inégalité entre la participation financière américaine et celle des autres pays (1<sup>er</sup> septembre 2016, 21 mai 2017, 19 septembre 2017). Plus particulièrement dans le cas de l'ONU, il est d'avis que les États-Unis offrent une somme beaucoup plus importante que toute autre nation et que cet argent n'est pas utilisé de façon efficace :

« The United States is one out of 193 countries in the United Nations, and yet we pay 22 percent of the entire budget and more. In fact, we pay far more than anybody realizes. The United States bears an unfair cost burden, but, to be fair, if it could actually accomplish all of its stated goals, especially the goal of peace, this investment would easily be well worth it. » (Trump, 19 septembre 2017)

Il est toutefois important de souligner que, bien que l'administration Trump se plaigne d'une inégalité au plan de sa contribution financière au sein des institutions internationales et dans ses accords internationaux, elle reconnaît l'importance des alliances internationales afin d'assurer une certaine sécurité et une stabilité politique. À ce sujet, il dit d'ailleurs : « *Our success depends on a coalition of strong and independent nations that embrace their sovereignty to promote security, prosperity, and peace for themselves and for the world.* » (Trump, 19 septembre 2017)

En ce sens, le président Trump rappelle à plusieurs reprises que bien, que les États-Unis soient prêts à aider, il est nécessaire que les autres pays fassent leur « juste part ». Il suggère notamment que l'argent soit utilisé afin de combattre le terrorisme : « *America is prepared to stand with you – in pursuit of shared interests and common security.* » (Trump, 21 mai 2017)

#### 4.2 Présentation des résultats

Dans cette seconde partie du chapitre, nous répondrons aux trois questions sectorielles énoncées au premier chapitre et, ultimement, à notre question centrale. Nous examinerons les perspectives canadienne et américaine dans leur rapport avec notre cadre de référence théorique.

#### 4.2.1 La vision des chefs d'État en matière d'immigration et de relations internationales

Le premier ministre canadien et le président américain ont une vision diamétralement opposée de l'immigration. Dans cette section, nous répondrons à la question : « Quelle est la position politique défendue par les administrations Trudeau et Trump en matière d'immigration? ». Pour ce faire, nous présenterons d'abord les différences entre chacun des discours, puis leurs ressemblances. Après l'étude des discours de chacune des administrations, nous verrons de quelle manière les deux chefs de gouvernement projettent leur message selon le concept de la mise en scène d'Erving Goffman (1968).

Une première différence entre les discours des deux chefs de gouvernement réside dans la valeur accordée à la pluralité des origines ethniques et culturelles des citoyens de leur pays. Comme il a été mentionné dans la présentation des résultats, l'administration Trudeau perçoit l'inclusion de tous les immigrants comme une valeur canadienne qui contribue « *à la paix et à la diversité* » (Trudeau, 26 novembre 2015). En ce sens, le premier ministre canadien défend l'idée selon laquelle la diversité est une caractéristique unique du Canada et qu'elle est une force pour le pays. À plusieurs reprises dans ses discours, il avance d'ailleurs que la diversité joue un rôle unificateur au sein de la société canadienne :

« We believe in our hearts that this country's unique diversity is a blessing bestowed upon us by previous generations of Canadians, Canadians who stared down prejudice and fought discrimination in all its forms. We know that our enviable, inclusive society didn't happen by accident and won't continue without effort. I have always known this; Canadians know it too. If not, I might have spoken earlier this evening and given a very different speech. » (Trudeau, 19 octobre 2015)

La position de Trump s'inscrit en contradiction avec celle de l'administration

canadienne. À la lumière de l'analyse des discours, nous constatons que Trump n'a jamais souligné l'apport des citoyens américains issus de l'immigration. Tout en passant sous silence la diversité culturelle et ethnique des citoyens américains, il affirme à plusieurs occasions que son administration est ouverte aux immigrants qualifiés, en précisant toutefois qu'il défendra toujours les intérêts des citoyens américains. À ce sujet, il dit d'ailleurs : « *We will be fair, just, and compassionate to all, but our greatest compassion must be for our American citizens.* » (Trump, 19 septembre 2017)

Une deuxième dissemblance entre les visions des chefs d'État touche l'accueil des réfugiés. Dans les discours de Trudeau, les réfugiés sont vus comme des humains qui ont des aspirations, des désirs et des inquiétudes semblables à ceux des Canadiens :

« You see, refugees are people with the same hopes and dreams as our own citizens. But while our people have felt anxiety, Syrians faced catastrophe [...] They're well educated. They work hard. They care about their families. They want a better life – a safer and more secure future for their kids – as we all do. » (Trudeau, 19 septembre 2015)

De plus, le premier ministre Trudeau voit les réfugiés comme des Canadiens au même titre que les autres citoyens. Par ses discours, il présente les personnes accueillies en sol canadien à titre de réfugiées comme des néo-canadiens :

« Nous l'avons déjà fait et nous le ferons encore, parce que nous savons qu'assurer la réinstallation de réfugiés équivaut en fait à accueillir de nouveaux Canadiens. » (Trudeau, 26 novembre 2015)

Le président américain, quant à lui, décrit les réfugiés comme des criminels potentiels, qui volent les emplois et les salaires des Américains vivant déjà aux États-Unis.

« This includes her plan to bring in 620,000 new refugees from Syria and that region over a short period of time. And even yesterday, when you were watching the news, you saw thousands and thousands of people coming in from Syria. What is wrong with our politicians, our leaders if we can call them that. What the hell are we doing? [...] On top of that she [Hillary Clinton] promises uncontrolled, low-skilled immigration that continues to reduce jobs and wages for American workers, and especially for African-American and Hispanic workers within our country. Our citizens. » (Trump, 1<sup>er</sup> septembre 2016)

Les considérant à la fois comme une source de problèmes et une menace pour son pays, Trump ne veut pas accueillir les réfugiés à titre de citoyens américains. Il préfère plutôt aider les réfugiés en participant financièrement à leur réinstallation dans une région près de leur pays d'origine. Par cette contribution, il se présente comme un intervenant efficace, activement impliqué dans la crise syrienne :

« The United States is a compassionate nation and has spent billions and billions of dollars in helping to support this effort. We seek an approach to refugee resettlement that is designed to help these horribly treated people, and which enables their eventual return to their home countries, to be part of the rebuilding process. For the cost of resettling one refugee in the United States, we can assist more than 10 in their home region. Out of the goodness of our hearts, we offer financial assistance to hosting countries in the region, and we support recent agreements of the G20 nations that will seek to host refugees as close to their home countries as possible. This is the safe, responsible, and humanitarian approach. » (Trump, 19 septembre 2017)

Une troisième dissemblance est la manière dont les deux chefs de gouvernement parlent des personnes de religion musulmane. Le discours de l'administration Trudeau les décrit comme des gens qui ont de grandes aspirations pour leurs enfants et qui croient aux valeurs canadiennes d'égalité et aux droits humains :

« Last week, I met a young mom in St. Catharines, Ontario. She practises the

Muslim faith and was wearing a hijab. She made her way through the crowd and handed me her infant daughter, and as she leaned forward, she said something that I will never forget. She said she's voting for us because she wants to make sure that her little girl has the right to make her own choices in life and that our government will protect those rights. » (Trudeau, 19 octobre 2015)

Selon les discours de Trump, les personnes de religion musulmane et les ressortissants originaires de pays traditionnellement musulmans représentent une menace pour le pays. Cet aspect est particulièrement mis de l'avant dans l'ordre exécutif de janvier 2017, où il les associe au terrorisme :

« [This order is motivated by] information regarding the number of foreign nationals in the United States who have been radicalized after entry into the United States and engaged in terrorism-related acts, or who have provided material support to terrorism-related organizations in countries that pose a threat to the United States, since the date of this order or the last reporting period, whichever is later. » (Trump, 28 janvier 2017)

Une quatrième différence entre les discours de Trudeau et de Trump est leur manière d'aborder le rôle de leur nation sur la scène internationale. Les discours du premier ministre canadien montrent le Canada comme un pays prêt à faire des sacrifices pour la paix et la stabilité dans le monde. Cet appel à la solidarité s'appuie sur l'espoir que les efforts communs puissent créer un monde meilleur. Le Canada est alors présenté comme une nation désireuse d'aider et de soutenir les autres pays dans les défis auxquels ils font face, notamment en ce qui a trait à l'immigration et aux relations internationales. Cet aspect du discours du gouvernement canadien se reflète particulièrement dans l'allocution du 19 septembre 2015 à l'ONU, où Justin Trudeau s'adresse aux leaders de partout dans le monde au sujet de la crise en Syrie :

« Our citizens, the nearly 7.5 billion people we collectively serve, are better than the cynics and pessimists think they are. They want their problems solved

not exploited. Listen, Canada is a modest country. We know we can't solve these problems alone. We know we need to do this all together. We know it will be hard work. » ( Trudeau, 20 septembre 2016)

Le discours de Trump au sujet du rôle des États-Unis sur la scène internationale porte davantage sur la souveraineté du pays et sur son désir de renégocier la participation financière des États-Unis à différentes institutions diplomatiques. Il évoque également la possibilité de revoir des ententes d'échanges commerciaux. Cela dit, Trump fait aussi référence aux objectifs que les États-Unis partagent avec certains pays. Il mentionne alors la sécurité nationale, notamment le contrôle des frontières, et le combat contre le terrorisme. En ce sens, la prise de parole du président américain lors du Sommet arabo-américain reflète bien la manière dont il définit le rôle des États-Unis sur la scène internationale :

« A better future is only possible if your nations drive out the terrorists and extremists. Drive. Them. Out. **DRIVE THEM OUT** of your places of worship. **DRIVE THEM OUT** of your communities. **DRIVE THEM OUT** of your holy land, and **DRIVE THEM OUT OF THIS EARTH**. For our part, America is committed to adjusting our strategies to meet evolving threats and new facts. We will discard those strategies that have not worked – and will apply new approaches informed by experience and judgment. We are adopting a Principled Realism, rooted in common values and shared interests. » (Trump, 21 mai 2017)<sup>8</sup>

S'il y a plusieurs différences fondamentales dans les positions politiques défendues par les administrations Trudeau et Trump en matière d'immigration, les discours des deux chefs de gouvernement comportent aussi quelques ressemblances. Tous deux parlent de la construction d'une économie plus forte et mentionnent l'insécurité financière des citoyens de la classe moyenne. Ainsi, Trudeau « *souhaite construire*

---

<sup>8</sup> La mise en page du passage de cette citation, incluant les majuscules, respecte la manière dont ce discours a été retranscrit officiellement par la Maison Blanche.

*avec tous les Canadiens une économie forte* » (19 octobre 2015) Et Trump affirme : « *The economy flourish with me.* » (Trump, 1<sup>er</sup> septembre 2016) Par contre, la stratégie qu'ils proposent afin d'y parvenir est bien différente du fait de leur vision opposée quant à l'immigration et aux questions de cohésion sociale.

Le discours de l'administration Trudeau reconnaît l'anxiété qu'éprouvent les Canadiens de la classe moyenne et les défis qu'ils rencontrent. Il est confiant que l'immigration peut renforcer l'économie du pays et ainsi répondre à la fois aux aspirations des citoyens canadiens de la classe moyenne et à celles des nouveaux arrivants. Il explique qu'il est important d'avoir une économie forte afin de favoriser l'inclusion des nouveaux arrivants. En même temps, il croit que les nouveaux arrivants favorisent une économie plus forte :

« En demeurant fermement concentrés sur la classe moyenne et sur ceux et celles qui travaillent fort pour s'y intégrer, nous pouvons générer une croissance économique réelle qui sera profitable pour tous. Cet objectif est valable en soi, mais il est également important parce que nous savons qu'un pays diversifié ne peut fonctionner sans cela. Lorsque les possibilités sont limitées, lorsque les gens ne croient pas qu'ils ont une chance réelle et équitable de réussir, la peur commence à l'emporter sur l'espoir. Les tensions financières se manifestent de diverses façons. La peur de ceux qui sont différents de nous et la méfiance envers eux est l'une de ses formes les plus courantes et les plus dangereuses. » (Trudeau, 19 octobre 2015)

Le premier ministre reconnaît qu'il serait tentant de tirer profit de la peur et de l'anxiété des gens et de gagner ainsi des votes faciles. Il souhaite éviter de tomber dans cette rhétorique et il appelle les élus du monde entier à en faire autant :

« We're determined to build an economy that works for everyone – not just the wealthiest 1% – so that every person benefits from economic growth. And we are going to refuse to give in to the pressure of trading our cherished values for easy votes. The world expects better from us, and we expect better from ourselves. » (Trudeau, 19 septembre 2016)

Quand il est question de l'insécurité financière de la classe moyenne dans les discours du président américain, les propos s'articulent surtout autour du manque d'emplois et des services offerts par l'État. Contrairement au premier ministre canadien, le président américain n'aborde pas les stratégies politiques visant à se servir de la peur afin d'obtenir des votes.

En somme, les discours du gouvernement Trudeau et du gouvernement Trump présentent plusieurs différences, notamment par rapport à la valeur de la diversité, à la perception des immigrants de religion musulmane ainsi qu'aux rôles de leurs pays sur la scène internationale. Ceci dit, la question de l'économie et plus particulièrement, d'une économie forte pour la classe moyenne est un point de convergence entre les discours des deux gouvernements. Ceci dit, l'angle choisit afin d'aborder ce sujet sont différents d'une administration à l'autre.

#### 4.2.2 Les positions politiques de Trump et de Trudeau selon la théorie de la mise en scène

Après avoir exposé les éléments qui composent les discours des deux chefs de gouvernement, leur articulation et le sens qui en émerge, nous les analyserons en nous appuyant sur la théorie de la mise en scène de Goffman. Afin de situer le lecteur, rappelons que Goffman (1956) définit la performance comme « toute activité d'un individu dans un contexte précis devant certains observateurs » (traduction libre, p. 13). En étudiant la performance de nos politiciens, notre objectif est d'identifier les intérêts qui sous-tendent leur prise de parole.

Sans grande surprise, les positions politiques défendues par les administrations Trudeau et Trump en matière d'immigration apparaissent en contradiction l'une avec l'autre. Leur performance et la mise en scène qui l'entoure sont donc en opposition.

Quand il se présente au monde – et donc quand il se met en scène –, le premier ministre canadien se dit ouvert à l'accueil d'un plus grand nombre d'immigrants, qu'ils soient admis sur base économique ou humanitaire. Il souhaite aussi renforcer ses liens à l'étranger et inclure le Canada au sein des institutions diplomatiques.

De l'échantillon de discours analysé, il ressort que les propos de Trudeau sur l'immigration et les relations internationales sont cohérents et constants. Dans la théorie de la mise en scène, Goffman soutient que les individus adaptent leur message selon l'auditoire auquel ils s'adressent. Afin d'évaluer ce caractère changeant dans les discours politiques canadiens et américains, nous avons sélectionné et analysé des communications qui s'adressaient à des auditoires distincts. Nous n'avons remarqué aucun changement dans le message de Trudeau, ce qui nous amène à croire que les éléments du discours qu'il porte à l'avant-scène sont choisis avec soin afin de présenter une vision cohérente qui laisse une impression de gouvernance transparente.

L'administration Trudeau se présente comme un gouvernement dont les actions s'inscrivent dans une continuité avec la vision canadienne de l'immigration. En matière de relations internationales, l'effort de collaboration du Canada dans la crise syrienne est évoqué comme un geste naturel, qui cadre avec une longue tradition diplomatique ouverte et coopérative.

Plusieurs éléments du discours de l'administration canadienne contribuent à projeter cette image. Premièrement, en réitérant l'importance de la diversité au sein de la société canadienne, Trudeau fait voir le Canada comme un pays détenant une expertise dans le vivre-ensemble. Deuxièmement, il mentionne que l'accueil des réfugiés syriens et les mesures que les Canadiens ont prises pour bien les recevoir sont une source de fierté. Il offre ainsi l'image d'un Canada fort de sa diversité, où la

pluralité n'est pas vue comme un problème, mais plutôt comme une richesse et une possibilité de développement. Selon Trudeau, l'accueil des réfugiés, qui s'est déroulé de façon harmonieuse, illustre la tradition canadienne reconnue mondialement en matière d'immigration et de vivre-ensemble. Troisièmement, Trudeau souligne que les citoyens canadiens sont particulièrement enthousiastes à l'établissement de réfugiés syriens.

Les informations mises à l'avant-scène dépeignent de manière cohérente un Canada ouvert, inclusif et prêt à coopérer. Alors que le Canada est présentement en campagne afin d'obtenir un siège au Conseil de sécurité des Nations Unies, on peut croire que cette mise en scène sert les intérêts de l'administration Trudeau en matière de relations internationales.

Dans le discours de Donald Trump, sa position politique apparaît parfois changeante et même contradictoire selon les auditoires auxquels il s'adresse. Son discours lors de sa première visite à l'étranger, au Sommet arabo-américain en Arabie saoudite, en est un bon exemple. Quand il s'adresse aux Américains, le président désigne les pays du Moyen-Orient et leurs ressortissants comme une menace pour la sécurité nationale (1<sup>er</sup> septembre 2016, 28 janvier 2017). Le ton est différent en Arabie saoudite. Ses propos sont plus nuancés et il reconnaît que les personnes de religion musulmane ne commettent pas toutes des actes de violence. Il ajoute même que les premières victimes du terrorisme sont avant tout des ressortissants de pays traditionnellement musulmans. Cela marque un changement par rapport à ses discours précédents, où les personnes de religion musulmane sont dépeintes de manière négative et unidimensionnelle.

À la lumière de ces informations, il ressort que, en comparaison avec les discours de l'administration canadienne, le message mis à l'avant-scène par l'administration

américaine est davantage appelé à changer selon l'auditoire et le contexte. Cette variation peut donner l'impression que certaines informations qui ne sont pas publiques – et qui se trouvent donc à l'arrière-scène – influencent le message en matière d'immigration et de relations internationales.

En ce qui concerne sa performance, Trump se présente comme un acteur de changement qui rompt avec le système d'immigration et de programmes sociaux américains actuels, et avec les politiques publiques en matière de relations internationales. Afin de soutenir ce discours, le président américain défend l'idée que, depuis plusieurs années, des acteurs internationaux et les immigrants ont pris avantage de la richesse américaine. Il avance que cette inégalité dans les relations rend les États-Unis plus vulnérables aux menaces à la sécurité publique et place les citoyens américains dans une situation de précarité financière. Les solutions qu'il propose se résument en deux points majeurs : un contrôle accru et une réduction de l'immigration, et une plus grande surveillance des frontières terrestres et aériennes du pays afin de réduire les risques pour la sécurité publique.

Somme toute, Trump se montre comme un leader qui apportera des changements importants au système d'immigration américain et aux politiques en matière de relations internationales. Sur ce plan des relations internationales, le message mis de l'avant par l'administration américaine annonce un désir d'autonomie qui se traduit par une réévaluation des accords et un désengagement des institutions diplomatiques. De plus, en ce qui concerne l'immigration et la sécurité publique, le discours de Trump prône un plus grand contrôle afin d'assurer prioritairement le bien-être des citoyens américains.

#### 4.2.3 Le processus de construction du message des deux chefs de gouvernement

Dans cette partie de l'analyse, nous répondrons à la question sectorielle suivante : « Quel est le processus de construction du message employé par les deux administrations? » Nous utiliserons la théorie de la construction sociale de la réalité de Berger et Luckmann (1966) afin de saisir de quelle manière la relativité sociale de la réalité et du savoir se manifeste dans nos résultats. Nous pourrions alors analyser le processus qui mène à la construction d'une réalité au sujet de l'immigration et des relations internationales par les gouvernements canadien et américain.

Ainsi, pour chacune des catégories de discours analysé (telles que présentées dans la méthodologie), nous identifierons les stratégies discursives employées par les gouvernements Trudeau et Trump.

Dans son discours à l'ONU, Trudeau utilise des termes comme « espoir » et « intégration à la classe moyenne » afin de qualifier le processus d'installation des réfugiés syriens. Il emploie aussi à répétition des mots comme « sécurité » et « paix » afin de qualifier le rôle du Canada sur la scène internationale. Jamais il ne fait allusion à de possibles problèmes de sécurité publique ou encore, aux tensions sociales que pourrait engendrer l'accueil des réfugiés syriens en sol canadien. Le champ lexical a donc une connotation plutôt positive et contribue à construire une réalité où le Canada est un espace sécuritaire où les réfugiés syriens seront reçus et intégrés rapidement.

Dans les discours où Trudeau s'adresse aux citoyens canadiens, il est question principalement de développement économique et de cohésion sociale. Il utilise des expressions comme « force » et « ambition », systématiquement mises en relation avec l'idée de diversité et de développement économique. De plus, le premier

ministre emploie le mot « espoir » quand il parle de l'avenir du Canada et des possibilités qui s'offriront aux citoyens du pays. Cette stratégie discursive contribue à créer une réalité au sujet de la diversité : elle est un moteur de développement et une fierté pour le Canada.

Lors de sa première visite officielle à l'étranger, Trudeau a choisi d'aborder dans son discours l'importance de la diversité au Canada. Alors qu'il vante les mérites du multiculturalisme canadien, le premier ministre parle « d'inclusion », un mot qu'il utilise aussi afin de qualifier les valeurs canadiennes. Ensuite, pour aborder le rôle du Canada à l'étranger, les mots clés « inclusion » et « aide » servent à définir les intentions et les actions canadiennes sur la scène internationale. Et les termes « espoir » et « paix » sont encore une fois retenus. D'ailleurs, le titre du discours – « La diversité, force du Canada » – est évocateur et résume bien l'essence de l'allocution. Avec ces expressions, Trudeau construit une réalité où le Canada est un pays ouvert à la coopération et qui a une expertise en matière d'immigration et de vivre-ensemble.

Dans son allocution à l'arrivée des premiers réfugiés syriens dont les demandes ont été traitées sous son gouvernement, les mots clés pour exprimer le sentiment des Canadiens sont « fierté » et « accueil chaleureux ». Le premier ministre répète aussi à plusieurs reprises le mot « sécurité ». Ce terme est associé à un Canada où les réfugiés pourront s'établir en paix. Le message du gouvernement canadien semble construit comme un mot de bienvenue aux réfugiés syriens : le Canada est un pays chaleureux et sécuritaire, et leur arrivée fait la fierté des citoyens. Cette stratégie discursive participe à la construction d'une réalité où les citoyens canadiens sont enthousiastes et heureux de recevoir des réfugiés syriens, qui pourront vivre en sécurité en sol canadien.

Or, il est pertinent de noter certaines omissions de la part du gouvernement canadien. Il est particulièrement intéressant de noter que d'aucune manière les retards dans le traitement des demandes des réfugiés syriens n'ont été abordés. Alors que Justin Trudeau parle abondamment du nombre de réfugiés syriens accueillis en sol canadien et de l'importance de l'effort déployé afin de les accueillir rapidement, la question des défis de la mise en place de cette politique publique n'est jamais abordée. De plus, il présente l'opinion canadienne au sujet de l'accueil des réfugiés syriens comme si elle faisait l'unanimité : tous les citoyens sont heureux et fiers d'accueillir des réfugiés syriens. Bien qu'il soit vrai que les citoyens canadiens sont particulièrement enthousiastes à l'idée d'accueillir des réfugiés syriens, cette question a été un enjeu électoral notamment parce qu'elle ne fait pas l'unanimité.

En résumé, nous constatons que les termes « espoir » et « inclusion » sont presque systématiquement présents dans les discours de Justin Trudeau. Cela nous porte à croire que le premier ministre canadien souhaite projeter une image positive et rassurante du Canada. Ainsi, il articule le savoir, tel que conceptualisé par Berger et Luckmann, au sujet de l'immigration au Canada – c'est-à-dire « la certitude de l'occurrence d'un phénomène et la reconnaissance de ses caractères spécifiques » (traduction libre de Berger et Luckman, 1966, p. 13) – autour de deux éléments. Premièrement, la diversité et l'inclusion sont des valeurs fondamentalement canadiennes. Deuxièmement, cette diversité constitue une richesse tant économique que sociale. À la lumière de ces résultats, nous pouvons affirmer que l'administration Trudeau construit un discours où le Canada est dépeint comme un pays porteur d'espoir qui joue un rôle pacificateur sur la scène internationale.

Dans son discours à l'Assemblée générale des Nations Unies à New York, le président Trump utilise quant à lui le terme « sovereignty » à plusieurs reprises afin de définir son pays. Il est intéressant de noter que la question de la souveraineté des États-Unis est souvent mentionnée quand il est question de décisions en matière de

sécurité publique et de contrôle des frontières. Le mot « patriotism » revient aussi à plusieurs reprises, tant au sujet des États-Unis que des autres pays membres des Nations Unies. Ainsi, selon le concept de savoir (Berger et Luckman, 1966), Trump présente la souveraineté des États-Unis et l'importance du patriotisme comme des connaissances objectives. Cela nous amène aux deux autres termes utilisés dans le cadre de ce discours : « freedom » et « justice ». Les termes clés de liberté et de justice sont présentés comme des valeurs fondamentalement américaines. Le président affirme d'ailleurs qu'elles font partie de ses priorités à titre de chef d'État. Il construit ainsi une réalité où la priorité est de défendre ces caractéristiques du peuple américain.

Dans le discours adressé aux citoyens américains au sujet de l'immigration, le mot clé omniprésent est « illegal immigrants », employé dans un contexte de contrôle de la sécurité publique américaine. En faisant référence aux immigrants ne détenant pas de statut légal pour vivre aux États-Unis, l'administration Trump aborde la question du contrôle des frontières. Le second terme clé est « law ». Il est utilisé dans le cadre de deux contextes différents. Dans le premier, le président se présente comme un élément de changement et promet de modifier les lois qui encadrent l'immigration aux États-Unis. Dans le deuxième, il affirme que les lois américaines en matière d'immigration sont injustes et inefficaces. Trump fait voir comme un phénomène objectif l'idée que les immigrants illégaux sont une menace et que le contrôle des frontières est insuffisant. Par cette stratégie discursive, il contribue à créer une réalité où les lois encadrant l'immigration américaine sont complètement désuètes.

Dans le cadre de sa première visite à l'étranger, nous avons identifié trois termes clés dans le discours de Trump. Le premier, « terrorism », est présenté comme un enjeu prioritaire, non seulement pour les États-Unis, mais aussi pour le monde entier. En effet, le président pointe du doigt l'Iran, qui, selon lui, contribue au fait que le terrorisme gagne de la force et du terrain dans la région du Moyen-Orient. Dans un

même souffle, il demande à l'Arabie saoudite de s'engager à combattre le terrorisme. Le message américain est donc une invitation à la solidarité devant une menace qui plane sur les deux nations. Le deuxième terme clé de ce discours est « holly », qui qualifie la terre de l'Arabie saoudite et les citoyens américains et saoudiens. En faisant allusion à différentes reprises à Dieu et au caractère sacré des institutions et des lieux, le président américain souligne une caractéristique commune avec le gouvernement saoudien : les deux nations ont chacune une religion officielle monothéiste, et ces religions comprennent des écrits religieux fondateurs communs. Nous interprétons ces rappels religieux dans la construction de la réalité selon une perspective américaine comme une tentative de rapprochement et de création d'une alliance diplomatique.

Au sujet des réfugiés syriens et des ressortissants de pays traditionnellement musulmans, Trump utilise le terme « alien », lié au mot clé « terrorism ». L'union des deux mots fait voir la menace que représentent les réfugiés pour la sécurité publique comme un phénomène réel. Par conséquent, le président défend l'idée que le gouvernement ne détient que très peu d'information au sujet de ces populations et qu'il est donc impossible de les accueillir en sol américain en toute confiance. De plus, lorsqu'il est question des réfugiés et des immigrants de religion musulmane, le président utilise deux autres termes de manière récurrente, soit « security » et « risk ». Cela nous porte à croire que le message américain construit une réalité où l'accueil des réfugiés et des immigrants de religion musulmane génère un sentiment de peur et de panique chez ses interlocuteurs.

En ce qui concerne les omissions d'informations, le gouvernement américain ne mentionne jamais d'anecdotes où des Américains accueillis à titre de réfugiés ou de foi musulmane participent activement à l'enrichissement et au développement de la société. De plus, il fait un lien entre l'immigration et le terrorisme. En ce sens, la stratégie du gouvernement est de rappeler les effets négatifs de l'immigration et la

nécessité d'augmenter le contrôle des frontières afin d'atténuer les risques pour la sécurité publique.

#### 4.2.4 L'articulation des rôles et des pouvoirs dans chacun des discours

Nous en venons à la troisième question sectorielle de ce mémoire : « Comment s'articulent les rôles et les pouvoirs dans les discours des administrations Trudeau et Trump? » Afin d'y répondre, nous nous appuyerons sur le concept de pouvoir selon Foucault. Nous chercherons ainsi à savoir qui possède le pouvoir, c'est-à-dire de quelle façon certains acteurs exercent une domination sur d'autres acteurs. Nous souhaitons également découvrir de quelle manière ce pouvoir attribue des rôles précis aux différents acteurs impliqués. Nous analyserons quelles actions les deux gouvernements ont le pouvoir et la liberté d'entreprendre selon leur rôle et leurs discours. Pour chacun, nous présenterons les systèmes de différenciation en lien avec les types d'objectifs et les mécanismes permettant aux acteurs dominants de concrétiser leur relation de pouvoir. Nous examinerons ensuite la manière dont les formes d'institutionnalisation permettent d'appliquer les mécanismes mentionnés. Enfin, nous verrons dans quelle mesure la concrétisation de la relation asymétrique de pouvoir entre deux acteurs est efficace et atteint ses objectifs.

##### 4.2.4.1 Les relations de pouvoir dans le discours de l'administration Trudeau

Notre analyse nous a permis d'identifier un grand thème autour duquel s'articulent les relations de pouvoir sous l'administration Trudeau : les personnes qui célèbrent la diversité et l'inclusion par opposition à celles qui misent sur la peur et la fermeture afin de servir leurs intérêts. Le processus de subjectivation et l'articulation de la relation de pouvoir du gouvernement canadien, ouvert et inclusif, par rapport aux autres se déclinent sous trois formes. Dans la première, le gouvernement Trudeau

souligne la différence entre les gens qui cherchent à exploiter le sentiment de peur de la population au sujet de l'immigration, et plus particulièrement de l'accueil des réfugiés, et ceux qui comptent sur l'espoir et la bienveillance des citoyens :

« In the end, my friends, there is a choice to be made. Strong, diverse, resilient countries like Canada didn't happen by accident, and they won't continue without effort. Every single day, we need to choose hope over fear, and diversity over division. Fear has never fed a family nor created a single job. And those who exploit it will never solve the problems that have created such anxiety. Our citizens, the nearly 7.5 billion people we collectively serve, are better than the cynics and pessimists think they are. They want their problems solved not exploited. » (Trudeau, 19 septembre 2016)

Ainsi, le premier ministre canadien se présente comme ayant le réel pouvoir, car il mise sur l'inclusion et la diversité. La deuxième forme que prend le processus de subjectivation met en relief la différence entre les personnes pro-immigration et celles qui ont des réticences par rapport à l'immigration.

« Comme bien d'autres nations, le Canada est en constant débat entre ceux qui souhaitent que nous formions un bloc restreint et que nous construisions des murs et les autres, qui nous rappellent que nous sommes précisément qui nous sommes en raison de notre ouverture, de notre diversité et de notre capacité d'inclusion. » (Trudeau, 26 novembre 2015)

Enfin, Trudeau souligne la différence entre les leaders qui mobilisent la population en jouant sur la peur de l'étranger et ceux qui prônent l'espoir. Il défend l'idée selon laquelle il est possible de combattre l'État islamique tout en favorisant l'inclusion de personnes de toutes origines :

« À la suite d'horribles événements comme les attaques récentes à Paris, nous devons rappeler au monde entier que la paix est possible, et que chaque fois, l'espoir continuera à vaincre la peur. Et alors que nous renouvelons notre volonté de travailler avec la communauté internationale pour aider à prévenir de telles attaques, et tandis que nous réaffirmons notre participation résolue à la coalition contre l'EIL, nous renouvelons également notre volonté de collaborer à bâtir un monde dans lequel la diversité et la différence sont promues et célébrées. » (Trudeau, 20 septembre 2016)

Selon le concept de pouvoir de Foucault, Trudeau subjectivise les individus qui utilisent la peur afin de servir leurs intérêts politiques. Il les présente comme ne détenant pas de pouvoir réel. Concernant l'objectif général qui sous-tend la relation de pouvoir, le gouvernement Trudeau mise sur la construction d'une société plus inclusive où la diversité est perçue comme une richesse. De façon plus précise, l'objectif de Trudeau en matière d'immigration est d'intégrer les réfugiés syriens le plus rapidement possible à l'économie canadienne. À ce sujet, il affirme :

« But our efforts will not truly be successful until those refugees have become established, full-fledged members of the Canadian middle class. And I want you to know that this objective is within our grasp –not because of what we have done, but because of what they are themselves. » ( Trudeau, 20 septembre 2016)

Le mécanisme utilisé par l'administration Trudeau afin de concrétiser son pouvoir sur les différents acteurs est la persuasion par les mots. À ce sujet, Foucault reconnaît que le discours est un moyen de concrétiser les rapports de force, au même titre que la force physique ou la surveillance, par exemple. L'institutionnalisation du rapport de force se manifeste par les politiques publiques de l'État canadien en matière d'immigration et de relations internationales. Finalement, il est difficile d'évaluer à quel point le premier ministre a atteint son objectif plus large de créer une société canadienne inclusive où la diversité est célébrée. Par contre, en ce qui concerne son objectif précis au sujet des réfugiés syriens, différents éléments nous portent à croire qu'il l'a atteint en partie. Il a notamment accueilli le nombre de réfugiés syriens prévu dans la première année de son mandat. Ainsi, selon la théorie du pouvoir de Foucault, il a réussi dans une certaine mesure à affirmer son pouvoir.

#### 4.2.4.2 Les relations de pouvoir dans le discours de l'administration Trump

Les relations de pouvoir dans le discours de Trump se résument à une différenciation qui s'articule de deux façons. La première différenciation consiste à créer une division entre les personnes qui participent à l'économie et celles qui n'y participent pas. Selon cette logique, les citoyens américains participent à l'économie et les immigrants qu'il qualifie d'illégaux et les réfugiés n'y participent pas et profitent du système. Trump fait valoir que cette inégalité entre les gens qui participent à l'économie et les immigrants illégaux, qui nuisent à la sécurité et à la prospérité du peuple américain, est injuste. « *We want fairness* », dit-il.

Ainsi, il se présente comme l'acteur ayant le pouvoir : il participe à l'économie et décrit la relation asymétrique envers ceux qui ne génèrent pas de richesse pour les États-Unis. En lien avec cette première différenciation, l'objectif de l'administration Trump est de réduire le nombre de ressortissants des pays visés et le nombre de réfugiés afin de défendre l'intérêt national américain.

L'administration américaine mise donc sur le contrôle des frontières et l'expulsion afin d'exercer un pouvoir sur les immigrants qu'elle qualifie d'illégaux et les réfugiés. Concrètement, le président Trump interdit aux réfugiés et aux ressortissants de pays traditionnellement musulmans de franchir les frontières américaines. De plus, il a affirmé à plusieurs reprises, notamment par le DACA, qu'il expulserait les immigrants ne possédant pas de statut juridique leur permettant de rester aux États-Unis.

Sur le plan institutionnel, il utilise le système juridique américain afin de concrétiser ce rapport de force. Ces lois ayant été adoptées il y a moins d'un an, il est difficile de savoir si leurs mécanismes atteignent réellement leurs objectifs. Cela dit, nous pouvons constater que l'administration Trump a affectivement réussi à institutionnaliser les mécanismes de pouvoir tels que définis par Foucault.

Par ses discours, le président américain articule une deuxième forme de division qui mobilise des acteurs différents : les terroristes par rapport au reste de la société.

« This is not a battle between different faiths, different sects, or different civilizations. This is a battle between barbaric criminals who seek to obliterate human life, and decent people of all religions who seek to protect it. This is a battle between Good and Evil. » ( Trump, 21 mai 2017)

Son objectif est de combattre le terrorisme par le contrôle et par la force physique afin de s'assurer que les États-Unis soient un pays sécuritaire et libre. Ainsi, il se présente comme étant l'acteur en position de pouvoir, qui peut agir sur les membres des organisations terroristes.

Les mécanismes utilisés afin d'exercer un pouvoir sur les membres d'organisations terroristes mobilisent aussi la force physique. Trump souhaite notamment mieux contrôler les frontières afin de diminuer les risques d'attaques terroristes en sol américain. Il souhaite aussi mener une guerre contre le terrorisme hors des États-Unis. En ce sens, il a demandé à certains acteurs de s'assurer qu'aucune forme de financement ne soit octroyée aux terroristes. Ainsi, il propose un deuxième mécanisme afin d'exercer son pouvoir : le contrôle des ressources. Lors de son allocution en Arabie Saoudite, il affirmait :

« As we deny terrorist organizations control of territory and populations, we must also strip them of their access to funds. We must cut off the financial channels that let ISIS sell oil, let extremists pay their fighters, and help terrorists smuggle their reinforcements. » (Trump, 21 mai 2017)

L'exercice du pouvoir dans le discours de Trump se manifeste par le biais de deux institutions. Afin de concrétiser le contrôle des frontières et le contrôle physique, il utilise le système juridique américain. En ce qui concerne les attaques militaires visant les organisations terroristes hors des États-Unis, il utilise plutôt l'institution militaire américaine. Quant à la rationalisation, et donc l'atteinte de ses objectifs,

l'administration Trump a effectivement réussi à empêcher l'entrée de réfugiés en sol américain. De plus, une interdiction de voyage visant des ressortissants de pays musulmans est actuellement en place. Au sujet d'une alliance avec d'autres pays afin de mener des attaques contre des organisations terroristes, aucune proposition concrète n'est actuellement connue du public.

#### 4.2.5 Question centrale et principale conclusion

Dans cette partie du travail, nous répondrons à la question centrale de notre recherche et nous présenterons les principales conclusions.

Notre question principale de recherche était : « Comment s'articule le processus de construction du discours des administrations Trump et Trudeau entourant l'immigration, depuis l'entrée en poste de Justin Trudeau jusqu'à l'augmentation des demandeurs d'asile en provenance des États-Unis en août 2017? »

Le discours de l'administration Trudeau a été construit autour d'un message clé sur la valeur de la diversité canadienne et le rôle pacificateur que le Canada souhaite jouer sur la scène internationale. L'analyse des discours du premier ministre canadien nous a permis de percevoir une cohérence dans sa performance discursive : bien que certains éléments soient davantage mis de l'avant en fonction de l'auditoire auquel il s'adresse, son message clé demeure constant. Ainsi, en matière d'immigration, le gouvernement canadien présente l'accueil de néo-canadiens et la pluralité de leurs origines comme une caractéristique propre à la société canadienne. Conscient que l'immigration est parfois source de méfiance et de peur pour les citoyens canadiens, il présente le monde sous deux catégories : les personnes ouvertes et inclusives, qui misent sur l'espoir, versus celles qui génèrent la peur afin de mieux diriger. Le discours de l'administration Trudeau est cohérent avec ses

politiques de relations internationales : le Canada souhaite coopérer avec les pays membres d'institutions diplomatiques. Le gouvernement aspire à jouer un rôle pacificateur par rapport aux zones de conflit et à accueillir les réfugiés qui fuient l'instabilité politique et la violence.

Le discours de l'administration Trump, quant à lui, s'articule autour du message clé suivant : depuis trop longtemps, l'immigration et le faible contrôle des frontières sont néfastes pour les États-Unis. Il mentionne aussi que les personnes de pays traditionnellement musulmans représentent une menace réelle pour la sécurité publique américaine.

L'analyse discursive des allocutions du président américain nous a permis de constater un double discours et ce, à plusieurs reprises. Premièrement, tout en critiquant ouvertement différentes institutions diplomatiques, le président Trump enjoint les pays membres à créer une alliance afin de combattre le terrorisme. Deuxièmement, après avoir mis en place un ordre exécutif visant l'interdiction de passage de ressortissants de pays traditionnellement musulmans en invoquant leur caractère barbare, Trump fait sa première visite officielle à l'étranger en Arabie saoudite. Ainsi, ses messages clés varient selon le public auquel le président s'adresse.

Cela dit, nous pouvons tout de même identifier les grandes lignes de sa performance discursive. En matière d'immigration, le président Trump présente la défense des intérêts des citoyens américains comme une priorité nationale. Afin d'atteindre cet objectif, le contrôle des frontières et la réduction de l'immigration sont présentés comme les solutions les plus efficaces. Son discours en matière d'immigration lui permet donc de légitimer ses politiques de relations internationales : les États-Unis ne veulent pas investir dans des institutions où ils sont tenus d'accueillir des réfugiés et d'adhérer à certaines conventions qui régissent le contrôle de leurs frontières.

Cela confirme notre hypothèse de base : que les discours des deux gouvernements ont été produits dans un premier temps afin de légitimer leurs décisions en matière d'immigration et d'affirmer leur ligne d'action sur la scène internationale.

## CONCLUSION

Nous nous sommes penchée sur la construction du discours des administrations Trump et Trudeau sur l'immigration et les relations internationales. L'objectif de ce mémoire était de comparer les discours entourant leurs politiques publiques entourant ces domaines.

Dans le cadre de notre problématique, nous avons présenté les politiques publiques phares de chacune des administrations en matière d'immigration et de relations internationales. Nous avons exposé les politiques de la plateforme électorale de Justin Trudeau en ce qui concerne la réunification familiale, l'immigration humanitaire et l'immigration économique. Sur le plan des relations internationales, nous avons vu de quelle manière le Canada agit de façon concrète afin de réinvestir les institutions diplomatiques. Au sujet des politiques phares de l'administration Trump, il a été question de la promesse électorale de déporter les immigrants qui n'ont pas le statut légal leur permettant de demeurer aux États-Unis et de la construction d'un mur à la frontière entre les États-Unis et le Mexique. Nous nous sommes également penchée sur l'ordre exécutif visant à interdire les ressortissants de sept pays musulmans en sol américain et le refus d'accueillir des réfugiés. Du côté des relations internationales, le président a dit vouloir renégocier plusieurs accords et limiter son rôle et l'investissement américain au sein de différentes institutions diplomatiques.

Nous avons ensuite comparé la construction des discours des deux administrations. Afin d'y arriver, nous avons choisi l'analyse discursive comme outil d'investigation. Nous avons analysé huit discours, que nous avons classés de manière thématique, selon les périodes et les circonstances où ils ont été livrés. Par la suite, nous avons répondu aux trois questions sectorielles de ce mémoire et à notre question principale de recherche. Ce travail d'analyse nous a permis de faire plusieurs observations.

L'administration Trudeau se met en scène comme un gouvernement qui favorise la diversité, l'inclusion et l'augmentation du nombre d'immigrants accueillis au pays. Trudeau fait valoir que la prospérité du Canada est liée au fait que la société est diversifiée et que la cohésion sociale y est forte. Selon lui, le Canada est donc outillé pour jouer un rôle clé sur la scène internationale, notamment en ce qui concerne le processus de paix au Moyen-Orient et le flux de réfugiés en provenance de cette région. C'est pourquoi le gouvernement Trudeau souhaite réinvestir les institutions diplomatiques.

L'administration Trump, de son côté, se présente comme un gouvernement qui a à coeur la justice et la sécurité pour ses citoyens. Trump fait valoir que les immigrants ne possédant pas le statut légal leur permettant de rester en sol américain ont pris avantage des richesses du pays sans y participer. Cela se traduit en un appauvrissement pour les citoyens américains de la classe moyenne. Son discours s'articule aussi autour de la menace terroriste constante. Afin de régler ces deux problèmes, il souhaite contrôler davantage les frontières terrestres et aériennes américaines. Sur le plan des relations internationales, le gouvernement américain évoque des rapports inégalitaires, notamment dans le cadre d'accords économiques et de sa participation financière aux institutions diplomatiques.

En résumé, notre analyse nous a permis de valider notre hypothèse de départ, selon laquelle les discours des administrations canadienne et américaine cherchent à légitimer leurs décisions en matière d'immigration et à affirmer leur ligne d'action sur la scène internationale.

#### *Limites de la recherche*

Nous avons identifié trois limites majeures à notre recherche. La première concerne la

période étudiée et le corpus sélectionné. La chronologie d'évènements étudiée étant somme toute récente, à titre de chercheuse, nous avons peu de recul par rapport à ces évènements. Une distance aurait été bénéfique, car elle nous aurait permis de répondre aux questions sectorielles de manière plus approfondie et plus nuancée. De plus, du fait que les évènements sont récents, il est impossible d'évaluer l'influence des discours à long terme. Par exemple, il est difficile d'étudier de quelle manière les discours des deux administrations ont été reçus sur la scène internationale. Il aurait aussi été pertinent d'observer l'évolution des politiques publiques d'immigration en fonction des discours de l'un et l'autre gouvernement. De plus, si nous avions bénéficié de plus de temps entre les évènements étudiés et la rédaction de ce mémoire, nous aurions eu accès, par exemple, à davantage d'informations au sujet des jeux d'arrière-scène (Goffman).

Ce qui nous amène à la deuxième limite de ce travail : ce mémoire ne s'attarde pas à la réaction de la population ou des médias aux discours des deux chefs de gouvernement. Cela représente un obstacle pour la mesure de l'efficacité réelle des discours américains et canadiens en matière d'immigration et de relations internationales. Considérant qu'un discours politique s'adresse à un public, il aurait été pertinent de savoir comment ce public reçoit le message qui lui est partagé. Concrètement, cette vérification aurait pu se faire à partir des résultats des élections suivant le premier mandat de chacun des chefs de gouvernement. Nous aurions alors eu des information sur l'opinion publique au sujet des discours respectifs des deux administrations en matière d'immigration. De plus, en nous intéressant aux réactions de la population et des médias, nous aurions pu approfondir davantage l'analyse de la construction de la réalité selon la théorie de Berger et Luckmann (1966). Bref, la construction de la réalité prend forme dans sa dimension relationnelle. Dans cette mesure, la rétroaction de la population ou des médias aux discours des deux administrations aurait été enrichissante.

Une troisième limite de notre recherche concerne la délimitation de notre objet d'étude. Dans le cadre de ce mémoire, nous nous sommes penchée sur les actes des gouvernements Trudeau et Trump en matière d'immigration et de relations internationales. Or, les politiques publiques incluent non seulement les actes, mais aussi les non-actes des gouvernements. Nous jugeons qu'avoir étudié uniquement les actes constitue une limite de notre mémoire. Il aurait été intéressant de nous pencher davantage sur les programmes d'immigration qui n'ont pas fait l'objet de discours. Nous nous sommes concentrée sur les actions et sur les affirmations, alors que l'inaction et les sujets laissés sous silence sont tout aussi révélateurs de la logique argumentative d'un gouvernement. Une étude plus exhaustive de l'ensemble des politiques publiques en matière d'immigration et de relations internationales nous aurait permis de formuler une analyse plus complète et plus nuancée. Toutefois, une telle recherche représenterait un travail trop important dans le cadre d'une maîtrise.

#### *Pistes futures de recherche*

Enfin, comme il fallait délimiter l'objet de notre étude et établir un équilibre dans l'échantillon des discours, et aussi en raison du temps limité dont nous disposions, ce mémoire ne couvre pas les relations diplomatiques entre le Canada et les États-Unis sous les administrations Trudeau et Trump. Nous sommes d'avis qu'une telle analyse constituerait une piste de recherche future des plus riches. Considérant que le Canada et les États-Unis ont des liens diplomatiques extrêmement étroits, leurs positions parfois opposées en matière d'immigration et leurs intérêts politiques, qui semblent parfois en contradiction, placent chacun des pays dans une situation délicate du point de vue de la diplomatie publique et de la gouvernance nationale. Nous croyons donc que cette recherche serait pertinente pour l'avancée des connaissances en matière de communication internationale et de politiques publiques.

De plus, avec l'élection récente des deux gouvernements et la chronologie des évènements toujours en évolution en matière d'immigration, aucune étude n'a été réalisée à ce sujet. Au-delà des politiques d'immigration, qu'en est-il des relations diplomatiques entre les gouvernements canadien et américain? En lien avec les enjeux d'immigration et de relations internationales, comment s'articule le pouvoir dans la relation entre les deux pays?

Une seconde piste de recherche future serait de mesurer dans quelle mesure les citoyens de chacun des pays respectifs sont en accord avec la logique argumentative de leur chef d'État. Pour se faire, il serait intéressant de voir dans les prochaines élections américaines et canadiennes, quels sont les débats en matière d'immigration et de relations internationales. Il sera aussi intéressant de voir si les deux politiciens sont réélus à leur poste. Dans quelle mesure leurs discours en matière d'immigration et de relations internationales trouvent un écho dans leur culture respective ?

## ANNEXE A

### GRILLE D'ANALYSE POUR LES QUESTIONS SECTORIELLES

**Objectif 1 en lien avec le concept de mise en scène de Goffman :** Identifier la posture de chacune de l'administration Trump et Trudeau relativement à la migration dans leur pays respectif

**Question sectorielle 1 :** Quelle est la position politique défendue par les administrations Trudeau et Trump en matière d'immigration ?

- a) Quelles sont les ressemblances et les différences entre les messages des deux administrations ?
- b) Comment la migration économique, les demandeurs d'asile, les réfugiés et les migrants en provenance de pays traditionnellement musulmans sont-ils présentés ?
- c) Comment s'articule l'argumentation des deux chefs de gouvernement afin d'appuyer leur position politique ?

**Objectif 2 en lien avec la construction de la réalité subjective par la communication, Berger et Luckmann :** Comprendre comment les stratégies discursives mobilisées par les deux administrations sont instrumentalisées afin de construire une certaine réalité

**Question sectorielle 2:** Quel est le processus de construction du message employé par les deux administrations ?

- a) Quelles sont les expressions et les mots clefs utilisés ?
- b) Comment les termes « migrants », « demandeurs d'asile », et « réfugiés » sont-ils utilisés ?

**Objectif 3 :** Comprendre quels rôles et quels pouvoirs sont conférés aux migrants et au gouvernement dans le discours de l'administration Trudeau et Trump

**Question sectorielle 3 en lien avec la théorie du pouvoir de Foucault :** Comment s'articulent les rôles et les pouvoirs des migrants et du gouvernement canadien dans le discours de l'administration Trudeau et Trump ?

a) Comment s'articule le système de différenciation dans chacun des discours ?

b) Quels sont les buts poursuivis par les acteurs qui détiennent le pouvoir d'agir sur les actions des autres ?

c) Quels sont les mécanismes permettent aux acteurs dominant de concrétiser leurs relations de pouvoir ?

## ANNEXE B

### Échantillon 1

L'allocution du premier ministre Justin Trudeau à l'Assemblée générale des Nations Unies. New York (New York), 20 septembre 2016.

Le texte prononcé fait foi Bon après-midi.

Monsieur le Président, mesdames et messieurs les délégués, chers amis. C'est un honneur d'être avec vous aujourd'hui.

Et c'est un plaisir d'être ici dans la magnifique ville de New York. Encore une fois cette semaine, les New-Yorkais se sont montrés résilients et résolus face à l'extrémisme violent.

Au nom de toutes les personnes ici dans cette salle, permettez-moi de m'adresser directement

à la population de New York : vous êtes un exemple pour le monde entier. Et nous vous remercions. Discours

Un dirigeant a la responsabilité de passer du temps avec les gens qui l'ont élu pour les servir.

Si on veut connaître les vraies histoires, il faut aller là où les gens vivent. Dans les cafés, dans les sous-sols des églises, les mosquées et les synagogues. Les marchés fermiers. Les parcs publics.

C'est dans ce genre d'endroits que j'ai le mieux perçu ce que pensaient les Canadiens et comment ils allaient. Et à travers la politesse – parce que les Canadiens sont en e!et polis, même lorsqu'ils se plaignent – j'ai appris certaines choses.

J'ai parlé à des gens de mon âge qui essayaient d'être optimiste par rapport à leur avenir, mais qui avaient du mal à joindre les deux bouts, même s'ils avaient un emploi à temps plein.

J'ai entendu des jeunes Canadiens qui m'ont fait part de leur frustration. Ils m'ont dit qu'ils avaient du mal à trouver du travail à cause de leur manque d'expérience, et qu'ils ne pouvaient pas acquérir l'expérience dont ils avaient besoin parce qu'ils

n'avaient pas de travail.

J'ai entendu des femmes et des jeunes filles me dire qu'elles faisaient encore face à des inégalités en milieu de travail. Qu'elles étaient encore victimes de la violence, simplement parce qu'elles sont des femmes, même dans un pays progressiste comme le Canada.

J'ai rencontré des parents qui travaillent fort pour donner à leurs enfants toutes les chances de réussir, mais qui ont peur que leurs efforts ne seront pas suffisants.

Et j'ai eu l'occasion de partager des repas avec des aînés à la retraite qui ont travaillé fort toute leur vie et qui sont maintenant forcés de se rendre dans des banques alimentaires.

J'ai eu trop de conversations troublantes avec des Canadiens au cours des dernières années. Mais elles ont mis quelque chose au clair pour moi.

Les Canadiens croient encore au progrès. Ou du moins, que le progrès est possible. Mais cet optimisme est mêlé à beaucoup d'inquiétude.

Évidemment, les Canadiens ne sont pas les seuls à se sentir comme ça. Ces sentiments sont présents partout. Cette anxiété est une réalité.

Quand les dirigeants sont confrontés à l'inquiétude de leurs citoyens, ils ont un choix à faire. Est-ce qu'il faut exploiter cette inquiétude ou l'apaiser?

C'est facile de l'exploiter. Mais pour l'apaiser, il faut être prêt à répondre à certaines questions très directes.

Qu'est-ce qui permettra de créer les bons emplois bien rémunérés que les gens veulent, dont ils ont besoin et qu'ils méritent?

Qu'est-ce qui renforcera et fera croître la classe moyenne et aidera ceux qui travaillent fort pour en faire partie?

Qu'est-ce qui permettra de bâtir une économie qui fonctionne pour tout le monde?  
Qu'est-ce qui aidera à rendre le monde plus sûr, plus pacifique?

Pour soulager l'inquiétude des gens, nous devons créer une croissance économique dont les retombées seront largement partagées, parce qu'un monde équitable et prospère est un monde pacifique.

Nous devons nous concentrer sur ce qui nous unit, et non pas sur ce qui nous divise.

Pour le Canada, il s'agit de se réengager dans les affaires mondiales au sein d'institutions comme les Nations Unies. Ce n'est pas dans notre intérêt – ni dans l'intérêt du reste du monde – de prétendre que nous ne sommes pas profondément touchés par ce qui se passe à l'extérieur de nos frontières.

Plus tôt cette année, nous avons aidé à négocier l'Accord de Paris sur les changements climatiques. Dans le cadre de notre engagement à sa mise en œuvre, nous avons annoncé que le Canada investirait 2,65 milliards de dollars sur cinq ans pour financer la croissance propre et à faible intensité de carbone dans les pays en développement.

Dans le but d'aider à promouvoir la paix et la sécurité dans des zones touchées par l'instabilité, nous avons réaffirmé notre soutien à l'OTAN, en plus de nous être engagés à accroître le rôle du Canada au sein des opérations de maintien de la paix des Nations Unies.

Et nous avons accueilli la 5<sup>e</sup> Conférence de reconstitution des ressources du Fonds mondial en augmentant de 20% notre contribution. Nous donnerons plus de 800 millions de dollars au Fonds mondial. Et nous avons aussi encouragé nos partenaires à accroître leurs contributions, ce qui a permis d'amasser 13 milliards de dollars pour éliminer le sida, la tuberculose et le paludisme d'ici 2030.

Nous avons accompli tout cela – et nous en ferons beaucoup plus – parce que nous sommes convaincus qu'il faut contrer l'inquiétude avec un plan clair pour dissiper les causes qui en sont à l'origine.

Nous croyons que nous devrions rassembler les gens autour de nos objectifs communs, comme les objectifs de développement durable de l'ONU.

Autrement, quelle autre option s'offre à nous?

Exploiter cette inquiétude?

La transformer en peur et en reproches?

Rejeter ceux qui sont différents, qui parlent ou qui prient d'une manière différente de la nôtre?

Vous savez, au Canada, nous avons bien compris une chose. Nous ne l'avons pas compris parfaitement, mais nous l'avons bien compris.

Au Canada, nous considérons notre diversité comme une source de force, non comme une faiblesse. Notre pays est fort, non pas en dépit de nos différences, mais bien grâce

à elles.

Et soyons clairs: nous avons commis des erreurs importantes. De l'internement des Canadiens d'origines ukrainienne, japonaise et italienne pendant les guerres mondiales, à notre refus d'accueillir des bateaux de réfugiés juifs et punjabis; à la marginalisation honteuse des peuples autochtones qui continue de persister.

Ce qui compte, c'est que nous apprenions de nos erreurs et que nous nous engageions à faire mieux.

C'est dans cette optique qu'au cours des derniers mois des Canadiens ont ouvert leurs bras et leur cœur à des familles fuyant le conflit en Syrie. Et dès leur arrivée, ces 31 000 réfugiés ont été accueillis – pas comme des fardeaux, mais comme des voisins et des amis. Comme des nouveaux Canadiens.

Cet effort a rassemblé les Canadiens. D'une façon presque sans précédent, le gouvernement a travaillé avec des gens d'autres, des citoyens engagés et la société civile pour aider les nouveaux arrivants à s'adapter à leur nouveau pays.

Mais nos efforts ne pourront être réussis que lorsque ces réfugiés seront bien établis et membres à part entière de la classe moyenne canadienne.

Et je veux que vous sachiez que cet objectif est à notre portée – non pas en raison de ce que nous avons fait, mais bien en raison de ce qu'ils sont eux-mêmes.

Vous voyez, ces réfugiés sont des gens qui ont les mêmes espoirs et les mêmes rêves que nos propres citoyens.

Mais alors que notre population s'inquiète, les Syriens eux, ont vécu une catastrophe. Savez-vous où se trouvent les membres de la classe moyenne syrienne? Ils vivent dans des camps de réfugiés en Turquie, au Liban et en Jordanie.

Ils se déplacent à travers l'Europe, à la recherche d'un endroit où s'installer, pour que leurs enfants puissent retourner à l'école, pour trouver un emploi stable et pour être des citoyens productifs.

Les camps de réfugiés sont remplis de membres de la classe moyenne de Syrie. Des médecins et des avocats. Des enseignants et des entrepreneurs. Ils sont très instruits. Ils travaillent fort. Ils se soucient de leur famille. Ils veulent une vie meilleure – un avenir plus sûr et plus sécuritaire pour leurs enfants – comme nous.

Alors quand je dis espérer que les réfugiés syriens que nous avons accueillis soient bientôt en mesure de faire partie de la classe moyenne, je suis convaincu que nous pourrions y parvenir.

Nous le ferons en leur offrant ce que nous offrons à tous nos citoyens : une chance égale et réelle de réussir.

Nous allons tout faire pour bâtir une classe moyenne forte au Canada.

Nous allons investir dans l'éducation, parce qu'elle apporte à la prochaine génération les outils nécessaires pour contribuer à l'économie mondiale et pour réussir.

Nous allons investir dans les infrastructures parce que ça crée de bons emplois bien rémunérés pour la classe moyenne et ça contribue à faire de nos communautés de meilleurs endroits pour vivre, travailler et investir.

Nous sommes déterminés à bâtir une économie qui fonctionne pour tout le monde – pas seulement pour le 1% des plus riches – de façon à ce que chaque personne bénéficie de la croissance économique.

Et nous allons refuser de céder à la pression d'échanger nos valeurs profondes pour des votes faciles. Le monde s'attend à plus de notre part, et nous nous attendons à plus de nous-mêmes.

En bref, mes amis, nous avons un choix à faire. Les pays forts, diversifiés et résilients comme le Canada ne se sont pas construits par hasard, et ils ne le resteront pas tels qu'ils sont sans effort.

Chaque jour, nous devons choisir l'espoir plutôt que la peur; la diversité plutôt que la division.

La peur n'a jamais nourri une famille, ni créé un seul emploi.

Et ceux qui l'exploitent ne résoudront jamais les problèmes qui ont suscité cette inquiétude.

Nos citoyens, les près de 7,5 milliards de personnes que nous servons collectivement, sont meilleurs que ne le croient les cyniques et les pessimistes.

Ils veulent que leurs problèmes soient résolus, pas qu'ils soient exploités.

Écoutez, le Canada est un pays modeste. Nous savons que nous ne pouvons résoudre ces problèmes seuls.

Nous savons que nous devons le faire tous ensemble. Nous savons que le travail sera difficile. Mais nous sommes Canadiens. Et nous sommes ici pour aider.

## **Échantillon 2**

President Donald Trump's statement to the United Nations General Assembly on Sept. 19, 2017, as prepared for delivery.

Mr. Secretary General, Mr. President, world leaders, and distinguished delegates: Welcome to New York. It is a profound honor to stand here in my home city, as a representative of the American people, to address the people of the world.

As millions of our citizens continue to suffer the effects of the devastating hurricanes that have struck our country, I want to begin by expressing my appreciation to every leader in this room who has offered assistance and aid. The American people are strong and resilient, and they will emerge from these hardships more determined than ever before.

Fortunately, the United States has done very well since Election Day last November 8th. The stock market is at an all-time high -- a record. Unemployment is at its lowest level in 16 years, and because of our regulatory and other reforms, we have more people working in the United States today than ever before. Companies are moving back, creating job growth the likes of which our country has not seen in a very long time. And it has just been announced that we will be spending almost \$700 billion on our military and defense.

Our military will soon be the strongest it has ever been. For more than 70 years, in times of war and peace, the leaders of nations, movements, and religions have stood before this assembly. Like them, I intend to address some of the very serious threats before us today but also the enormous potential waiting to be unleashed.

We live in a time of extraordinary opportunity. Breakthroughs in science, technology, and medicine are curing illnesses and solving problems that prior generations thought impossible to solve.

But each day also brings news of growing dangers that threaten everything we cherish and value. Terrorists and extremists have gathered strength and spread to every region of the planet. Rogue regimes represented in this body not only support terrorists but threaten other nations and their own people with the most destructive weapons known to humanity. Authority and authoritarian powers seek to collapse the values, the systems, and alliances that prevented conflict and tilted the world toward freedom since World War II.

International criminal networks traffic drugs, weapons, people; force dislocation and mass migration; threaten our borders; and new forms of aggression exploit technology to menace our citizens.

To put it simply, we meet at a time of both of immense promise and great peril. It is entirely up to us whether we lift the world to new heights, or let it fall into a valley of disrepair.

We have it in our power, should we so choose, to lift millions from poverty, to help our citizens realize their dreams, and to ensure that new generations of children are raised free from violence, hatred, and fear.

This institution was founded in the aftermath of two world wars to help shape this better future. It was based on the vision that diverse nations could cooperate to protect their sovereignty, preserve their security, and promote their prosperity.

It was in the same period, exactly 70 years ago, that the United States developed the Marshall Plan to help restore Europe. Those three beautiful pillars -- they're pillars of peace, sovereignty, security, and prosperity.

The Marshall Plan was built on the noble idea that the whole world is safer when nations are strong, independent, and free. As President Truman said in his message to Congress at that time, "Our support of European recovery is in full accord with our support of the United Nations. The success of the United Nations depends upon the independent strength of its members."

To overcome the perils of the present and to achieve the promise of the future, we must begin with the wisdom of the past. Our success depends on a coalition of strong and independent nations that embrace their sovereignty to promote security, prosperity, and peace for themselves and for the

world.

We do not expect diverse countries to share the same cultures, traditions, or even systems of government. But we do expect all nations to uphold these two core sovereign duties: to respect the interests of their own people and the rights of every other sovereign nation. This is the beautiful vision of this institution, and this is foundation for cooperation and success.

Strong, sovereign nations let diverse countries with different values, different cultures, and different dreams not just coexist, but work side by side on the basis of mutual respect.

Strong, sovereign nations let their people take ownership of the future and control

their own destiny. And strong, sovereign nations allow individuals to flourish in the fullness of the life intended by God.

In America, we do not seek to impose our way of life on anyone, but rather to let it shine as an example for everyone to watch. This week gives our country a special reason to take pride in that example. We are celebrating the 230th anniversary of our beloved Constitution -- the oldest constitution still in use in the world today.

This timeless document has been the foundation of peace, prosperity, and freedom for the Americans and for countless millions around the globe whose own countries have found inspiration in its respect for human nature, human dignity, and the rule of law.

The greatest in the United States Constitution is its first three beautiful words. They are: "We the people."

Generations of Americans have sacrificed to maintain the promise of those words, the promise of our country, and of our great history. In America, the people govern, the people rule, and the people are sovereign. I was elected not to take power, but to give power to the American people, where it belongs.

In foreign affairs, we are renewing this founding principle of sovereignty. Our government's first duty is to its people, to our citizens -- to serve their needs, to ensure their safety, to preserve their rights, and to defend their values.

As President of the United States, I will always put America first, just like you, as the leaders of your countries will always, and should always, put your countries first. (Applause.)

All responsible leaders have an obligation to serve their own citizens, and the nation-state remains the best vehicle for elevating the human condition.

But making a better life for our people also requires us to work together in close harmony and unity to create a more safe and peaceful future for all people.

The United States will forever be a great friend to the world, and especially to its allies. But we can no longer be taken advantage of, or enter into a one-sided deal where the United States gets nothing in return. As long as I hold this office, I will defend America's interests above all else.

But in fulfilling our obligations to our own nations, we also realize that it's in everyone's interest to seek a future where all nations can be sovereign, prosperous, and secure.

America does more than speak for the values expressed in the United Nations

Charter. Our citizens have paid the ultimate price to defend our freedom and the freedom of many nations represented in this great hall. America's devotion is measured on the battlefields where our young men and women have fought and sacrificed alongside of our allies, from the beaches of Europe to the deserts of the Middle East to the jungles of Asia.

It is an eternal credit to the American character that even after we and our allies emerged victorious from the bloodiest war in history, we did not seek territorial expansion, or attempt to oppose and impose our way of life on others. Instead, we helped build institutions such as this one to defend the sovereignty, security, and prosperity for all.

For the diverse nations of the world, this is our hope. We want harmony and friendship, not conflict and strife. We are guided by outcomes, not ideology. We have a policy of principled realism, rooted in shared goals, interests, and values.

That realism forces us to confront a question facing every leader and nation in this room. It is a question we cannot escape or avoid. We will slide down the path of complacency, numb to the challenges, threats, and even wars that we face. Or do we have enough strength and pride to confront those dangers today, so that our citizens can enjoy peace and prosperity tomorrow?

If we desire to lift up our citizens, if we aspire to the approval of history, then we must fulfill our sovereign duties to the people we faithfully represent. We must protect our nations, their interests, and their futures. We must reject threats to sovereignty, from the Ukraine to the South China Sea. We must uphold respect for law, respect for borders, and respect for culture, and the peaceful engagement these allow. And just as the founders of this body intended, we must work together and confront together those who threaten us with chaos, turmoil, and terror.

The scourge of our planet today is a small group of rogue regimes that violate every principle on which the United Nations is based. They respect neither their own citizens nor the sovereign rights of their countries.

If the righteous many do not confront the wicked few, then evil will triumph. When decent people and nations become bystanders to history, the forces of destruction only gather power and strength.

No one has shown more contempt for other nations and for the wellbeing of their own people than the depraved regime in North Korea. It is responsible for the starvation deaths of millions of North Koreans, and for the imprisonment, torture, killing, and oppression of countless more.

We were all witness to the regime's deadly abuse when an innocent American college

student, Otto Warmbier, was returned to America only to die a few days later. We saw it in the assassination of the dictator's brother using banned nerve agents in an international airport. We know it kidnapped a sweet 13-year-old Japanese girl from a beach in her own country to enslave her as a language tutor for North Korea's spies.

If this is not twisted enough, now North Korea's reckless pursuit of nuclear weapons and ballistic missiles threatens the entire world with unthinkable loss of human life.

It is an outrage that some nations would not only trade with such a regime, but would arm, supply, and financially support a country that imperils the world with nuclear conflict. No nation on earth has an interest in seeing this band of criminals arm itself with nuclear weapons and missiles.

The United States has great strength and patience, but if it is forced to defend itself or its allies, we will have no choice but to totally destroy North Korea. Rocket Man is on a suicide mission for himself and for his regime. The United States is ready, willing and able, but hopefully this will not be necessary. That's what the United Nations is all about; that's what the United Nations is for. Let's see how they do.

It is time for North Korea to realize that the denuclearization is its only acceptable future. The United Nations Security Council recently held two unanimous 15-0 votes adopting hard-hitting resolutions against North Korea, and I want to thank China and Russia for joining the vote to impose sanctions, along with all of the other members of the Security Council. Thank you to all involved.

But we must do much more. It is time for all nations to work together to isolate the Kim regime until it ceases its hostile behavior.

We face this decision not only in North Korea. It is far past time for the nations of the world to confront another reckless regime -- one that speaks openly of mass murder, vowing death to America, destruction to Israel, and ruin for many leaders and nations in this room.

The Iranian government masks a corrupt dictatorship behind the false guise of a democracy. It has

turned a wealthy country with a rich history and culture into an economically depleted rogue state whose chief exports are violence, bloodshed, and chaos. The longest-suffering victims of Iran's leaders are, in fact, its own people.

Rather than use its resources to improve Iranian lives, its oil profits go to fund Hezbollah and other terrorists that kill innocent Muslims and attack their peaceful Arab and Israeli neighbors. This wealth, which rightly belongs to Iran's people, also goes to shore up Bashar al-Assad's dictatorship, fuel Yemen's civil war, and

undermine peace throughout the entire Middle East.

We cannot let a murderous regime continue these destabilizing activities while building dangerous missiles, and we cannot abide by an agreement if it provides cover for the eventual construction of a nuclear program. (Applause.) The Iran Deal was one of the worst and most one-sided transactions the United States has ever entered into. Frankly, that deal is an embarrassment to the United States, and I don't think you've heard the last of it -- believe me.

It is time for the entire world to join us in demanding that Iran's government end its pursuit of death and destruction. It is time for the regime to free all Americans and citizens of other nations that they have unjustly detained. And above all, Iran's government must stop supporting terrorists, begin serving its own people, and respect the sovereign rights of its neighbors.

The entire world understands that the good people of Iran want change, and, other than the vast military power of the United States, that Iran's people are what their leaders fear the most. This is what causes the regime to restrict Internet access, tear down satellite dishes, shoot unarmed student protestors, and imprison political reformers.

Oppressive regimes cannot endure forever, and the day will come when the Iranian people will face a choice. Will they continue down the path of poverty, bloodshed, and terror? Or will the Iranian people return to the nation's proud roots as a center of civilization, culture, and wealth where their people can be happy and prosperous once again?

The Iranian regime's support for terror is in stark contrast to the recent commitments of many of its neighbors to fight terrorism and halt its financing.

In Saudi Arabia early last year, I was greatly honored to address the leaders of more than 50 Arab and Muslim nations. We agreed that all responsible nations must work together to confront terrorists and the Islamist extremism that inspires them.

We will stop radical Islamic terrorism because we cannot allow it to tear up our nation, and indeed to tear up the entire world.

We must deny the terrorists safe haven, transit, funding, and any form of support for their vile and sinister ideology. We must drive them out of our nations. It is time to

expose and hold responsible those countries who support and finance terror groups like al Qaeda, Hezbollah, the Taliban and others that slaughter innocent people.

The United States and our allies are working together throughout the Middle East to crush the loser terrorists and stop the reemergence of safe havens they use to launch attacks on all of our people.

Last month, I announced a new strategy for victory in the fight against this evil in Afghanistan. From now on, our security interests will dictate the length and scope of military operations, not arbitrary benchmarks and timetables set up by politicians.

I have also totally changed the rules of engagement in our fight against the Taliban and other terrorist groups. In Syria and Iraq, we have made big gains toward lasting defeat of ISIS. In fact, our country has achieved more against ISIS in the last eight months than it has in many, many years combined.

We seek the de-escalation of the Syrian conflict, and a political solution that honors the will of the Syrian people. The actions of the criminal regime of Bashar al-Assad, including the use of chemical weapons against his own citizens -- even innocent children -- shock the conscience of every decent person. No society can be safe if banned chemical weapons are allowed to spread. That is why the United States carried out a missile strike on the airbase that launched the attack.

We appreciate the efforts of United Nations agencies that are providing vital humanitarian assistance in areas liberated from ISIS, and we especially thank Jordan, Turkey and Lebanon for their role in hosting refugees from the Syrian conflict.

The United States is a compassionate nation and has spent billions and billions of dollars in helping to support this effort. We seek an approach to refugee resettlement that is designed to help these horribly treated people, and which enables their eventual return to their home countries, to be part of the rebuilding process.

For the cost of resettling one refugee in the United States, we can assist more than 10 in their home region. Out of the goodness of our hearts, we offer financial assistance to hosting countries in the region, and we support recent agreements of the G20 nations that will seek to host refugees as close to their home countries as possible. This is the safe, responsible, and humanitarian approach.

For decades, the United States has dealt with migration challenges here in the Western

Hemisphere. We have learned that, over the long term, uncontrolled migration is deeply unfair to both the sending and the receiving countries.

For the sending countries, it reduces domestic pressure to pursue needed political and economic reform, and drains them of the human capital necessary to motivate and implement those reforms.

For the receiving countries, the substantial costs of uncontrolled migration are borne overwhelmingly by low-income citizens whose concerns are often ignored by both media and government.

I want to salute the work of the United Nations in seeking to address the problems that cause people to flee from their homes. The United Nations and African Union led peacekeeping missions to have invaluable contributions in stabilizing conflicts in Africa. The United States continues to lead the world in humanitarian assistance, including famine prevention and relief in South Sudan, Somalia, and northern Nigeria and Yemen.

We have invested in better health and opportunity all over the world through programs like PEPFAR, which funds AIDS relief; the President's Malaria Initiative; the Global Health Security Agenda; the Global Fund to End Modern Slavery; and the Women Entrepreneurs Finance Initiative, part of our commitment to empowering women all across the globe.

We also thank -- (applause) -- we also thank the Secretary General for recognizing that the United Nations must reform if it is to be an effective partner in confronting threats to sovereignty, security, and prosperity. Too often the focus of this organization has not been on results, but on bureaucracy and process.

In some cases, states that seek to subvert this institution's noble aims have hijacked the very systems that are supposed to advance them. For example, it is a massive source of embarrassment to the United Nations that some governments with egregious human rights records sit on the U.N. Human Rights Council.

The United States is one out of 193 countries in the United Nations, and yet we pay 22 percent of the entire budget and more. In fact, we pay far more than anybody realizes. The United States bears an unfair cost burden, but, to be fair, if it could actually accomplish all of its stated goals, especially the goal of peace, this investment would easily be well worth it.

Major portions of the world are in conflict and some, in fact, are going to hell. But the powerful people in this room, under the guidance and auspices of the United Nations, can solve many of these vicious and complex problems.

The American people hope that one day soon the United Nations can be a much more accountable

and effective advocate for human dignity and freedom around the world. In the meantime, we believe that no nation should have to bear a disproportionate share of the burden, militarily or financially. Nations of the world must take a greater role in promoting secure and prosperous societies in their own regions.

That is why in the Western Hemisphere, the United States has stood against the corrupt and destabilizing regime in Cuba and embraced the enduring dream of the Cuban people to live in freedom. My administration recently announced that we will not lift sanctions on the Cuban government until it makes fundamental reforms.

We have also imposed tough, calibrated sanctions on the socialist Maduro regime in Venezuela, which has brought a once thriving nation to the brink of total collapse.

The socialist dictatorship of Nicolas Maduro has inflicted terrible pain and suffering on the good people of that country. This corrupt regime destroyed a prosperous nation by imposing a failed ideology that has produced poverty and misery everywhere it has been tried. To make matters worse, Maduro has defied his own people, stealing power from their elected representatives to preserve his disastrous rule.

The Venezuelan people are starving and their country is collapsing. Their democratic institutions are being destroyed. This situation is completely unacceptable and we cannot stand by and watch.

As a responsible neighbor and friend, we and all others have a goal. That goal is to help them regain their freedom, recover their country, and restore their democracy. I would like to thank leaders in this room for condemning the regime and providing vital support to the Venezuelan people.

The United States has taken important steps to hold the regime accountable. We are prepared to take further action if the government of Venezuela persists on its path to impose authoritarian rule on the Venezuelan people.

We are fortunate to have incredibly strong and healthy trade relationships with many of the Latin American countries gathered here today. Our economic bond forms a critical foundation for advancing peace and prosperity for all of our people and all of our neighbors.

I ask every country represented here today to be prepared to do more to address this very real crisis. We call for the full restoration of democracy and political freedoms in Venezuela. (Applause.)

The problem in Venezuela is not that socialism has been poorly implemented, but that socialism has been faithfully implemented. (Applause.) From the Soviet Union to Cuba to Venezuela, wherever true socialism or communism has been adopted, it has

delivered anguish and

devastation and failure. Those who preach the tenets of these discredited ideologies only contribute to the continued suffering of the people who live under these cruel systems.

America stands with every person living under a brutal regime. Our respect for sovereignty is also a call for action. All people deserve a government that cares for their safety, their interests, and their wellbeing, including their prosperity.

In America, we seek stronger ties of business and trade with all nations of good will, but this trade must be fair and it must be reciprocal.

For too long, the American people were told that mammoth multinational trade deals, unaccountable international tribunals, and powerful global bureaucracies were the best way to promote their success. But as those promises flowed, millions of jobs vanished and thousands of factories disappeared. Others gamed the system and broke the rules. And our great middle class, once the bedrock of American prosperity, was forgotten and left behind, but they are forgotten no more and they will never be forgotten again.

While America will pursue cooperation and commerce with other nations, we are renewing our commitment to the first duty of every government: the duty of our citizens. This bond is the source of America's strength and that of every responsible nation represented here today.

If this organization is to have any hope of successfully confronting the challenges before us, it will depend, as President Truman said some 70 years ago, on the "independent strength of its members." If we are to embrace the opportunities of the future and overcome the present dangers together, there can be no substitute for strong, sovereign, and independent nations -- nations that are rooted in their histories and invested in their destinies; nations that seek allies to befriend, not enemies to conquer; and most important of all, nations that are home to patriots, to men and women who are willing to sacrifice for their countries, their fellow citizens, and for all that is best in the human spirit.

In remembering the great victory that led to this body's founding, we must never forget that those heroes who fought against evil also fought for the nations that they loved.

Patriotism led the Poles to die to save Poland, the French to fight for a free France, and the Brits to stand strong for Britain.

Today, if we do not invest ourselves, our hearts, and our minds in our nations, if we will not build strong families, safe communities, and healthy societies for ourselves, no one can do it for us.

We cannot wait for someone else, for faraway countries or far-off bureaucrats -- we can't do it. We must solve our problems, to build our prosperity, to secure our futures, or we will be vulnerable to decay, domination, and defeat.

The true question for the United Nations today, for people all over the world who hope for better lives for themselves and their children, is a basic one: Are we still patriots? Do we love our nations enough to protect their sovereignty and to take ownership of their futures? Do we revere them enough to defend their interests, preserve their cultures, and ensure a peaceful world for their citizens?

One of the greatest American patriots, John Adams, wrote that the American Revolution was "effected before the war commenced. The Revolution was in the minds and hearts of the people."

That was the moment when America awoke, when we looked around and understood that we were a nation. We realized who we were, what we valued, and what we would give our lives to defend. From its very first moments, the American story is the story of what is possible when people take ownership of their future.

The United States of America has been among the greatest forces for good in the history of the world, and the greatest defenders of sovereignty, security, and prosperity for all.

Now we are calling for a great reawakening of nations, for the revival of their spirits, their pride, their people, and their patriotism.

History is asking us whether we are up to the task. Our answer will be a renewal of will, a rediscovery of resolve, and a rebirth of devotion. We need to defeat the enemies of humanity and unlock the potential of life itself.

Our hope is a word and world of proud, independent nations that embrace their duties, seek friendship, respect others, and make common cause in the greatest shared interest of all: a future of dignity and peace for the people of this wonderful Earth.

This is the true vision of the United Nations, the ancient wish of every people, and the deepest yearning that lives inside every sacred soul.

So let this be our mission, and let this be our message to the world: We will fight together, sacrifice together, and stand together for peace, for freedom, for justice, for family, for humanity, and for the almighty God who made us all.

Thank you. God bless you. God bless the nations of the world. And God bless the United States of America. Thank you very much.

### Échantillon 3

Discours de victoire de Justin Trudeau lors de l'élection d'un gouvernement libéral majoritaire le 19 octobre 2015, à Montréal.

Merci. Merci. Thank you. Thank you, my friends. Merci. Merci, mes amis. Thank you. Thank you, my friends. Yes.

Il y a – il y a plus de 100 ans, un grand Premier ministre, Wilfrid Laurier, a parlé des voies ensoleillées. Il savait que la politique peut être une force positive, et c'est le message que les Canadiens ont envoyé aujourd'hui. Les Canadiens ont choisi le changement, un vrai changement.

Sunny ways, my friends, sunny ways. This is what positive politics can do. This is what a causative, hopeful – a hopeful vision and a platform and a team together can make happen. Canadians – Canadians from all across this great country sent a clear message tonight. It's time for a change in this country, my friends, a real change.

Il y a tellement de gens à remercier ce soir et je vais passer beaucoup de temps dans les jours à venir à les remercier, mais je veux commencer par ma famille. J'aimerais, d'abord, remercier ma famille — Sophie, Xavier, Ella-Grace et Hadrien. Merci de m'avoir permis de servir. Merci, Sophie, pour ta force, pour ta compassion, pour ta grandeur d'âme et pour ta générosité profonde. Et à Xavier, Ella-Grace et Hadrien qui font dodo maintenant mais qui seront avec nous demain matin, mes enfants, on embarque dans une nouvelle aventure ensemble et je peux vous dire maintenant qu'il va avoir des moments difficiles pour vous en tant qu'enfants de Premier ministre, mais papa sera là pour vous, comme vous savez bien.

Je veux aussi remercier les gens qui me font confiance depuis 2008 — les gens de Papineau. Merci encore une fois de votre appui. Merci de votre confiance. Je serais, d'abord et avant tout, fier de vous représenter à la Chambre des communes. Vous, mes chers concitoyens de Papineau, vous m'aviez parlé des enjeux qui sont importants pour vous. Je vous ai entendus et cela m'a aidé à devenir un meilleur député, à devenir un meilleur chef, et cela va m'aider à devenir un meilleur Premier ministre. Merci.

I also want to specifically thank my good friends Katie Telford and Gerald Butts. Katie and Gerry are two of the smartest, toughest, hardest working people you will find anywhere. They share with me the conviction that politics doesn't have to be negative and personal to be successful, that – that you can appeal to the better angels

of our nature, and you can win while doing it.

Tonight, my very good friends, we proved that. I hope it is an inspiration to like-minded people to step up and pitch in, to get involved in the public life of this country and to know that a positive, optimistic, hopeful vision of public life isn't a naive dream; it can be a powerful force for change.

And I also want to thank the incredible volunteers that made tonight happen. Over 80,000 Canadians got involved in the core of this campaign. They knocked on their neighbours' doors. They made phone calls. They sent emails. Hundreds of thousands more supported us actively with their friends and online. They convinced their neighbours and their families. And all of these people had one thing in common: they care deeply about their families, their communities and their country. They believe that better is possible and that active citizens can play a real part in making it happen.

Now this movement we've built was fuelled by these amazing volunteers, and from the bottom of my heart, I thank you.

Now I want to take a moment to speak about my colleagues across the aisle. Tonight, I received phone calls from all of them, including from Mr. Harper. Stephen Harper has served this country for a decade, and as with anyone who has devoted their life to this country, we thank him for his service.

Now over the course of this campaign, I had the opportunity to have a couple of brief personal conversations with him about our families. It reminded me of the extraordinary and unique sacrifices that are made by anybody who serves this country at the highest levels, and I want to remind everyone, as I've said many times over the course of this campaign: Conservatives are not our enemies, they're our neighbours. Leadership is about bringing people of all different perspectives together.

Je veux aussi rendre hommage à Thomas Mulcair qui a mené une campagne vigoureuse. Il s'est battu jusqu'à la fin. Aux militants de son parti, je comprends votre déception ce soir. Notre parti a vécu des moments difficiles il y a pas si longtemps. Alors ne vous découragez pas. Notre pays a besoin de citoyens engagés comme vous. Notre pays en sera plus fort. Merci.

Now you're all going to hear a lot tonight and tomorrow about me and about our campaign. Lots of people are going to have lots of opinions about why we were successful. Well, for three years, we had a very old-fashioned strategy. We met with and talked with as many Canadians as we could, and we listened. We won this election because we listened. We did the hard work of slogging it across the country. We met with hundreds of people in the dead of winter in the Arctic and with

thousands of people in Brampton in the middle of this campaign.

You built this platform. You built this movement. You told us what you need to be successful. You told us what kind of government you want, and we built the plan to make it happen. In coffee shops and in town halls, in church basements and in gurdwaras you gathered. You spent time together with us, and you told us about the kind of country you want to build and leave to your children.

Vous nous avez fait part de vos défis dans votre vie de tous les jours. Vous nous avez dit que ça devenait de plus en plus difficile de joindre les deux bouts et de payer les factures à la fin du mois. Vous nous avez dit que vous étiez inquiets pour votre retraite. Vous nous avez dit que vos communautés avaient besoin d'investissement. Vous nous avez dit que les bons emplois se faisaient de plus en plus rares. Vous êtes l'inspiration derrière notre programme. Vous êtes la raison pour laquelle nous avons travaillé si fort pour nous rendre là où nous sommes ce soir. Et vous serez toujours au coeur du gouvernement que nous allons former.

Over the past three years, you told us what you're going through. You told us that it's getting harder and harder to make ends meet, let alone to get ahead. You told us you're worried about whether you'll be able to afford a dignified retirement. You told us that your communities need investment. You told us you need a fair shot at better jobs. You are the inspiration for our efforts. You are the reason why we worked so hard to be here tonight, and you will be at the heart of this new government.

So my message to you tonight, my fellow citizens, is simple: have faith in yourselves and in your country. Know that we can make anything happen if we set our minds to it and work hard.

Ce n'est pas moi qui a fait l'histoire ce soir, c'est vous. Ne laissez pas les gens vous dire le contraire. Je sais que je suis ici ce soir pour une seule raison : parce que vous m'avez choisi.

I didn't make history tonight; you did. And don't let anyone tell you any differently. I know that I am on stage tonight for one reason and one reason only: because you put me here. And you gave me clear marching orders. You want a government that works as hard as you do, one that is focussed every minute of every day on growing the economy, creating jobs and strengthening the middle class, one that is devoted to helping less fortunate Canadian families work their way into the middle class.

You want a Prime Minister who knows Canada is a country strong, not in spite of our

differences, but because of them, a PM who never seeks to divide Canadians, but takes every single opportunity to bring us together. You want a Prime Minister who knows that if Canadians are to trust their government, their government needs to trust Canadians, a PM who understands that openness and transparency means better, smarter decisions. You want a Prime Minister that knows that a renewed nation-to-nation relationship with indigenous peoples that respects rights and honours treaties must be the basis for how we work to close the gap and walk forward together.

À mes compatriotes québécois, ce soir, ensemble, nous avons choisi la voie de l'engagement. Nous avons choisi de se réengager dans une politique plus rassembleuse, plus positive. Nous avons choisi de se réengager dans la gouverne d'un pays pour qui reflète nos valeurs et nos ambitions. Nous avons choisi de faire confiance et d'investir ensemble dans notre avenir.

Au cours des trois dernières années, j'ai passé beaucoup de temps à aller à votre rencontre et à vous écouter. Vous m'aviez dit que vous vouliez un gouvernement ouvert et transparent, un gouvernement qui fait confiance en ses citoyens, un gouvernement au service de tous les Canadiens et les Canadiennes. Ce soir, c'est l'engagement que je prends devant vous : je serai le Premier ministre de tous les Canadiens. Nous formerons un gouvernement intègre qui respectera les institutions et qui fera de la collaboration avec les provinces le principe premier de ses actions.

Chers amis québécois, merci. Ce soir, le Canada retrouve un peu de lui-même. Ce soir, le Québec fait un véritable retour au gouvernement du Canada.

Canadians – Canadians have spoken. You want a government with a vision and an agenda for this country that is positive and ambitious and hopeful. Well, my friends, I promise you tonight that I will lead that government. I will make that vision a reality. I will be that Prime Minister.

In this election, 1,792 Canadians stepped up, put their names on ballots and on lawn signs and ran for office. Three hundred and thirty-eight of them were chosen by you to be their voices in Ottawa, and I pledge tonight that I will listen to all of them.

There are a thousand stories I could share with you about this remarkable campaign, but I want you to think about one in particular. Last week, I met a young mom in St. Catharines, Ontario. She practises the Muslim faith and was wearing a hijab. She made her way through the crowd and handed me her infant daughter, and as she leaned forward, she said something that I will never forget. She said she's voting for us because she wants to make sure that her little girl has the right to make her own choices in life and that our government will protect those rights.

To her I say this: you and your fellow citizens have chosen a new government, a

government that believes deeply in the diversity of our country. We know in our bones that Canada was built by people from all corners of the world who worship every faith, who belong to every culture, who speak every language.

We believe in our hearts that this country's unique diversity is a blessing bestowed upon us by previous generations of Canadians, Canadians who stared down prejudice and fought discrimination in all its forms. We know that our enviable, inclusive society didn't happen by accident and won't continue without effort. I have always known this; Canadians know it too. If not, I might have spoken earlier this evening and given a very different speech.

Have faith in your fellow citizens, my friends. They are kind and generous. They are open-minded and optimistic. And they know in their heart of hearts that a Canadian is a Canadian is a Canadian.

Mes amis, nous avons battu la peur avec l'espoir. Nous avons battu le cynisme avec le travail acharné. Nous avons battu la politique négative avec une vision rassembleuse et positive.

My friends, we beat fear with hope. We beat cynicism with hard work. We beat negative, divisive politics with a positive vision that brings Canadians together. Most of all, we defeated the idea that Canadians should be satisfied with less, that good enough is good enough and that better just isn't possible. Well, my friends, this is Canada, and in Canada better is always possible.

Thank you. Thank you very much.

Merci. Merci. Merci.

**Échantillon 4**

Following is a transcript of the remarks by Donald J. Trump on immigration in Phoenix on Wednesday, as transcribed by the Federal News Service.

**TRUMP:** Wow. Thank you. That's a lot of people, Phoenix, that's a lot of people.

(APPLAUSE)

Thank you very much.

Thank you, Phoenix. I am so glad to be back in Arizona.

(APPLAUSE)

The state that has a very, very special place in my heart. I love people of Arizona and together we are going to win the White House in November.

(APPLAUSE)

Now, you know this is where it all began for me. Remember that massive crowd also? So, I said let's go and have some fun tonight. We're going to Arizona, O.K.?

This will be a little bit different. This won't be a rally speech, per se. Instead,

I'm going to deliver a detailed policy address on one of the greatest challenges facing our country today, illegal immigration.

(APPLAUSE)

I've just landed having returned from a very important and special meeting with the president of Mexico, a man I like and respect very much. And a man who truly loves his country, Mexico.

And, by the way, just like I am a man who loves my country, the United States.

(APPLAUSE)

We agree on the importance of ending the illegal flow of drugs, cash, guns, and people across our border, and to put the cartels out of business.

(APPLAUSE)

We also discussed the great contributions of Mexican-American citizens to our two countries, my love for the people of Mexico, and the leadership and friendship between Mexico and the United States. It was a thoughtful and substantive conversation and it will go on for awhile. And, in the end we're all going to win. Both countries, we're all going to win.

This is the first of what I expect will be many, many conversations. And in a Trump administration we're going to go about creating a new relationship between our two countries, but it's going to be a fair relationship. We want fairness.

(APPLAUSE)

But to fix our immigration system, we must change our leadership in Washington and we must change it quickly. Sadly, sadly there is no other way. The truth is our immigration system is worse than anybody ever realized. But the facts aren't known because the media won't report on them. The politicians won't talk about them and the special interests spend a lot of money trying to cover them up because they are making an absolute fortune. That's the way it is.

Today, on a very complicated and very difficult subject, you will get the truth. The fundamental problem with the immigration system in our country is that it

serves the needs of wealthy donors, political activists and powerful, powerful politicians. It's all you can do. Thank you. Thank you.

(APPLAUSE)

Let me tell you who it does not serve. It does not serve you the American people. Doesn't serve you. When politicians talk about immigration reform, they usually mean the following: amnesty, open borders, lower wages. Immigration reform should mean something else entirely. It should mean improvements to our laws and policies to make life better for American citizens.

(APPLAUSE)

Thank you. But if we're going to make our immigration system work, then we have to be prepared to talk honestly and without fear about these important and very sensitive issues. For instance, we have to listen to the concerns that working people, our forgotten working people, have over the record pace of immigration and it's impact on their jobs, wages, housing, schools, tax bills and general living conditions.

These are valid concerns expressed by decent and patriotic citizens from all backgrounds, all over. We also have to be honest about the fact that not everyone who seeks to join our country will be able to successfully assimilate. Sometimes it's just

not going to work out. It's our right, as a sovereign nation, to chose immigrants that we think are the likeliest to thrive and flourish and love us.

(APPLAUSE)

Then there is the issue of security. Countless innocent American lives have been stolen because our politicians have failed in their duty to secure our borders and enforce our laws like they have to be enforced. I have met with many of the great parents who lost their children to sanctuary cities and open borders. So many people, so many, many people. So sad. They will be joining me on this stage in a little while and I look forward to introducing, these are amazing, amazing people.

Countless Americans who have died in recent years would be alive today if not for the open border policies of this administration and the administration that causes this horrible, horrible thought process, called Hillary Clinton.

(APPLAUSE)

This includes incredible Americans like 21-year-old Sarah Root. The man who killed her arrived at the border, entered federal custody and then was released into the U.S., think of it, into the U.S. community under the policies of the White House Barack Obama and Hillary Clinton. Weak, weak policies. Weak and foolish policies.

He was released again after the crime, and now he's out there at large. Sarah had graduated from college with a 4.0, top student in her class one day before her death.

Also among the victims of the Obama-Clinton open-border policy was Grant Ronnebeck, a 21-year-old convenience store clerk and a really good guy from Mesa, Arizona. A lot of you have known about Grant.

He was murdered by an illegal immigrant gang member previously convicted of burglary, who had also been released from federal custody, and they knew it was going to happen again.

Another victim is Kate Steinle. Gunned down in the sanctuary city of San Francisco, by an illegal immigrant, deported five previous times. And they knew he was no good.

Then there is the case of 90-year-old Earl Olander, who was brutally beaten and left to bleed to death in his home, 90 years old and defenseless. The perpetrators were illegal immigrants with criminal records a mile long, who did not meet Obama administration standards for removal. And they knew it was going to happen.

In California, a 64-year-old Air Force veteran, a great woman, according to

everybody that knew her, Marilyn Pharis, was sexually assaulted and beaten to death with a hammer. Her killer had been arrested on multiple occasions but was never, ever deported, despite the fact that everybody wanted him out.

A 2011 report from the Government Accountability Office found that illegal immigrants and other non-citizens, in our prisons and jails together, had around 25,000 homicide arrests to their names, 25,000.

On top of that, illegal immigration costs our country more than \$113 billion a year. And this is what we get. For the money we are going to spend on illegal immigration over the next 10 years, we could provide one million at-risk students with a school voucher, which so many people are wanting.

While there are many illegal immigrants in our country who are good people, many, many, this doesn't change the fact that most illegal immigrants are lower skilled workers with less education, who compete directly against vulnerable American workers, and that these illegal workers draw much more out from the system than they can ever possibly pay back.

And they're hurting a lot of our people that cannot get jobs under any circumstances.

But these facts are never reported. Instead, the media and my opponent discuss one thing and only one thing, the needs of people living here illegally. In many cases, by the way, they're treated better than our vets.

Not going to happen anymore, folks. November 8th. Not going to happen anymore.

(APPLAUSE)

**AUDIENCE:** Trump! Trump! Trump!

The truth is, the central issue is not the needs of the 11 million illegal immigrants or however many there may be — and honestly we've been hearing that number for years. It's always 11 million. Our government has no idea. It could be three million. It could be 30 million. They have no idea what the number is.

Frankly our government has no idea what they're doing on many, many fronts, folks.

(APPLAUSE)

But whatever the number, that's never really been the central issue. It will never be a central issue. It doesn't matter from that standpoint. Anyone who tells you that the core issue is the needs of those living here illegally has simply spent

too much time in Washington. (APPLAUSE)

Only the out of touch media elites think the biggest problems facing America — you know this, this is what they talk about, facing American society today is that there are 11 million illegal immigrants who don't have legal status. And, they also think the biggest thing, and you know this, it's not nuclear, and it's not ISIS, it's not Russia, it's not China, it's global warming.

To all the politicians, donors, and special interests, hear these words from me and all of you today. There is only one core issue in the immigration debate, and that issue is the well being of the American people.

(APPLAUSE)

Nothing even comes a close second. Hillary Clinton, for instance, talks constantly about her fears that families will be separated, but she's not talking about the American families who have been permanently separated from their loved ones because of a preventable homicide, because of a preventable death, because of murder.

No, she's only talking about families who come here in violation of the law. We will treat everyone living or residing in our country with great dignity. So important.

We will be fair, just, and compassionate to all, but our greatest compassion must be for our American citizens.

(APPLAUSE)

Thank you.

President Obama and Hillary Clinton have engaged in gross dereliction of duty by surrendering the safety of the American people to open borders, and you know it better than anybody right here in Arizona. You know it.

President Obama and Hillary Clinton support sanctuary cities. They support catch and release on the border. They support visa overstays. They support the

release of dangerous, dangerous, dangerous, criminals from detention. And they support unconstitutional executive amnesty.

Hillary Clinton has pledged amnesty in her first 100 days, and her plan will provide Obamacare, Social Security, and Medicare for illegal immigrants, breaking the federal budget.

On top of that she promises uncontrolled, low-skilled immigration that continues to reduce jobs and wages for American workers, and especially for African-American and Hispanic workers within our country. Our citizens.

Most incredibly, because to me this is unbelievable, we have no idea who these people are, where they come from. I always say Trojan horse. Watch what's going to happen, folks. It's not going to be pretty.

This includes her plan to bring in 620,000 new refugees from Syria and that region over a short period of time. And even yesterday, when you were watching the news, you saw thousands and thousands of people coming in from Syria. What is wrong with our politicians, our leaders if we can call them that. What the hell are we doing?

(APPLAUSE)

Hard to believe. Hard to believe. Now that you've heard about Hillary Clinton's plan, about which she has not answered a single question, let me tell you about my plan. And do you notice...

(APPLAUSE)

And do you notice all the time for weeks and weeks of debating my plan, debating, talking about it, what about this, what about that. They never even mentioned her plan on immigration because she doesn't want to get into the quagmire. It's a tough one, she doesn't know what she's doing except open borders and let everybody come in and destroy our country by the way.

(APPLAUSE) While Hillary Clinton meets only with donors and lobbyists, my plan was

crafted with the input from Federal Immigration offices, very great people. Among the top immigration experts anywhere in this country, who represent workers, not corporations, very important to us.

I also worked with lawmakers, who've led on this issue on behalf of American citizens for many years. And most importantly I've met with the people directly impacted by these policies. So important.

Number one, are you ready? Are you ready?

(APPLAUSE)

We will build a great wall along the southern border.

(APPLAUSE)

**AUDIENCE:** Build the wall! Build the wall! Build the wall!

And Mexico will pay for the wall.

(APPLAUSE)

One hundred percent. They don't know it yet, but they're going to pay for it. And they're great people and great leaders but they're going to pay for the wall.

On day one, we will begin working on an impenetrable, physical, tall, power, beautiful southern border wall.

(APPLAUSE)

We will use the best technology, including above and below ground sensors that's the tunnels. Remember that, above and below.

(APPLAUSE)

Above and below ground sensors. Towers, aerial surveillance and manpower to supplement the wall, find and dislocate tunnels and keep out criminal cartels and Mexico you know that, will work with us. I really believe it. Mexico will work with us. I absolutely believe it. And especially after meeting with their wonderful, wonderful president today. I really believe they want to solve this problem along

with us, and I'm sure they will. (APPLAUSE)

Number two, we are going to end catch and release. We catch them, oh go ahead. We catch them, go ahead.

(APPLAUSE)

Under my administration, anyone who illegally crosses the border will be detained until they are removed out of our country and back to the country from which they came.

(APPLAUSE)

And they'll be brought great distances. We're not dropping them right across. They learned that. President Eisenhower. They'd drop them across, right across, and they'd come back. And across.

Then when they flew them to a long distance, all of a sudden that was the end. We

will take them great distances. But we will take them to the country where they came from, O.K.?

Number three. Number three, this is the one, I think it's so great. It's hard to believe, people don't even talk about it. Zero tolerance for criminal aliens. Zero. Zero.

(APPLAUSE)

Zero. They don't come in here. They don't come in here.

According to federal data, there are at least two million, two million, think of it, criminal aliens now inside of our country, two million people criminal aliens. We will begin moving them out day one. As soon as I take office. Day one. In joint operation with local, state, and federal law enforcement.

Now, just so you understand, the police, who we all respect — say hello to the police. Boy, they don't get the credit they deserve. I can tell you. They're great people. But the police and law enforcement, they know who these people are.

They live with these people. They get mocked by these people. They can't do anything about these people, and they want to. They know who these people are. Day one, my first hour in office, those people are gone.

(APPLAUSE)

And you can call it deported if you want. The press doesn't like that term. You can call it whatever the hell you want. They're gone.

Beyond the two million, and there are vast numbers of additional criminal illegal immigrants who have fled, but their days have run out in this country. The crime will stop. They're going to be gone. It will be over.

(APPLAUSE)

They're going out. They're going out fast.

Moving forward. We will issue detainers for illegal immigrants who are arrested for any crime whatsoever, and they will be placed into immediate removal proceedings if we even have to do that.

We will terminate the Obama administration's deadly, and it is deadly, non-enforcement policies that allow thousands of criminal aliens to freely roam our streets, walk around, do whatever they want to do, crime all over the place.

That's over. That's over, folks. That's over.

Since 2013 alone, the Obama administration has allowed 300,000 criminal aliens to return back into United States communities. These are individuals encountered or identified by ICE, but who were not detained or processed for deportation because it wouldn't have been politically correct.

My plan also includes cooperating closely with local jurisdictions to remove criminal aliens immediately. We will restore the highly successful Secure Communities Program. Good program. We will expand and revitalize the popular 287(g) partnerships, which will help to identify hundreds of thousands of deportable aliens in local jails that we don't even know about.

Both of these programs have been recklessly gutted by this administration.

And those were programs that worked.

This is yet one more area where we are headed in a totally opposite direction. There's no common sense, there's no brain power in our administration by our leader, or our leaders. None, none, none.

On my first day in office I am also going to ask Congress to pass Kate's Law, named for Kate Steinle...

(APPLAUSE)

... to ensure that criminal aliens convicted of illegal reentry receive strong mandatory minimum sentences. Strong.

(APPLAUSE)

And then we get them out.

Another reform I'm proposing is the passage of legislation named for Detective Michael Davis and Deputy Sheriff Danny Oliver, two law enforcement officers recently killed by a previously deported illegal immigrant.

The Davis-Oliver bill will enhance cooperation with state and local authorities to ensure that criminal immigrants and terrorists are swiftly, really swiftly, identified and removed. And they will go face, believe me. They're going to go.

We're going to triple the number of ICE deportation officers.

(APPLAUSE)

Within ICE I am going to create a new special deportation task force focused on identifying and quickly removing the most dangerous criminal illegal immigrants in America who have evaded justice just like Hillary Clinton has evaded justice, O.K.?

(APPLAUSE) Maybe they'll be able to deport her. (APPLAUSE)

The local police who know every one of these criminals, and they know each and every one by name, by crime, where they live, they will work so fast. And our local police will be so happy that they don't have to be abused by these thugs anymore.

There's no great mystery to it, they've put up with it for years, and now finally we will turn the tables and law enforcement and our police will be allowed to clear up this dangerous and threatening mess.

We're also going to hire 5,000 more Border Patrol agents.

(APPLAUSE)

Who gave me their endorsement, 16,500 gave me their endorsement.

And put more of them on the border instead of behind desks which is good. We will expand the number of border patrol stations significantly.

I've had a chance to spend time with these incredible law enforcement officers, and I want to take a moment to thank them. What they do is incredible.

(APPLAUSE)

And getting their endorsement means so much to me. More to me really than I can say. Means so much. First time they've ever endorsed a presidential candidate.

Number four, block funding for sanctuary cities. We block the funding. No more funds.

(APPLAUSE)

We will end the sanctuary cities that have resulted in so many needless deaths. Cities that refuse to cooperate with federal authorities will not receive taxpayer dollars, and we will work with Congress to pass legislation to protect those jurisdictions that do assist federal authorities. Number five, cancel unconstitutional executive orders and enforce all immigration laws.

(APPLAUSE)

We will immediately terminate President Obama's two illegal executive amnesties in which he defied federal law and the Constitution to give amnesty to approximately five million illegal immigrants, five million.

(BOOING)

And how about all the millions that are waiting on line, going through the process legally? So unfair.

Hillary Clinton has pledged to keep both of these illegal amnesty programs, including the 2014 amnesty which has been blocked by the United States Supreme Court. Great.

Clinton has also pledged to add a third executive amnesty. And by the way, folks, she will be a disaster for our country, a disaster in so many other ways.

And don't forget the Supreme Court of the United States. Don't forget that when you go to vote on November 8. And don't forget your Second Amendment. And don't forget the repeal and replacement of Obamacare.

(APPLAUSE)

And don't forget building up our depleted military. And don't forget taking care of our vets. Don't forget our vets. They have been forgotten.

(APPLAUSE)

Clinton's plan would trigger a constitutional crisis unlike almost anything we have ever seen before. In effect, she would be abolishing the lawmaking powers of Congress in order to write her own laws from the Oval Office. And you see what bad judgment she has. She has seriously bad judgment.

(BOOING)

Can you imagine? In a Trump administration all immigration laws will be enforced, will be enforced. As with any law enforcement activity, we will set priorities. But unlike this administration, no one will be immune or exempt from enforcement. And ICE and Border Patrol officers will be allowed to do their jobs the way their jobs are supposed to be done.

(APPLAUSE)

Anyone who has entered the United States illegally is subject to deportation. That is what it means to have laws and to have a country. Otherwise we don't have a country.

Our enforcement priorities will include removing criminals, gang members, security threats, visa overstays, public charges. That is those relying on public welfare or straining the safety net along with millions of recent illegal arrivals and overstays who've come here under this current corrupt administration.

(APPLAUSE)

Number six, we are going to suspend the issuance of visas to any place where adequate screening cannot occur.

(APPLAUSE)

According to data provided by the Senate Subcommittee on Immigration, and the national interest between 9/11 and the end of 2014, at least 380 foreign born individuals were convicted in terror cases inside the United States. And even right now the largest number of people are under investigation for exactly this that we've ever had in the history of our country.

Our country is a mess. We don't even know what to look for anymore, folks. Our country has to straighten out. And we have to straighten out fast.

The number is likely higher. But the administration refuses to provide this information, even to Congress. As soon as I enter office I am going to ask the Department of State, which has been brutalized by Hillary Clinton, brutalized.

(BOOING)

Homeland Security and the Department of Justice to begin a comprehensive review of these cases in order to develop a list of regions and countries from which immigration must be suspended until proven and effective vetting mechanisms can be put in place.

I call it extreme vetting right? Extreme vetting. I want extreme. It's going to be

so tough, and if somebody comes in that's fine but they're going to be good. It's extreme.

And if people don't like it, we've got have a country folks. Got to have a country. Countries in which immigration will be suspended would include places like Syria and Libya. And we are going to stop the tens of thousands of people coming in from Syria. We have no idea who they are, where they come from. There's no documentation. There's no paperwork. It's going to end badly folks. It's going to end very, very badly.

For the price of resettling one refugee in the United States, 12 could be resettled in a safe zone in their home region. Which I agree with 100 percent. We have to build safe zones and we'll get the money from Gulf states. We don't want to put up the money. We owe almost \$20 trillion. Doubled since Obama took office, our national debt.

But we will get the money from Gulf states and others. We'll supervise it. We'll build safe zones which is something that I think all of us want to see.

Another reform involves new screening tests for all applicants that include, and this is so important, especially if you get the right people. And we will get the right people. An ideological certification to make sure that those we are admitting to our country share our values and love our people.

(APPLAUSE)

Thank you. We're very proud of our country. Aren't we? Really? With all it's going through, we're very proud of our country. For instance, in the last five years, we've admitted nearly 100,000 immigrants from Iraq and Afghanistan. And these two countries according to Pew Research, a majority of residents say that the barbaric practice of honor killings against women are often or sometimes justified. That's what they say.

(APPLAUSE)

That's what they say. They're justified. Right? And we're admitting them to our country. Applicants will be asked their views about honor killings, about respect for women and gays and minorities. Attitudes on radical Islam, which our president

refuses to say and many other topics as part of this vetting procedure. And if we have the right people doing it, believe me, very, very few will slip through the cracks. Hopefully, none.

(APPLAUSE)

Number seven, we will insure that other countries take their people back when they order them deported.

(APPLAUSE)

There are at least 23 countries that refuse to take their people back after they've been ordered to leave the United States. Including large numbers of violent criminals, they won't take them back. So we say, O.K., we'll keep them. Not going to happen with me, not going to happen with me.

(APPLAUSE)

Due to a Supreme Court decision, if these violent offenders cannot be sent home, our law enforcement officers have to release them into your communities.

(APPLAUSE)

And by the way, the results are horrific, horrific. There are often terrible consequences, such as Casey Chadwick's tragic death in Connecticut just last year. Yet despite the existence of a law that commands the secretary of state to stop issuing visas to these countries.

Secretary Hillary Clinton ignored this law and refused to use this powerful tool to bring nations into compliance. And, they would comply if we would act properly.

In other words, if we had leaders that knew what they were doing, which we don't.

The result of her misconduct was the release of thousands and thousands of dangerous criminal aliens who should have been sent home to their countries. Instead we have them all over the place. Probably a couple in this room as a matter of fact, but I hope not.

According to a report for the Boston Globe from the year 2008 to 2014 nearly 13,000 criminal aliens were released back into U.S. communities because their home countries would not, under any circumstances, take them back. Hard to believe with the power we have. Hard to believe.

We're like the big bully that keeps getting beat up. You ever see that? The big bully that keeps getting beat up.

These 13,000 releases occurred on Hillary Clinton's watch. She had the power and the duty to stop it cold, and she decided she would not do it.

(BOOING)

And Arizona knows better than most exactly what I'm talking about.

(APPLAUSE)

Those released include individuals convicted of killings, sexual assaults, and some of the most heinous crimes imaginable.

The Boston Globe writes that a Globe review of 323 criminals released in New England from 2008 to 2012 found that as many as 30 percent committed new

offenses, including rape, attempted murder, and child molestation. We take them, we take them.

(BOOING)

Number eight, we will finally complete the biometric entry-exit visa tracking system which we need desperately.

(APPLAUSE)

For years Congress has required biometric entry-exit visa tracking systems, but it has never been completed. The politicians are all talk, no action, never happens. Never happens.

Hillary Clinton, all talk. Unfortunately when there is action it's always the wrong decision. You ever notice?

In my administration we will ensure that this system is in place. And, I will tell you, it will be on land, it will be on sea, it will be in air. We will have a proper tracking system.

Approximately half of new illegal immigrants came on temporary visas and then never, ever left. Why should they? Nobody's telling them to leave. Stay as long as you want, we'll take care of you.

Beyond violating our laws, visa overstays pose — and they really are a big problem — pose a substantial threat to national security. The 9/11 Commission said that this tracking system should be a high priority and would have assisted law enforcement and intelligence officials in August and September 2001 in conducting a search for two of the 9/11 hijackers that were in the United States on expired visas.

And you know what that would have meant, what that could have meant. Wouldn't that have been wonderful, right? What that could have meant.

Last year alone nearly half a million individuals overstayed their temporary visas. Removing these overstays will be a top priority of my administration.

(APPLAUSE)

If people around the world believe they can just come on a temporary visa and never, ever leave, the Obama-Clinton policy, that's what it is, then we have a completely open border, and we no longer have a country.

We must send a message that visa expiration dates will be strongly enforced. Number

nine, we will turn off the jobs and benefits magnet. (APPLAUSE)

We will ensure that E-Verify is used to the fullest extent possible under existing law, and we will work with Congress to strengthen and expand its use across the country.

Immigration law doesn't exist for the purpose of keeping criminals out. It exists to protect all aspects of American life. The work site, the welfare office, the

education system, and everything else.

That is why immigration limits are established in the first place. If we only enforced the laws against crime, then we have an open border to the entire world. We will enforce all of our immigration laws.

(APPLAUSE)

And the same goes for government benefits. The Center for Immigration Studies estimates that 62 percent of households headed by illegal immigrants use some form of cash or non-cash welfare programs like food stamps or housing assistance.

Tremendous costs, by the way, to our country. Tremendous costs. This directly violates the federal public charge law designed to protect the United States Treasury. Those who abuse our welfare system will be priorities for immediate removal.

(APPLAUSE)

Number 10, we will reform legal immigration to serve the best interests of America and its workers, the forgotten people. Workers. We're going to take care of our workers.

And by the way, and by the way, we're going to make great trade deals. We're going to renegotiate trade deals. We're going to bring our jobs back home. We're going to bring our jobs back home.

We have the most incompetently worked trade deals ever negotiated probably in the history of the world, and that starts with Nafta. And now they want to go TPP, one of the great disasters.

We're going to bring our jobs back home. And if companies want to leave Arizona and if they want to leave other states, there's going to be a lot of trouble for them. It's not going to be so easy. There will be consequence. Remember that. There will be consequence. They're not going to be leaving, go to another country, make the product, sell it into the United States, and all we end up with is no taxes and total unemployment. It's not going to happen. There will be consequences.

(APPLAUSE)

We've admitted 59 million immigrants to the United States between 1965 and 2015. Many of these arrivals have greatly enriched our country. So true. But we now have an obligation to them and to their children to control future immigration as we are following, if you think, previous immigration waves.

We've had some big waves. And tremendously positive things have happened. Incredible things have happened. To ensure assimilation we want to ensure that it works. Assimilation, an important word. Integration and upward mobility.

(APPLAUSE)

Within just a few years immigration as a share of national population is set to break all historical records. The time has come for a new immigration commission to develop a new set of reforms to our legal immigration system in order to achieve the following goals.

To keep immigration levels measured by population share within historical norms. To select immigrants based on their likelihood of success in U.S. society and their ability to be financially self-sufficient.

(APPLAUSE)

We take anybody. Come on in, anybody. Just come on in. Not anymore.

You know, folks, it's called a two-way street. It is a two-way street, right? We need a system that serves our needs, not the needs of others. Remember, under a Trump administration it's called America first. Remember that.

(APPLAUSE)

To choose immigrants based on merit. Merit, skill, and proficiency. Doesn't that sound nice? And to establish new immigration controls to boost wages and to ensure that open jobs are offered to American workers first. And that in particular African-American and Latino workers who are being shut out in this process so unfairly.

(APPLAUSE)

And Hillary Clinton is going to do nothing for the African-American worker, the Latino worker. She's going to do nothing. Give me your vote, she says, on November 8th. And then she'll say, so long, see you in four years. That's what it is.

She is going to do nothing. And just look at the past. She's done nothing. She's been

there for 35 years. She's done nothing. And I say what do you have to lose? Choose me. Watch how good we're going to do together. Watch.

(APPLAUSE)

You watch. We want people to come into our country, but they have to come into our country legally and properly vetted, and in a manner that serves the national interest. We've been living under outdated immigration rules from decades ago. They're decades and decades old.

To avoid this happening in the future, I believe we should sunset our visa laws so that Congress is forced to periodically revise and revisit them to bring them up to date. They're archaic. They're ancient. We wouldn't put our entire federal budget on auto pilot for decades, so why should we do the same for the very, very complex subject of immigration?

So let's now talk about the big picture. These 10 steps, if rigorously followed and enforced, will accomplish more in a matter of months than our politicians have accomplished on this issue in the last 50 years. It's going to happen, folks. Because I am proudly not a politician, because I am not behold to any special interest, I've spent a lot of money on my campaign, I'll tell you. I write those checks. Nobody owns Trump.

I will get this done for you and for your family. We'll do it right. You'll be proud of our country again. We'll do it right. We will accomplish all of the steps outlined above. And, when we do, peace and law and justice and prosperity will prevail. Crime will go down. Border crossings will plummet. Gangs will disappear.

And the gangs are all over the place. And welfare use will decrease. We will have a peace dividend to spend on rebuilding America, beginning with our American inner cities. We're going to rebuild them, for once and for all.

For those here illegally today, who are seeking legal status, they will have one route and one route only. To return home and apply for reentry like everybody else, under the rules of the new legal immigration system that I have outlined above. Those who have left to seek entry —

Thank you.

Thank you. Thank you. Those who have left to seek entry under this new system — and it will be an efficient system — will not be awarded surplus visas, but will have to apply for entry under the immigration caps or limits that will be established in the future. TRUMP: We will break the cycle of amnesty and illegal immigration. We will

break the cycle. There will be no amnesty.

(APPLAUSE)

Our message to the world will be this. You cannot obtain legal status or become a citizen of the United States by illegally entering our country. Can't do it.

(APPLAUSE)

This declaration alone will help stop the crisis of illegal crossings and illegal overstays, very importantly. People will know that you can't just smuggle in, hunker down and wait to be legalized. It's not going to work that way. Those days are over.

(APPLAUSE)

Importantly, in several years when we have accomplished all of our enforcement and deportation goals and truly ended illegal immigration for good, including the construction of a great wall, which we will have built in record time. And at a reasonable cost, which you never hear from the government.

(APPLAUSE)

And the establishment of our new lawful immigration system then and only then will we be in a position to consider the appropriate disposition of those individuals who remain.

That discussion can take place only in an atmosphere in which illegal immigration is a memory of the past, no longer with us, allowing us to weigh the

different options available based on the new circumstances at the time. (APPLAUSE)

Right now, however, we're in the middle of a jobs crisis, a border crisis and a terrorism crisis like never before. All energies of the federal government and the legislative process must now be focused on immigration security. That is the only conversation we should be having at this time, immigration security. Cut it off.

Whether it's dangerous materials being smuggled across the border, terrorists entering on visas or Americans losing their jobs to foreign workers, these are the problems we must now focus on fixing. And the media needs to begin demanding to hear Hillary Clinton's answer on how her policies will affect Americans and their security.

(APPLAUSE)

These are matters of life and death for our country and its people, and we deserve answers from Hillary Clinton. And do you notice, she doesn't answer.

She didn't go to Louisiana. She didn't go to Mexico. She was invited.

She doesn't have the strength or the stamina to make America great again. Believe me.

(APPLAUSE)

What we do know, despite the lack of media curiosity, is that Hillary Clinton promises a radical amnesty combined with a radical reduction in immigration enforcement. Just ask the Border Patrol about Hillary Clinton. You won't like what you're hearing.

The result will be millions more illegal immigrants; thousands of more violent, horrible crimes; and total chaos and lawlessness. That's what's going to happen, as sure as you're standing there.

This election, and I believe this, is our last chance to secure the border, stop illegal immigration and reform our laws to make your life better. I really believe this is it. This is our last time. November 8. November 8. You got to get out and

vote on November 8. (APPLAUSE)

It's our last chance. It's our last chance. And that includes Supreme Court justices and Second Amendment. Remember that. So I want to remind everyone what we're fighting for and who we are fighting for.

I am going to ask — these are really special people that I've gotten to know. I'm going to ask all of the "Angel Moms" to come join me on the stage right now.

These are amazing women.

(APPLAUSE)

These are amazing people.

(APPLAUSE)

**AUDIENCE: USA! USA! USA!**

I've become friends with so many. But Jamiel Shaw, incredible guy, lost his son so violently. Say just a few words about your child.

**(SPEAKER'S VOICE):** My son Ronald da Silva (ph) was murdered April 27, 2002 by an illegal alien who had been previously deported. And what so — makes me so outrageous is that we came here legally.

Thank you, Mr. Trump. I totally support you. You have my vote. **TRUMP:** Thank you, thank you. **(SPEAKER'S VOICE):** God bless you. **(APPLAUSE)**

**TRUMP:** You know what? Name your child and come right by. Go ahead.

**(SPEAKER'S VOICE):** Laura Wilkerson. And my son was Joshua Wilkerson. He was murdered by an illegal in 2010. And I personally support Mr. Trump for our next president.

**(APPLAUSE)**

**(SPEAKER'S VOICE):** My name is Ruth Johnston Martin (ph). My husband was shot by an illegal alien. He fought the good fight but he took his last breath in 2002. And I support this man who's going to change this country for the better. God bless you.

**(APPLAUSE)**

**(SPEAKER'S VOICE):** My name Maureen Maloney (ph), and our son Matthew Denise (ph) was 23 years old when he was dragged a quarter of a mile to his death by an illegal alien, while horrified witnesses were banging on the truck trying to stop him.

**(APPLAUSE)**

**(SPEAKER'S VOICE):** Our son Matthew Denise, if Donald Trump were president in 2011, our son Matthew Denise and other Americans would be alive today.

**(APPLAUSE)**

**(SPEAKER'S VOICE):** Thank you. My name is Kathy Woods (ph). My son Steve (ph), a high school senior, 17 years old, went to the beach after a high school football game. A local gang came along, nine members. The cars were battered to — like war in Beirut. And all I can say is they murdered him and if Mr. Trump had been in office then the border would have been secure and our children would not be dead today.

**(APPLAUSE)**

**(SPEAKER'S VOICE):** Hi. My name is Brenda Sparks (ph), and my son is named Eric Zapeda (ph). He was raised by a legal immigrant from Honduras only to be

murdered by an illegal in 2011. His murderer never did a second in handcuffs or jail. Got away with killing an American. So I'm voting for trump. And by the way, so is my mother.

(APPLAUSE)

**(SPEAKER'S VOICE):** My name is Dee Angle (ph). My cousin Rebecca Ann Johnston (ph), known as Becky, was murdered on January the 1st, 1989 in North Little Rock, Arkansas. Thank you. And if you don't vote Trump, we won't have a country. Trump all the way.

(APPLAUSE)

**(SPEAKER'S VOICE):** I'm Shannon Estes (ph). And my daughter Shaley Estes (ph), 22 years old, was murdered here in Phoenix last July 24 by a Russian who overstayed his visa. And vote Trump.

(APPLAUSE)

**(SPEAKER'S VOICE):** I'm Mary Ann Mendoza, the mother of Sergeant Brandon Mendoza, who was killed in a violent head-on collision in Mesa.

Thank you.

I want to thank Phoenix for the support you've always given me, and I want to tell you what. I'm supporting the man who will — who is the only man who is going to save our country, and what we our going to be leaving our children.

(APPLAUSE)

**(SPEAKER'S VOICE):** I'm Steve Ronnebeck, father of Grant Ronnebeck, 21 years old. Killed January 22, 2015 by an illegal immigrant who shot him in the face. I truly believe that Mr. Trump is going to change things. He's going to fight for my family, and he's going to fight for America.

(APPLAUSE)

**TRUMP:** These are amazing people, and I am not asking for their endorsement, believe me that. I just think I've gotten to know so many of them, and many more, from our group. But they are incredible people and what they're going through is incredible, and there's just no reason for it. Let's give them a really tremendous hand.

(APPLAUSE)

That's tough stuff, I will tell you. That is tough stuff. Incredible people.

So, now is the time for these voices to be heard. Now is the time for the media to begin asking questions on their behalf. Now is the time for all of us as one country, Democrat, Republican, liberal, conservative to band together to deliver justice, and safety, and security for all Americans.

Let's fix this horrible, horrible, problem. It can be fixed quickly. Let's our secure our border.

(APPLAUSE)

Let's stop the drugs and the crime from pouring into our country. Let's protect our social security and Medicare. Let's get unemployed Americans off the welfare and back to work in their own country.

This has been an incredible evening. We're going to remember this evening. November 8, we have to get everybody. This is such an important state. November 8 we have to get everybody to go out and vote.

We're going to bring — thank you, thank you. We're going to take our country back, folks. This is a movement. We're going to take our country back.

Thank you. (APPLAUSE) Thank you.

This is an incredible movement. The world is talking about it. The world is talking about it and by the way, if you haven't been looking to what's been happening at the polls over the last three or four days I think you should start looking. You should start looking.

(APPLAUSE)

Together we can save American lives, American jobs, and American futures. Together we can save America itself. Join me in this mission, we're going to make America great again.

Thank you. I love you. God bless you, everybody. God bless you. God bless you, thank you.

## Échantillon 5

« La diversité est une force », discours de Justin Trudeau prononcé à la Maison du Canada à Londres le 26 novembre 2015.

C'est un grand plaisir d'être ici, à Londres, avec vous tous aujourd'hui.

Je remercie le haut-commissaire Campbell, et tout son personnel, ici, à la Maison du Canada.

Je veux saluer tous les gens qui sont présents avec nous ici aujourd'hui, et tous ceux qui sont également à l'extérieur. Merci de prendre le temps d'être avec nous.

Plus tôt aujourd'hui, j'ai eu l'occasion de rencontrer Sa Majesté la reine Elizabeth II.

Elle s'est montrée, bien entendu, affable et sensible, et sa vision des choses s'est avérée unique et précieuse. Sa Majesté a joué un rôle important dans l'histoire du Canada, et je suis convaincu qu'elle continuera de jouer un rôle important dans nos progrès continus et notre avenir.

Et c'est de cet avenir, et du rôle du Canada dans notre avenir partagé, que j'aimerais parler aujourd'hui.

Le Canada a appris à être fort non pas en dépit de nos différences, mais grâce à celles-ci. Désormais, cela sera au cœur même de notre réussite et de ce que nous offrons au monde.

Notre engagement à l'égard de la diversité et de l'inclusion ne se résume pas au fait que les Canadiens sont gentils et polis, même si nous le sommes, bien évidemment. En fait, notre engagement réside dans une approche puissante et ambitieuse pour faire du Canada, et du monde entier, un endroit meilleur et plus sécuritaire.

Pourquoi la diversité est importante

Ce serait sans doute facile, pour un pays comme le Canada, de prendre cette diversité pour acquise. C'est, en quelque sorte, l'air que nous respirons.

« La diversité, force du Canada » De génération en génération, nos enfants ont grandi sans se poser de questions en entendant

parler cinq ou six langues différentes lorsqu'ils jouaient au parc.

Puisque nous sommes en 2015, des gens du monde entier remarquent la diversité de notre cabinet et de notre parlement. Toutefois, la diversité de notre pays ne date pas d'hier.

Un député que je connais m'a raconté une histoire qui résume cela à la perfection. Il participait à un programme d'échanges parlementaires à Paris. Des représentants élus de partout dans le monde étaient présents. On lui a demandé à quoi « ressemblait » le Canada.

Il était accompagné de quatre autres collègues, dont aucun n'était né au Canada sauf lui. Parmi eux, trois étaient des femmes et deux étaient des hommes. Deux étaient catholiques, un était musulman ismaélien, un était juif et ses parents étaient des survivants de l'holocauste et un autre était un ministre protestant gai. L'un d'eux était né en France, un autre au Portugal. Un autre était né en Argentine. Un autre en Tanzanie.

Il a pointé ses collègues et a dit : « À cela. C'est à cela que le Canada ressemble. »

Un cinquième des Canadiens sont nés ailleurs dans le monde et ont choisi d'immigrer au Canada. Dans notre plus grande ville, plus de la moitié sont nés à l'étranger.

Compte tenu de ce portrait, l'importance de la diversité peut parfois être tenue pour acquise. Mais il ne fait aucun doute que nous sommes un meilleur pays – un pays plus fort et plus prospère – en raison de cela.

Il s'agit d'écouter les mots que les gens utilisent pour décrire le Canada : nous sommes ouverts, nous prônons l'acceptation, nous sommes progressistes et prospères. Il y a un lien direct à faire entre chacune de ces caractéristiques et la réussite du Canada dans l'édification d'une société plus diversifiée et plus inclusive.

Nous ne sommes pas la seule nation qui a essayé de le faire. Mais ce qui a fait la réussite du Canada, c'est que nous avons compris que notre diversité n'est

pas un obstacle à surmonter ou une difficulté à tolérer. C'est plutôt un moyen incroyable de gagner en force.

Les Canadiens comprennent que notre force, c'est la diversité. Nous savons que le Canada a connu une réussite – sur les plans culturel, politique et économique – en raison de notre diversité et non pas en dépit de celle-ci.

Nous ne célébrons pas cette réussite assez souvent, et cela est typiquement canadien.

Mais je dirais que maintenant, plus que jamais, le monde a besoin que nous le fassions.

À la suite d'horribles événements comme les attaques récentes à Paris, nous devons rappeler au monde entier que la paix est possible, et que chaque fois, l'espoir continuera à vaincre la peur. Et alors que nous renouvelons notre volonté de travailler avec la communauté internationale pour aider à prévenir de telles attaques, et tandis que nous réaffirmons notre participation résolue à la coalition contre l'EIIL, nous renouvelons également notre volonté de collaborer à bâtir un monde dans lequel la diversité et la différence sont promues et célébrées.

Nous savons que la paix est possible et que l'espoir est toujours plus fort que la peur.

Comment et pourquoi le Canada réussit au chapitre de la diversité

L'histoire du Canada prouve que la diversité et l'inclusion fonctionnent. Elles ne fonctionnent pas simplement en tant que valeurs idéalistes : elles représentent le chemin vers la paix et la prospérité.

Ça n'a pas toujours été facile. Le chemin a parfois été cahoteux.

Nous devons être conscients que pour les peuples autochtones, la réalité canadienne n'a pas été – et n'est pas aujourd'hui – facile, équitable et juste.

Nous devons reconnaître que notre histoire a eu ses moments plus sombres : la taxe d'entrée imposée aux Chinois, l'internement de Canadiens d'origine ukrainienne, japonaise et italienne pendant la première et la deuxième guerres mondiales, notre refus d'accueillir des bateaux de réfugiés juifs ou panjabis, notre propre histoire d'esclavagisme.

Les Canadiens repensent à ces transgressions avec des regrets et de la honte – et ils ont bien raison.

Notre histoire est cependant remplie de moments positifs.

Le chemin de fer clandestin. La Charte des droits et libertés. La Loi sur le multiculturalisme. La Loi sur les langues officielles. L'accueil des musulmans ismaéliens. La liberté qu'ont les Juifs, les sikhs, les hindous et les évangélistes de pratiquer leur religion.

Ces changements positifs ne pourront jamais corriger les erreurs du passé. Mais ils peuvent servir à nous rappeler, comme l'a si bien dit Martin Luther King Jr, que « l'arc de l'univers moral est long, mais il tend toujours vers la justice ».

Comme bien d'autres nations, le Canada est en constant débat entre ceux qui souhaitent que nous formions un bloc restreint et que nous construisions des murs et les autres qui nous rappellent que nous sommes précisément qui nous sommes en

raison de notre ouverture, de notre diversité et de notre capacité d'inclusion.

La dernière campagne électorale en est un bon exemple. Elle visait à déterminer, en partie, si les Canadiens croient encore en ces valeurs. De nombreuses personnes avaient des doutes.

Mais laissez-moi vous dire une chose. Je suis aujourd'hui le premier ministre du Canada parce que les Canadiens ont rejeté les forces qui nous auraient divisés.

Nous n'avons toutefois pas besoin d'une élection nationale pour voir en action l'engagement du Canada à l'égard de la diversité.

Nous le voyons dans nos communautés chaque jour.

Certains se permettent d'être rongés par la colère et l'indignation, mais, comme société, nous savons qu'au bout du compte nous réussissons en gardant la tête froide et le cœur chaud.

Lorsque certains veulent menacer ceux et celles qui ont une apparence, des vêtements ou une religion différents, de nombreux autres se dressent et disent « Non. Pas ici. Pas dans notre communauté, pas à nos voisins ».

Chaque fois, lorsque le spectre hideux de l'intolérance surgit, les Canadiens se soulèvent pour le rejeter. Nous prouvons alors de façon claire et résolue que nous valons plus que cela.

J'aimerais vous faire part de quelques exemples très récents.

Le lendemain des attentats de Paris, une mosquée a été incendiée à Peterborough, en Ontario. On soupçonne un crime haineux. En réaction, la communauté s'est ralliée et a recueilli plus de 110 000 \$ en deux jours pour aider la communauté musulmane à reconstruire l'immeuble. Unis dans la foi, des membres de communautés chrétiennes et juives locales ont ouvert leurs portes, littéralement, pour offrir un lieu de prière à leurs voisins musulmans.

Voilà les valeurs canadiennes.

À Kitchener, en Ontario, un temple hindou a été vandalisé – ses fenêtres ont été cassées par des cailloux – pendant que le prêtre en chef de la congrégation prenait part à une vigile à la mémoire des victimes des attentats de Paris. Un groupe musulman de la région de Toronto a

alors commencé à recueillir des dons pour aider à réparer les dommages.

Voilà les valeurs canadiennes. L'importance d'une classe moyenne vigoureuse

Ces valeurs, aussi importantes soient-elles, ne peuvent exister dans l'isolement. Il est essentiel de les soutenir au moyen de politiques économiques profitables pour les Canadiens.

L'économie du Canada repose sur la vigueur et la croissance de la classe moyenne. Il en a toujours été ainsi.

Au cours du siècle dernier, la classe moyenne du Canada, optimiste et en pleine expansion, a su créer une collectivité au grand cœur et à l'esprit ouvert. Ensemble, ces vaillants travailleurs canadiens ont bâti un pays meilleur, non seulement pour eux-mêmes, mais aussi pour leurs enfants et pour autrui.

En demeurant fermement concentrés sur la classe moyenne et sur ceux et celles qui travaillent fort pour s'y intégrer, nous pouvons générer une croissance économique réelle qui sera profitable pour tous.

Cet objectif est valable en soi, mais il est également important parce que nous savons qu'un pays diversifié ne peut fonctionner sans cela.

Lorsque les possibilités sont limitées, lorsque les gens ne croient pas qu'ils ont une chance réelle et équitable de réussir, la peur commence à l'emporter sur l'espoir. Les tensions financières se manifestent de diverses façons. La peur de ceux qui sont différents de nous et la méfiance envers eux est l'une de ses formes les plus courantes et les plus dangereuses.

Autrement dit, l'expansion de la classe moyenne est bien davantage qu'une nécessité économique – il s'agit d'un élément central de notre unité en tant que nation.

Elle crée chez les gens ce sentiment d'être utile, qui est si difficile à décrire, mais si profondément ressenti. Le sentiment que nous faisons partie d'un tout. La conviction que, peu importe d'où nous venons, nous sommes unis non seulement dans nos cultures, mais également dans nos rêves.

C'est la classe moyenne qui nous unit, et ce sont nos communautés diversifiées qui assurent la poursuite de notre croissance économique. Les deux sont nécessaires à notre réussite.

Le rôle du Canada dans le monde

Offrir un plus grand soutien à la classe moyenne est un objectif important à l'échelle nationale, mais le Canada doit également jouer un rôle crucial en vue de faire profiter le monde de sa réussite.

À mesure que nous avançons dans le 21<sup>e</sup> siècle et que les tendances économiques et environnementales semblent faire de la migration entre les États la « nouvelle norme », de plus en plus de pays se trouveront devant des difficultés auxquelles le Canada a dû faire face il y a longtemps.

Il y a une chose que nous avons bien faite au Canada. Pas parfaitement, mais bien. Il s'agit de l'établissement de l'équilibre entre la liberté individuelle et l'identité collective.

Nous savons que les gens se définissent, en grande partie, dans leurs relations avec les autres. Nos origines culturelles, notre genre, nos croyances religieuses, notre orientation sexuelle.

Cependant, nous croyons aussi que tous ces rapports avec les autres trouvent leur source profonde et concrète dans les êtres humains, en chair et en os.

Nous élargissons la liberté culturelle en veillant à ce que chaque Canadien issu de ces communautés diversifiées ait la liberté de vivre, d'exprimer, de développer et de transformer sa culture.

Nous refusons de mettre en contradiction la liberté individuelle et l'identité collective. En fait, nous avons bâti une société où ces deux éléments s'épanouissent et se renforcent l'un et l'autre.

À l'origine, il s'agissait d'un acte de foi et d'une idée très nouvelle. Au fil du temps, nous avons appris à faire confiance au fait que, peu importe leur culture d'origine, plus les gens entrent en contact avec la vaste diversité de notre pays, plus ils deviennent Canadiens.

Là où la répression existait, elle serait mise en échec par la possibilité, plus attirante, d'atteindre la liberté au Canada. Là où se trouvait l'isolement, celui-ci serait brisé grâce à l'ouverture et à l'inclusion.

Cette idée était peut-être au départ un acte de foi, mais elle est devenue une caractéristique déterminante de notre pays, notre plus grande réussite et, possiblement, la plus grande contribution que nous ayons apportée au monde.

Nous avons prouvé qu'il est possible de bâtir un pays – un pays incroyablement prospère – en se fondant sur le principe du respect mutuel.

Fidèlement à cette caractéristique toute canadienne, nous ne célébrons pas assez souvent cette réussite. Mais le monde a besoin que nous le fassions. Particulièrement aujourd'hui.

L'un des problèmes mondiaux les plus graves et les plus urgents consiste à trouver la façon de créer des sociétés où des gens de différentes cultures peuvent vivre ensemble et définir un terrain d'entente. Et, collectivement, nous faisons face à l'influx de réfugiés qui fuient un conflit violent.

Hier, notre gouvernement a présenté un plan selon lequel 25 000 réfugiés syriens seront autorisés à se réinstaller d'ici la fin de l'année et arriveront au Canada à l'intérieur de quelques mois.

Ce n'est pas la première fois que nous le faisons. À la fin des années 1970 et au début des années 1980, pendant le mandat du premier ministre Joe Clark, le Canada a assuré les réinstallations de près de 60 000 réfugiés venues du Vietnam, du Cambodge et du Laos.

Nous l'avons déjà fait et nous le ferons encore, parce que nous savons qu'assurer la réinstallation de réfugiés équivaut en fait à accueillir de nouveaux Canadiens.

Plus encore, le Canada peut aussi exporter les idées et les institutions grâce auxquelles la diversité fonctionne si efficacement chez nous.

Nous savons gouverner de manière inclusive, transparente, respectueuse et efficace. Nous pouvons transmettre ce savoir-faire à d'autres pays et à leurs citoyens.

Nous savons travailler en collaboration avec nos alliés en vue de combattre le terrorisme, et nous savons être un partenaire efficace dans le cadre d'opérations internationales de maintien de la paix. Nous pouvons contribuer davantage à ces efforts internationaux, et nous avons pris l'engagement de le faire.

En outre, nous savons mettre en application ce que M. Annan, ancien secrétaire général de l'ONU, nous a appelés à faire en 2013, soit d'« apprendre les uns des autres, et faire de nos différentes traditions et cultures une source d'harmonie et de force, et non de discorde et de faiblesse. »

Nous avons le devoir – face à nous-mêmes et face au monde – de montrer que la diversité inclusive est une force capable de vaincre l'intolérance, le radicalisme et la haine.

Le succès du Canada comme nation de diversité et d'inclusion n'est pas arrivé par accident et il ne se poursuivra pas sans effort.

Même si notre avenir est optimiste, cet optimisme n'est pas pour autant garanti. Notre avenir dépendra des choix que nous faisons aujourd'hui.

Compassion, acceptation et confiance; diversité et inclusion. C'est grâce à ces

qualités que le Canada est fort et libre. Pas seulement en principe mais en pratique.

Ceux qui profitent des nombreux avantages de la diversité qui existe au Canada se doivent d'être de solides et fermes garants de ses qualités.

Ne fermons pas nos cœurs à ceux qui ont besoin de nous, ni nos esprits au fait qu'il est toujours possible de faire mieux.

Après tout, nous sommes des Canadiens.

Montrons-nous sous notre meilleur jour au monde entier. Merci.

**Échantillon 6***Remarks as prepared for delivery*

Thank You.

I want to thank King Salman for his extraordinary words, and the magnificent Kingdom of Saudi Arabia for hosting today's summit. I am honored to be received by such gracious hosts. I have always heard about the splendor of your country and the kindness of your citizens, but words do not do justice to the grandeur of this remarkable place and the incredible hospitality you have shown us from the moment we arrived.

You also hosted me in the treasured home of King Abdulaziz, the founder of the Kingdom who united your great people. Working alongside another beloved leader –

American President Franklin Roosevelt – King Abdulaziz began the enduring partnership between our two countries. King Salman: your father would be so proud to see that you are continuing his legacy – and just as he opened the first chapter in our partnership, today we begin a new chapter that will bring lasting benefits to our citizens.

Let me now also extend my deep and heartfelt gratitude to each and every one of the distinguished heads of state who made this journey here today. You greatly honor us with your presence, and I send the warmest regards from my country to yours. I know that our time together will bring many blessings to both your people and mine.

I stand before you as a representative of the American People, to deliver a message of friendship and hope. That is why I chose to make my first foreign visit a trip to the heart of the Muslim world, to the nation that serves as custodian of the two holiest sites in the Islamic Faith.

In my inaugural address to the American People, I pledged to strengthen America's oldest friendships, and to build new partnerships in pursuit of peace. I also promised that America will not seek to impose our way of life on others, but to outstretch our hands in the spirit of cooperation and trust.

Our vision is one of peace, security, and prosperity—in this region, and in the world.

Our goal is a coalition of nations who share the aim of stamping out extremism and providing our children a hopeful future that does honor to God.

And so this historic and unprecedented gathering of leaders —unique in the history of nations—is a symbol to the world of our shared resolve and our mutual respect. To

the leaders and citizens of every country assembled here today, I want you to know that the United States is eager to form closer bonds of friendship, security, culture and commerce.

For Americans, this is an exciting time. A new spirit of optimism is sweeping our country: in just a few months, we have created almost a million new jobs, added over 3 trillion dollars of new value, lifted the burdens on American industry, and made record investments in our military that will protect the safety of our people and enhance the security of our wonderful friends and allies – many of whom are here today.

Now, there is even more blessed news I am pleased to share with you. My meetings with King Salman, the Crown Prince, and the Deputy Crown Prince, have been filled with great warmth, good will, and tremendous cooperation.

Yesterday, we signed historic agreements with the Kingdom that will invest almost \$400 billion in our two countries and create many thousands of jobs in America and Saudi Arabia.

This landmark agreement includes the announcement of a \$110 billion Saudi-funded defense purchase – and we will be sure to help our Saudi friends to get a good deal from our great American defense companies. This agreement will help the Saudi military to take a greater role in security operations.

We have also started discussions with many of the countries present today on strengthening partnerships, and forming new ones, to advance security and stability across the Middle East and beyond.

Later today, we will make history again with the opening of a new Global Center for Combating Extremist Ideology – located right here, in this central part of the Islamic World. This groundbreaking new center represents a clear declaration that Muslim-majority countries must take the lead in combatting radicalization, and I want to express our gratitude to King Salman for this strong demonstration of leadership.

I have had the pleasure of welcoming several of the leaders

present today to the White House, and I look forward to working with all of you.

America is a sovereign nation and our first priority is always the safety and security of our citizens. We are not here to lecture—we are not here to tell other people how to live, what to do, who to be, or how to worship. Instead, we are here to offer partnership – based on shared interests and values – to pursue a better future for us all.

Here at this summit we will discuss many interests we share together. But above all we must be united in pursuing the one goal that transcends every other consideration. That goal is to meet history's great test—to conquer extremism and vanquish the forces of terrorism.

Young Muslim boys and girls should be able to grow up free from fear, safe from violence, and innocent of hatred.

And young Muslim men and women should have the chance to build a new era of prosperity for themselves and their peoples.

God's help, this summit will mark the beginning of the end for those who practice terror and spread its vile creed. At the same time, we pray this special gathering may someday be remembered as the beginning of peace in the Middle East – and maybe, even all over the world.

But this future can only be achieved through defeating terrorism and the ideology that drives it.

Few nations have been spared its violent reach.

America has suffered repeated barbaric attacks – from the atrocities of September 11th to the devastation of the Boston Bombing, to the horrible killings in San Bernardino and Orlando.

The nations of Europe have also endured unspeakable horror. So too have the nations of Africa and even South

America. India, Russia, China and Australia have been victims.

But, in sheer numbers, the deadliest toll has been exacted on the innocent people of Arab, Muslim and Middle Eastern nations. They have borne the brunt of the killings and the worst of the destruction in this wave of fanatical violence.

Some estimates hold that more than 95 percent of the victims of terrorism are themselves Muslim.

We now face a humanitarian and security disaster in this region that is spreading across the planet. It is a tragedy of epic proportions. No description of the suffering and depravity can begin to capture its full measure.

The true toll of ISIS, Al Qaeda, Hezbollah, Hamas, and so many others, must be counted not only in the number of dead. It must also be counted in generations of vanished dreams.

The Middle East is rich with natural beauty, vibrant cultures, and massive amounts of historic treasures. It should increasingly become one of the great global centers of commerce and opportunity.

This region should not be a place from which refugees flee, but to which newcomers flock.

Saudi Arabia is home to the holiest sites in one of the world's great faiths. Each year millions of Muslims come from around the world to Saudi Arabia to take part in the Hajj. In addition to ancient wonders, this country is also home to modern ones—including soaring achievements in architecture.

Egypt was a thriving center of learning and achievement thousands of years before other parts of the world. The wonders of Giza, Luxor and Alexandria are proud monuments to that ancient heritage.

All over the world, people dream of walking through the ruins of Petra in Jordan. Iraq was the cradle of civilization and is a land of natural beauty. And the United Arab Emirates has reached incredible heights with glass and steel, and turned earth and water into spectacular works of art.

The entire region is at the center of the key shipping lanes of the Suez Canal, the Red Sea, and the Straits of Hormuz.

The potential of this region has never been greater. 65 percent of its population is under the age of 30. Like all young men and women, they seek great futures to build, great national projects to join, and a place for their families to call home.

But this untapped potential, this tremendous cause for optimism, is held at bay by bloodshed and terror. There can be no coexistence with this violence.

There can be no tolerating it, no accepting it, no excusing it, and no ignoring it.

Every time a terrorist murders an innocent person, and falsely invokes the name of God, it should be an insult to every person of faith.

Terrorists do not worship God, they worship death.

If we do not act against this organized terror, then we know what will happen. Terrorism's devastation of life will continue to spread. Peaceful societies will become engulfed by violence. And the futures of many generations will be sadly squandered.

If we do not stand in uniform condemnation of this killing— then not only will we be judged by our people, not only will we be judged by history, but we will be judged by

God.

This is not a battle between different faiths, different sects, or different civilizations.

This is a battle between barbaric criminals who seek to obliterate human life, and decent people of all religions who seek to protect it.

This is a battle between Good and Evil.

When we see the scenes of destruction in the wake of terror, we see no signs that those murdered were Jewish or Christian, Shia or Sunni. When we look upon the streams of innocent blood soaked into the ancient ground, we cannot see the faith or sect or tribe of the victims – we see only that they were Children of God whose deaths are an insult to all that is holy.

But we can only overcome this evil if the forces of good are united and strong – and if everyone in this room does their fair share and fulfills their part of the burden.

Terrorism has spread across the world. But the path to peace begins right here, on this ancient soil, in this sacred land.

America is prepared to stand with you – in pursuit of shared interests and common security.

But the nations of the Middle East cannot wait for American power to crush this enemy for them. The nations of the Middle East will have to decide what kind of future they want for themselves, for their countries, and for their children.

It is a choice between two futures – and it is a choice America CANNOT make for you.

A better future is only possible if your nations drive out the terrorists and extremists. Drive. Them. Out. **DRIVE THEM OUT** of your places of worship. **DRIVE THEM OUT** of your communities. **DRIVE THEM OUT** of your holy land, and **DRIVE THEM OUT OF THIS EARTH.**

For our part, America is committed to adjusting our

strategies to meet evolving threats and new facts. We will discard those strategies that have not worked—and will apply new approaches informed by experience and judgment. We are adopting a Principled Realism, rooted in common values and shared interests.

Our friends will never question our support, and our enemies will never doubt our

determination. Our partnerships will advance security through stability, not through radical disruption. We will make decisions based on real-world outcomes – not inflexible ideology. We will be guided by the lessons of experience, not the confines of rigid thinking. And, wherever possible, we will seek gradual reforms – not sudden intervention.

We must seek partners, not perfection—and to make allies of all who share our goals.

Above all, America seeks peace – not war.

Muslim nations must be willing to take on the burden, if we are going to defeat terrorism and send its wicked ideology into oblivion.

The first task in this joint effort is for your nations to deny all territory to the foot soldiers of evil. Every country in the region has an absolute duty to ensure that terrorists find no sanctuary on their soil.

Many are already making significant contributions to regional security: Jordanian pilots are crucial partners against ISIS in Syria and Iraq. Saudi Arabia and a regional coalition have taken strong action against Houthi militants in Yemen. The Lebanese Army is hunting ISIS operatives who try to infiltrate their territory. Emirati troops are supporting our Afghan partners. In Mosul, American troops are supporting Kurds, Sunnis and Shias fighting together for their homeland. Qatar, which hosts the U.S. Central Command, is a crucial strategic partner. Our longstanding partnership with Kuwait and Bahrain continue to enhance

security in the region. And courageous Afghan soldiers are making tremendous sacrifices in the fight against the Taliban, and others, in the fight for their country.

As we deny terrorist organizations control of territory and populations, we must also strip them of their access to funds. We must cut off the financial channels that let ISIS sell oil, let extremists pay their fighters, and help terrorists smuggle their reinforcements.

I am proud to announce that the nations here today will be signing an agreement to prevent the financing of terrorism, called the Terrorist Financing Targeting Center – co-chaired by the United States and Saudi Arabia, and joined by every member of the Gulf Cooperation Council. It is another historic step in a day that will be long remembered.

I also applaud the Gulf Cooperation Council for blocking funders from using their countries as a financial base for terror, and designating Hezbollah as a terrorist organization last year. Saudi Arabia also joined us this week in placing sanctions on one of the most senior leaders of Hezbollah.

Of course, there is still much work to do.

That means honestly confronting the crisis of Islamist extremism and the Islamist terror groups it inspires. And it means standing together against the murder of innocent Muslims, the oppression of women, the persecution of Jews, and the slaughter of Christians.

Religious leaders must make this absolutely clear: Barbarism will deliver you no glory – piety to evil will bring you no dignity. If you choose the path of terror, your life will be empty, your life will be brief, and **YOUR SOUL WILL BE CONDEMNED.**

And political leaders must speak out to affirm the same idea: heroes don't kill innocents; they save them. Many nations here today have taken important steps to raise up

that message. Saudi Arabia's Vision for 2030 is an important and encouraging statement of tolerance, respect, empowering women, and economic development.

The United Arab Emirates has also engaged in the battle for hearts and souls—and with the U.S., launched a center to counter the online spread of hate. Bahrain too is working to undermine recruitment and radicalism.

I also applaud Jordan, Turkey and Lebanon for their role in hosting refugees. The surge of migrants and refugees leaving the Middle East depletes the human capital needed to build stable societies and economies. Instead of depriving this region of so much human potential, Middle Eastern countries can give young people hope for a brighter future in their home nations and regions.

That means promoting the aspirations and dreams of all citizens who seek a better life – including women, children, and followers of all faiths. Numerous Arab and Islamic scholars have eloquently argued that protecting equality strengthens Arab and Muslim communities.

For many centuries the Middle East has been home to Christians, Muslims and Jews living side-by-side. We must practice tolerance and respect for each other once again— and make this region a place where every man and woman, no matter their faith or ethnicity, can enjoy a life of dignity and hope.

In that spirit, after concluding my visit in Riyadh, I will travel to Jerusalem and Bethlehem, and then to the Vatican – visiting many of the holiest places in the three Abrahamic Faiths. If these three faiths can join together in cooperation, then peace in this world is possible – including peace between Israelis and Palestinians. I will be meeting with both Israeli Prime Minister Benjamin Netanyahu and Palestinian

President Mahmoud Abbas.

Starving terrorists of their territory, their funding, and the false allure of their craven ideology, will be the basis for defeating them.

But no discussion of stamping out this threat would be complete without mentioning the government that gives terrorists all three—safe harbor, financial backing, and the social standing needed for recruitment. It is a regime that is responsible for so much instability in the region. I am speaking of course of Iran.

From Lebanon to Iraq to Yemen, Iran funds, arms, and trains terrorists, militias, and other extremist groups that spread destruction and chaos across the region. For decades, Iran has fueled the fires of sectarian conflict and terror.

It is a government that speaks openly of mass murder, vowing the destruction of Israel, death to America, and ruin for many leaders and nations in this room.

Among Iran's most tragic and destabilizing interventions have been in Syria. Bolstered by Iran, Assad has committed unspeakable crimes, and the United States has taken firm action in response to the use of banned chemical weapons by the Assad Regime – launching 59 tomahawk missiles at the Syrian air base from where that murderous attack originated.

Responsible nations must work together to end the humanitarian crisis in Syria, eradicate ISIS, and restore stability to the region.

The Iranian regime's longest-suffering victims are its own people. Iran has a rich history and culture, but the people of Iran have endured hardship and despair under their leaders' reckless pursuit of conflict and terror.

Until the Iranian regime is willing to be a partner for peace, all nations of conscience must work together to isolate Iran, deny it funding for terrorism, and pray for the day when the Iranian people have the just and righteous government they

deserve. The decisions we make will affect countless lives.

King Salman, I thank you for the creation of this great moment in history, and for your massive investment in America, its industry and its jobs. I also thank you for investing in the future of this part of the world.

This fertile region has all the ingredients for extraordinary success – a rich history and culture, a young and vibrant people, a thriving spirit of enterprise. But you can only unlock this future if the citizens of the Middle East are freed from extremism,

terror and violence.

We in this room are the leaders of our peoples. They look to us for answers, and for action. And when we look back at their faces, behind every pair of eyes is a soul that yearns for justice. Today, billions of faces are now looking at us, waiting for us to act on the great question of our time.

Will we be indifferent in the presence of evil? Will we protect our citizens from its violent ideology? Will we let its venom spread through our societies? Will we let it destroy the most holy sites on earth? If we do not confront this deadly terror, we know what the future will bring—more suffering and despair.

But if we act—if we leave this magnificent room unified and determined to do what it takes to destroy the terror that threatens the world—then there is no limit to the great future our citizens will have.

The birthplace of civilization is waiting to begin a new renaissance. Just imagine what tomorrow could bring.

Glorious wonders of science, art, medicine and commerce to inspire humankind. Great cities built on the ruins of shattered towns. New jobs and industries that will lift up millions of people. Parents who no longer worry for their children, families who no longer mourn for their loved ones, and the faithful who finally worship without fear.

These are the blessings of prosperity and peace. These are the desires that burn with a righteous flame in every human heart. And these are the just demands of our beloved peoples.

I ask you to join me, to join together, to work together, and to FIGHT together—**BECAUSE UNITED, WE WILL NOT FAIL.**

Thank you. God Bless You. God Bless Your Countries. And God Bless the United States of America.

### **Échantillon 7**

Déclaration du premier ministre Trudeau lors de l'arrivée de réfugiés syriens à l'aéroport international Pearson de Toronto.

Le premier ministre Justin Trudeau a fait aujourd'hui la déclaration suivante après avoir accueilli tard hier soir des réfugiés syriens à leur arrivée au Canada :

« Aujourd'hui, nous accueillons de nombreux réfugiés syriens qui ont été contraints à fuir leur patrie à cause de la guerre et des conflits. Le Canada agit comme il se doit en offrant un refuge à ceux qui cherchent si désespérément la sécurité.

« Il s'agit d'une étape importante dans la réalisation de notre projet consistant à accueillir 25 000 réfugiés syriens au Canada au cours des prochains mois. Cela témoigne également de notre engagement à assurer la réinstallation de réfugiés, qui s'inscrit dans la fière tradition humanitaire du Canada.

« Je sais que, même pour les gens qui font face à des épreuves extrêmes, à la tragédie et à la guerre dans leur pays, le fait de quitter sa patrie est très difficile. La transition vers une nouvelle vie dans un nouveau pays peut s'avérer très éprouvante.

« Permettez-moi de rassurer les personnes qui arrivent dans notre pays en leur disant que nos communautés et tous les ordres de gouvernement travailleront en proche collaboration, tous ensemble, afin qu'il soit plus facile pour vous de vous adapter à ces changements et de participer pleinement à la société canadienne. La température à l'extérieur sera peut-être beaucoup plus froide qu'elle ne l'est dans votre pays, mais je suis persuadé que vos nouveaux voisins vous réserveront un accueil chaleureux.

« Au cours des prochaines années, les Canadiens repenseront avec une immense fierté aux contributions qu'auront apportées les réfugiés syriens et constateront comment ils auront fait de notre pays un endroit encore meilleur. »

**Échantillon 8**

L'ordre exécutif d'interdiction de réfugiés syriens signé par Trump le 28 janvier 2017, à Washington.

**PROTECTING THE NATION FROM FOREIGN TERRORIST ENTRY INTO THE UNITED STATES**

By the authority vested in me as President by the Constitution and laws of the United States of America, including the Immigration and Nationality Act (INA), 8 U.S.C. 1101 et seq., and section 301 of title 3, United States Code, and to protect the American people from terrorist attacks by foreign nationals admitted to the United States, it is hereby ordered as follows:

**Section 1. Purpose.** The visa-issuance process plays a crucial role in detecting individuals with terrorist ties and stopping them from entering the United States. Perhaps in no instance was that more apparent than the terrorist attacks of September 11, 2001, when State Department policy prevented consular officers from properly scrutinizing the visa applications of several of the 19 foreign nationals who went on to murder nearly 3,000 Americans. And while the visa-issuance process was reviewed and amended after the September 11 attacks to better detect would-be

terrorists from receiving visas, these measures did not stop attacks by foreign nationals who were admitted to the United States.

Numerous foreign-born individuals have been convicted or implicated in terrorism-related crimes since September 11, 2001, including foreign nationals who entered the United States after receiving visitor, student, or employment visas, or who entered through the United States refugee resettlement program. Deteriorating conditions in certain countries due to war, strife, disaster, and civil unrest increase the likelihood that terrorists will use any means possible to enter the United States. The United States must be vigilant during the visa-issuance process to ensure that those approved for admission do not intend to harm Americans and that they have no ties to terrorism.

In order to protect Americans, the United States must ensure that those admitted to this country do not bear hostile attitudes toward it and its founding principles. The United States cannot, and should not, admit those who do not support the Constitution, or those who would place violent ideologies over American law. In addition, the United States should not admit those who engage in acts of bigotry or

hatred (including "honor" killings, other forms of violence against women, or the persecution of those who practice religions different from their own) or those who would oppress Americans of any race, gender, or sexual orientation.

**Sec. 2. Policy.** It is the policy of the United States to protect its citizens from foreign nationals who intend to commit terrorist attacks in the United States; and to prevent the admission of foreign nationals who intend to exploit United States immigration laws for malevolent purposes.

**Sec. 3. Suspension of Issuance of Visas and Other Immigration Benefits to Nationals of Countries of Particular Concern.** (a) The Secretary of Homeland Security, in consultation with the Secretary of State and the Director of National Intelligence, shall immediately conduct a review to determine the information needed from any country to adjudicate any visa, admission, or other benefit under the INA (adjudications) in order to determine that the individual seeking the benefit is who the individual claims to be and is not a security or public-safety threat.

(b) The Secretary of Homeland Security, in consultation with the Secretary of State and the Director of National Intelligence, shall submit to the President a report on the results of the review described in subsection (a) of this section, including the Secretary of Homeland Security's determination of the information needed for adjudications and a list of countries that do not provide adequate information, within 30 days of the date of this order. The Secretary of Homeland Security shall provide a copy of the report to the Secretary of State and the Director of National Intelligence.

(c) To temporarily reduce investigative burdens on relevant agencies during the review period described in subsection (a) of this section, to ensure the proper review and maximum utilization of available resources for the screening of foreign nationals, and to ensure that adequate standards are established to prevent infiltration by foreign terrorists or criminals, pursuant to section 212(f) of the INA, 8 U.S.C. 1182(f), I hereby proclaim that the immigrant and nonimmigrant entry into the United States of aliens from countries referred to in section 217(a)(12) of the INA, 8 U.S.C. 1187(a)(12), would be detrimental to the interests of the United States, and I hereby suspend entry into the United States, as immigrants and nonimmigrants, of such persons for 90 days from the date of this order (excluding those foreign nationals traveling on diplomatic visas, North Atlantic Treaty Organization visas, C-2 visas for travel to the United Nations, and G-1, G-2, G-3, and G-4 visas).

(d) Immediately upon receipt of the report described in subsection (b) of this section regarding the information needed for adjudications, the Secretary of State shall request all foreign governments that do not supply such information to start providing such information regarding their nationals within 60 days of notification.

(e) After the 60-day period described in subsection (d) of this section expires, the Secretary of Homeland Security, in consultation with the Secretary of State, shall submit to the President a list of countries recommended for inclusion on a Presidential proclamation that would prohibit the entry of foreign nationals (excluding those foreign nationals traveling on diplomatic visas, North Atlantic Treaty Organization visas, C-2 visas for travel to the United Nations, and G-1, G-2, G-3, and G-4 visas) from countries that do not provide the information requested pursuant to subsection (d) of this section until compliance occurs.

(f) At any point after submitting the list described in subsection (e) of this section, the Secretary of State or the Secretary of Homeland Security may submit to the President the names of any additional countries recommended for similar treatment.

(g) Notwithstanding a suspension pursuant to subsection (c) of this section or pursuant to a Presidential proclamation described in subsection (e) of this section, the Secretaries of State and Homeland Security may, on a case-by-case basis, and when in the national interest, issue visas or other immigration benefits to nationals of countries for which visas and benefits are otherwise blocked.

(h) The Secretaries of State and Homeland Security shall submit to the President a joint report on the progress in implementing this order within 30 days of the date of this order, a second report within 60 days of the date of this order, a third report within 90 days of the date of this order, and a fourth report within 120 days of the date of this order.

**Sec. 4. Implementing Uniform Screening Standards for All Immigration Programs.** (a) The Secretary of State, the Secretary of Homeland Security, the Director of National Intelligence, and the Director of the Federal Bureau of Investigation shall implement a program, as part of the adjudication process for immigration benefits, to identify individuals seeking to enter the United States on a fraudulent basis with the intent to cause harm, or who are at risk of causing harm subsequent to their admission. This program will include the development of a uniform screening standard and procedure, such as in-person interviews; a database of identity documents pro^ered by applicants to ensure that duplicate documents are not used by multiple applicants; amended application forms that include questions aimed at identifying fraudulent answers and malicious intent; a mechanism to ensure that the applicant is who the applicant claims to be; a process to evaluate the applicant's likelihood of becoming a positively contributing member of society and the applicant's ability to make contributions to the national interest; and a mechanism to assess whether or not the applicant has the intent to commit criminal or terrorist acts after entering the United States.

(b) The Secretary of Homeland Security, in conjunction with the Secretary of State,

the Director of National Intelligence, and the Director of the Federal Bureau of Investigation, shall submit to the President an initial report on the progress of this directive within 60 days of the date of this order, a second report within 100 days of the date of this order, and a third report within 200 days of the date of this order.

**Sec. 5. Realignment of the U.S. Refugee Admissions Program for Fiscal Year 2017.** (a) The Secretary of State shall suspend the U.S. Refugee Admissions Program (USRAP) for 120 days. During the 120-day period, the Secretary of State, in conjunction with the Secretary of Homeland Security and in consultation with the Director of National Intelligence, shall review the USRAP application and adjudication process to determine what additional

procedures should be taken to ensure that those approved for refugee admission do not pose a threat to the security and welfare of the United States, and shall implement such additional procedures. Refugee applicants who are already in the USRAP process may be admitted upon the initiation and completion of these revised procedures. Upon the date that is 120 days after the date of this order, the Secretary of State shall resume USRAP admissions only for nationals of countries for which the Secretary of State, the Secretary of Homeland Security, and the Director of National Intelligence have jointly determined that such additional procedures are adequate to ensure the security and welfare of the United States.

(b) Upon the resumption of USRAP admissions, the Secretary of State, in consultation with the Secretary of Homeland Security, is further directed to make changes, to the extent permitted by law, to prioritize refugee claims made by individuals on the basis of religious-based persecution, provided that the religion of the individual is a minority religion in the individual's country of nationality. Where necessary and appropriate, the Secretaries of State and Homeland Security shall recommend legislation to the President that would assist with such prioritization.

(c) Pursuant to section 212(f) of the INA, 8 U.S.C. 1182(f), I hereby proclaim that the entry of nationals of Syria as refugees is detrimental to the interests of the United States and thus suspend any such entry until such time as I have determined that sufficient changes have been made to the USRAP to ensure that admission of Syrian refugees is consistent with the national interest.

(d) Pursuant to section 212(f) of the INA, 8 U.S.C. 1182(f), I hereby proclaim that the entry of more than 50,000 refugees in fiscal year 2017 would be detrimental to the interests of the United States, and thus suspend any such entry until such time as I determine that additional admissions would be in the national interest.

(e) Notwithstanding the temporary suspension imposed pursuant to subsection (a) of this section, the Secretaries of State and Homeland Security may jointly determine to

admit individuals to the United States as refugees on a case-by-case basis, in their discretion, but only so long as they determine that the admission of such individuals as refugees is in the national interest -- including when the person is a religious minority in his country of nationality facing religious persecution, when admitting the person would enable the United States to conform its conduct to a preexisting international agreement, or when the person is already in transit and denying admission would cause undue hardship -- and it would not pose a risk to the security or welfare of the United States.

(f) The Secretary of State shall submit to the President an initial report on the progress of the directive in subsection (b) of this section regarding prioritization of claims made by individuals on the basis of religious-based persecution within 100 days of the date of this order and shall submit a second report within 200 days of the date of this order.

(g) It is the policy of the executive branch that, to the extent permitted by law and as practicable, State and local jurisdictions be granted a role in the process of determining the placement or settlement in their jurisdictions of aliens eligible to be admitted to the United States as refugees. To that end, the Secretary of Homeland Security shall examine existing law to determine the extent to which, consistent with applicable law, State and local jurisdictions may have greater involvement in the process of determining the placement or resettlement of refugees in their jurisdictions, and shall devise a proposal to lawfully promote such involvement.

**Sec. 6. Rescission of Exercise of Authority Relating to the Terrorism Grounds of Inadmissibility.** The Secretaries of State and Homeland Security shall, in consultation with the Attorney General, consider rescinding the exercises of authority in section 212 of the INA, 8 U.S.C. 1182, relating to the terrorism grounds of inadmissibility, as well as any related implementing memoranda.

**Sec. 7. Expedited Completion of the Biometric Entry-Exit Tracking System.** (a) The Secretary of Homeland Security shall expedite the completion and implementation of a biometric entry-exit tracking system for all travelers to the United States, as recommended by the National Commission on Terrorist Attacks Upon the United States.

(b) The Secretary of Homeland Security shall submit to the President periodic reports on the progress of the directive contained in subsection (a) of this section. The initial report shall be submitted within 100 days of the date

of this order, a second report shall be submitted within 200 days of the date of this order, and a third report shall be submitted within 365 days of the date of this order. Further, the Secretary shall submit a report every 180 days thereafter until the system

is fully deployed and operational.

**Sec. 8. Visa Interview Security.** (a) The Secretary of State shall immediately suspend the Visa Interview Waiver Program and ensure compliance with section 222 of the INA, 8 U.S.C. 1222, which requires that all individuals seeking a nonimmigrant visa undergo an in-person interview, subject to specific statutory exceptions.

(b) To the extent permitted by law and subject to the availability of appropriations, the Secretary of State shall immediately expand the Consular Fellows Program, including by substantially increasing the number of Fellows, lengthening or making permanent the period of service, and making language training at the Foreign Service Institute available to Fellows for assignment to posts outside of their area of core linguistic ability, to ensure that non-immigrant visa-interview wait times are not unduly affected.

**Sec. 9. Visa Validity Reciprocity.** The Secretary of State shall review all nonimmigrant visa reciprocity agreements to ensure that they are, with respect to each visa classification, truly reciprocal insofar as practicable with respect to validity period and fees, as required by sections 221(c) and 281 of the INA, 8 U.S.C. 1201(c) and 1351, and other treatment. If a country does not treat United States nationals seeking nonimmigrant visas in a reciprocal manner, the Secretary of State shall adjust the visa validity period, fee schedule, or other treatment to match the treatment of United States nationals by the foreign country, to the extent practicable.

**Sec. 10. Transparency and Data Collection.** (a) To be more transparent with the American people, and to more effectively implement policies and practices that serve the national interest, the Secretary of Homeland Security, in consultation with the Attorney General, shall, consistent with applicable law and national security, collect and make publicly available within 180 days, and every 180 days thereafter:

(i) information regarding the number of foreign nationals in the United States who have been charged with terrorism-related offenses while in the United States; convicted of terrorism-related offenses while in the United States; or removed from the United States based on terrorism-related activity, affiliation, or material support to a terrorism-related organization, or any other national security reasons since the date of this order or the last reporting period, whichever is later;

(ii) information regarding the number of foreign nationals in the United States who have been radicalized after entry into the United States and engaged in terrorism-related acts, or who have provided material support to terrorism-related organizations in countries that pose a threat to the United States, since the date of this order or the last reporting period, whichever is later; and

(iii) information regarding the number and types of acts of gender-based violence against women, including honor killings, in the United States by foreign nationals, since the date of this order or the last reporting period, whichever is later; and

(iv) any other information relevant to public safety and security as determined by the Secretary of Homeland Security and the Attorney General, including information on the immigration status of foreign nationals charged with major offenses.

(b) The Secretary of State shall, within one year of the date of this order, provide a report on the estimated long-term costs of the USRAP at the Federal, State, and local levels.

**Sec. 11. General Provisions.** (a) Nothing in this order shall be construed to impair or otherwise affect: (i) the authority granted by law to an executive department or agency, or the head thereof; or

(ii) the functions of the Director of the Office of Management and Budget relating to budgetary, administrative, or legislative proposals.

(b) This order shall be implemented consistent with applicable law and subject to the availability of appropriations.

(c) This order is not intended to, and does not, create any right or benefit, substantive or procedural, enforceable at law or in equity by any party against the United States, its departments, agencies, or entities, its officers, employees, or agents, or any other person.

## BIBLIOGRAPHIE

- Almasy, S. et Simon, D. (2017, 30 mars). A timeline of President Trump's travel bans. *CNN*. Consulté à l'adresse <http://www.cnn.com/2017/02/10/us/trump-travel-ban-timeline/index.html>
- Affaires étrangères et défense. (2015, s.d.). Consulté à l'adresse <https://www.liberal.ca/fr/affaires-etrangeres-defense/>
- Avenier, M. (2011). Les paradigmes épistémologiques constructivistes : post-modernisme ou pragmatisme ?, Abstract. *Management & Avenir*, (43), 372-391
- Background Briefing on the Visit of NATO Secretary General Jens Stoltenberg. (2017, avril 12). Consulté à l'adresse <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/2017/04/12/background-briefing-visit-nato-secretary-general-jens-stoltenberg>
- Blain-Morin, M. (2015, 28 septembre) Les affaires étrangères au cœur d'un débat des chefs relevé. *Radio-Canada*. Consulté à l'adresse <http://radio-canada.ca/nouvelle/741368/debat-munk-trudeau-mulcair-harper-politique-etrangere>
- Blouin, L. (2017, 18 juin) De plus en plus de retard dans le traitement des demandes d'asile. *Radio-Canada*. Consulté à l'adresse <http://radio-canada.ca/nouvelle/1039750/demandes-asile-refugies-retards-canada>
- Bolduc, Pier-Alexandre (2016, 13 février) Pour améliorer les droits des travailleurs étrangers au Canada. *Radio-Canada*, récupéré le 21 août 2017 de : <http://beta.radio-canada.ca/nouvelle/765039/acadie-ameliorer-droits-travailleurs-etrangere>
- Boussaguet, L., Jacquot, S., Ravinet, P., 2014, *Dictionnaire des politiques publiques*, Paris, Presses de Sciences Po. 4ed.
- Carnes, N., & Lupu, N. (2017, juin 5). It's time to bust the myth: Most Trump voters were not working class. *Washington Post*. Consulté à l'adresse <https://www.washingtonpost.com/news/monkey-cage/wp/2017/06/05/its-time-to-bust-the-myth-most-trump-voters-were-not-working-class/>

- Champagne, S. R. (2017, 21 août). Des demandeurs d'asile soumis à la subjectivité des commissaires. *Le Devoir*. Consulté à l'adresse <http://www.ledevoir.com/societe/actualites-en-societe/506162/demandes-d-asile-des-refugies-soumis-a-la-subjectivite-des-commissaires>
- Charillon, F. (Ed.). (2002). *Politique étrangère: nouveaux regards*. Presses de sciences PO.
- Cohen, J. (2016). Les Latinos des Etats-Unis face à la présidence de Trump. *Cahiers des Amériques latines*, (82), 7-14. <https://doi.org/10.4000/cal.4325>
- Cotton, Perdue Unveil the Reforming American Immigration for Strong Employment (RAISE) Act | Tom Cotton | U.S. Senator for Arkansas. (2017, 7 janvier). Consulté 25 août 2017, à l'adresse [https://www.cotton.senate.gov/?p=press\\_release&id=603](https://www.cotton.senate.gov/?p=press_release&id=603)
- Corasaniti, N. (2016, août 31). A Look at Trump's Immigration Plan, Then and Now. *The New York Times*. Consulté à l'adresse <https://www.nytimes.com/interactive/2016/08/31/us/politics/donald-trump-immigration-changes.html>
- Corbeil, M. (2015, 20 octobre) Les 12 travaux de Justin Trudeau | &#201;lections Canada 2015. *Radio-Canada*. Consulté à l'adresse <http://radio-canada.ca/nouvelle/745270/promesses-justin-trudeau-liberaux-realisables-impot-infrastructures>
- Cros, L. (2016) L'élection fédérale canadienne de 2015 : une élection historique ? | IdeAs [En ligne], 6 | Automne/Hiver 2015. URL : [http:// ideas.revues.org/1251](http://ideas.revues.org/1251)
- Donnelly, M. (1984). [Review of *Review of Michel Foucault: Beyond Structuralism and Hermeneutics*, par H. L. Dreyfus & P. Rabinow]. *American Journal of Sociology*, 90(3), 660-663.
- Dorna, A. (1995). Les effets langagiers du discours politique. *Hermès, La Revue*, 2 (16), pp. 131-146. Récupéré de <http://www.cairn.info/revue-hermes-la-revue-1995-2-page-131.htm>
- Dorna, A. (2007). Pistes pour une étude contextuelle du discours politique populiste. *Bulletin de psychologie*, 6 (492), p. 593-600. DOI 10.3917/bupsy.492.059
- Fillion, G. (2017, 29 août) Menaces de retrait de l'ALENA ; non, le président ne bluffe pas. *Radio-Canada*, Consulté à l'adresse <http://radio->

canada.ca/nouvelle/1052858/alenamences-retrait-president-trump-ne-bluffe-pas-gerald-fillion

- Foucault, M. (1971). L'ordre du discours : Leçon inaugurale au Collège de France prononcée le 2 décembre 1970. Paris : Gallimard.
- Foucault, M. (1976). *Histoire de la sexualité (Tome 1)-La volonté de savoir*. Editions Gallimard.
- Foucault, M. (1980). *Power/Knowledge, Selected Interviews and Other Writings 1972-1977*. Brighton, Sussez: The Harvester Press Limited.
- Foucault, M. (1988). *Madness and civilization: A history of insanity in the age of reason*. Vintage.
- Foucault, M. (2008). *Le gouvernement de soi et des autres: cours au Collège de France (1982-1983) (Vol. 1)*. Seuil.
- Gervais, L.-M. (2016). Parrainage privé de réfugiés : Ottawa limite les nouvelles demandes. *Le Devoir*. Consulté à l'adresse <http://www.ledevoir.com/societe/actualites-en-societe/487859/le-federal-impose-une-limite-pour-les-demandes-de-parrainage-au-prive-de-refugies>
- Globensky, M.(2015, 5 septembre)L'accueil des réfugiés au cœur de la cinquième semaine de campagne. *Radio-Canada*. Consulté à l'adresse <http://radio-canada.ca/nouvelle/737344/bilan-campagne-electorale-semaine-5-manon-globensky-refugies>
- Goffman, E. (1956). *The presentation of self in everyday life*. Edinburgh: University of Edinburgh, Social Sciences Research Centre.
- Gouvernement du Canada, I. (2016, juin 24). Évaluation de la réforme du système d'octroi de l'asile au Canada. Consulté à l'adresse <http://www.cic.gc.ca/francais/ressources/evaluation/asile.asp>
- Gouvernement du Canada, I. (2012, novembre 7). Glossaire. Consulté à l'adresse <http://www.cic.gc.ca/francais/centre-aide/glossaire.asp#i>
- Hillary Clinton on immigration reform. (s. d.). Consulté à l'adresse <https://www.hillaryclinton.com/issues/immigration-reform/>

- Hall, S. (2001) *É Foucault : power, knowledge and discourse* and Wetherell, M., Taylor, S., & Yates, S. J. *Discourse theory and practice: A reader*. Sage.
- Johnson, J. (2016, janvier 22). Here are 76 of Donald Trump's many campaign promises. *Washington Post*. Consulté à l'adresse <https://www.washingtonpost.com/news/post-politics/wp/2016/01/22/here-are-76-of-donald-trumps-many-campaign-promises/>
- Kingsley, P., & Timur, S. (2015, décembre 31). Stories of 2015: how Alan Kurdi's death changed the world. *The Guardian*. Consulté à l'adresse <http://www.theguardian.com/world/2015/dec/31/alan-kurdi-death-canada-refugee-policy-syria-boy-beach-turkey-photo>
- Kritz, M. M. (1987). 2: The Global Picture of Contemporary Immigration Patterns. Center for Migration Studies special issues, 5(3), 27-51.
- La Haye, D. (2017, 13 février). Une rencontre encourageante. *Journal de Montréal*. Consulté à l'adresse <http://www.journaldemontreal.com/2017/02/12/rencontre-cruciale-trudeau-trump-a-washington-lundi>
- La Presse Canadienne (2017, 13 février) Trump et Trudeau à l'aise en terrain économique Consulté à l'adresse <http://radio-canada.ca/nouvelle/1016463/bilan-rencontre-trudeau-trump-maison-blanche>
- La Presse Canadienne (2016, 2 septembre). La mort d'Alan Kurdi a eu un grand impact sur le Canada, selon des experts *Radio-Canada*. Consulté à l'adresse <http://radio-canada.ca/nouvelle/800820/anniversaire-photo-enfant-mort-refugies-syriens-syrie>
- Lettre de mandat du ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté. (2015, novembre 12). Consulté à l'adresse <http://pm.gc.ca/fra/lettre-de-mandat-du-ministre-de-limmigration-des-refugies-et-de-la-citoyennete>
- Levtiz, S. (2017a, 15 mai) La réforme sur les demandes d'asile reportée. *Journal Métro*. Consulté à l'adresse <http://journalmetro.com/actualites/national/1138422/la-reforme-sur-les-demandes-dasile-reportee/>
- Levtiz, S. (2017 b, 15 mai) La promesse libérale de réformer le traitement des demandes d'asile est reportée. *Journal L'actualité*. Consulté à l'adresse <http://lactualite.com/actualites/2017/05/15/la-promesse-liberale-de-reformer-le-traitement-des-demandes-dasile-est-reportee/>

- Liptak, A. (2017, juillet 19). Trump Refugee Restrictions Allowed for Now; Ban on Grandparents Is Rejected. *The New York Times*. Consulté à l'adresse <https://www.nytimes.com/2017/07/19/us/politics/trump-travel-ban-supreme-court.html>
- Martinez, P. (2017a, juin 5). Modifications au programme canadien d'immigration pour les candidats ayant de l'expérience de travail. *Radio-Canada*. Consulté à l'adresse <http://www.rcinet.ca/fr/2017/06/05/modifications-au-programme-dimmigration-canadien-pour-les-candidats-ayant-de-lexperience-de-travail/>
- Martinez, P. (2017 b, août 18). « Insoutenable » le rythme actuel d'entrée des demandeurs d'asile au pays : CISR. *Radio-Canada*. Consulté à l'adresse <http://www.rcinet.ca/fr/2017/08/18/insoutenable-le-rythme-dentree-des-demandeurs-dasile-au-pays-cisr/>
- Merlin, M. (2009). Foucault, le pouvoir et le problème du corps social. *Idées économiques et sociales*, (1), 51-59.
- Mowlana, H. (1997). Global information and world communication: New frontiers in international relations. Sage.
- Napier, J. (2016, 8 mars) Ottawa veut plus de réfugiés et moins d'immigrants économiques. *Radio-Canada*, récupéré le 22 août 2017 de : <http://beta.radio-canada.ca/nouvelle/769318/cibles-immigration-john-mccallum-refugies-ottawa-residents-permanents>
- Nardon, L. (2017, 24 décembre). Trump et la crise de la démocratie américaine. *Politique étrangère, Printemps* (1), 11-22. Parrainage privé de réfugiés : Ottawa limite les nouvelles demandes | Le Devoir., à l'adresse <http://www.ledevoir.com/societe/actualites-en-societe/487859/le-federal-impose-une-limite-pour-les-demandes-de-parrainage-au-prive-de-refugies>
- Panetta, A. (2015, décembre 11). Accueil des réfugiés : Trudeau fait les manchettes des médias internationaux. *La Presse*. Consulté à l'adresse <http://www.lapresse.ca/actualites/politique/politique-canadienne/201512/11/01-4930316-accueil-des-refugies-trudeau-fait-les-manchettes-des-medias-internationaux.php>
- Panetta, A. (2017, août 23). Menace de Trump sur l'ALÉNA : pas une surprise pour le Canada et le Mexique. *La Presse*. Consulté à l'adresse <http://www.lapresse.ca/le->

droit/economie/actualite-economique/201708/23/01-5126855-menace-de-trump-sur-lalena-pas-une-surprise-pour-le-canada-et-le-mexique.php

Parent, Stéphane (2015, décembre 10). Immigrants et réfugiés du monde retrouvent un Canada plus accueillant. *Radio-Canada*. Consulté à l'adresse <http://www.rcinet.ca/fr/2015/12/10/immigrants-et-refugies-peuvent-sattendre-a-retrouver-un-canada-plus-accueillant/>

Parti Libéral du Canada (2015, 2 août) Le bon plan pour renforcer la classe moyenne. Plateforme électorale fédérale canadienne. Consulté à : [https://www.poltext.org/sites/poltext.org/files/plateformes/plateforme\\_plc\\_fr.pdf](https://www.poltext.org/sites/poltext.org/files/plateformes/plateforme_plc_fr.pdf)

Parti Libéral du Canada (2015, 25 septembre) Les libéraux dévoilent un nouveau plan pour l'immigration axé autour de la réunification familiale et de la croissance de la classe moyenne. Consulté à l'adresse <https://www.liberal.ca/fr/les-liberaux-devoilent-un-nouveau-plan-pour-1%ca%bcimmigration-axe-autour-de-la-reunification-familiale-et-de-la-croissance-de-la-classe-moyenne/>

Parti Libéral du Canada (2015, 2 août) Un nouveau plan pour l'immigration créera des débouchés économiques. Consulté à l'adresse <https://www.liberal.ca/wp-content/uploads/2015/09/Un-nouveau-plan-pour-limmigration-qui-creera-des-debouches-economiques-au-Canada.pdf>

Patton P. (1992). Le sujet de pouvoir chez Foucault. *Sociologie et sociétés*, 24(1), 91–102. doi:10.7202/001546ar

Poisson, Y. (1991). *La recherche qualitative en éducation*. Puq.

Pourtois, J. P., & Desmet, H. (2007). *Épistémologie et instrumentation en sciences humaines*. Editions Mardaga.

Raj, Althia (2016, 20 septembre) Justin Trudeau encensé à l'ONU et présenté comme un « exemple » pour le reste du monde. *Huffington Post*. Consulté à l'adresse [http://quebec.huffingtonpost.ca/2016/09/20/justin-trudeau-onu-exemple-pour-le-monde\\_n\\_12099494.html](http://quebec.huffingtonpost.ca/2016/09/20/justin-trudeau-onu-exemple-pour-le-monde_n_12099494.html)

Ringoot R. , « Questionner le discours avec Michel Foucault. Actualisations théoriques et actualité éditoriale », *Mots. Les langages du politique* [En ligne], 94 | 2010, mis en ligne le 06 novembre 2012, consulté le 13 décembre 2017. URL : <http://journals.openedition.org/mots/19887>

- Sacchetti, M. (2017, août 12). U.S. unlikely to meet Trump's deportation targets anytime soon, figures show. *Washington Post*. Consulté à l'adresse [https://www.washingtonpost.com/local/immigration/us-unlikely-to-meet-trumps-deportation-targets-anytime-soon-figures-show/2017/08/12/a6efc894-7ebd-11e7-9d08-b79f191668ed\\_story.html](https://www.washingtonpost.com/local/immigration/us-unlikely-to-meet-trumps-deportation-targets-anytime-soon-figures-show/2017/08/12/a6efc894-7ebd-11e7-9d08-b79f191668ed_story.html)
- Vastel, M. (2015, septembre 26). Faire venir la famille pour aider les immigrants... et l'économie. *Le Devoir*. Consulté à l'adresse <http://www.ledevoir.com/politique/canada/451100/faire-venir-la-famille-pour-aider-les-immigrants-et-l-economie>
- Vucci, E. (2017, 27 mai) Divisions between Trump and G7 killing hopes for migration crisis plan. *Globe and Mail*. Consulté à l'adresse <https://www.theglobeandmail.com/news/world/divisions-between-trump-and-g7-killing-hopes-for-migration-crisis-plan/article35124967/>
- Yee, V., Davis, K., & Patel, J. K. (2017, mars 6). Here's the Reality About Illegal Immigrants in the United States. *The New York Times*. Consulté à l'adresse <https://www.nytimes.com/interactive/2017/03/06/us/politics/undocumented-illegal-immigrants.html>
- Zomonjic, Peter (2017, 1 juin) Canada « deeply disappointed » by U.S. withdrawal from Paris climate deal, Trudeau says. *CBC*. Consulté à l'adresse <http://www.cbc.ca/news/politics/trudeau-mckenna-trump-paris-deal-1.4142211>